

TÉLÉMATIQUE
● Jouez avec le Monde
● La messagerie internationale
36-15 12025 LM
● La messagerie internationale
36-15 12025 LM
● La messagerie internationale
36-15 12025 LM

Le Monde

DERNIÈRE ÉDITION

QUARANTE-CINQUIÈME ANNÉE - N° 13541 - 4,50 F Fondateur : Hubert Beuve-Méry Directeur : André Fontaine - JEUDI 11 AOUT 1988

La vérité sur le diable

Ce n'est plus un débat sur le stalinisme et le culte de la personnalité qui se développe en URSS. C'est le procès de Staline qui est ouvert dans les colonnes de journaux soviétiques, où le défunt maréchalisme a mis désormais sur le même plan que Hitler, où l'on ose réclamer son exclusion du Parti communiste à titre posthume.

On imagine le choc que peut produire ce genre de réquisitoire sur les survivants, nombreux, d'une génération qui a gardé en URSS le souvenir du « Petit Père des peuples », du chef de guerre qui l'a finalement emporté sur l'envahisseur fasciste, de l'homme que des centaines de milliers de Moscovites ont pleuré en 1953. On imagine aussi la satisfaction un peu amère des victimes qui ont survécu et des descendants de toutes les autres.

Les plus ardents avocats de la « glasnost » expliquent que ce brutal éclairage jeté sur le passé est indispensable si la société soviétique veut effectivement se débarrasser des vices hérités de trente années de stalinisme. Seule l'information la plus complète, fût-elle cruelle pour certains, peut conduire à la nécessaire purification.

Les Occidentaux, seraient mal venus de jouer les esprits supérieurs et de prétendre, eux, n'avoir jamais nourri aucune illusion sur la réalité soviétique. Roosevelt ne quittait pas Yalta en 1945 en se félicitant de l'excellent contact qu'il avait eu avec Staline, affirmant sa conviction qu'il avait eu affaire à un homme de parole, aspirant ardemment à la paix ? Quelques années plus tôt, au soir de Munich, Neville Chamberlain n'avait pas parlé de Hitler en termes très différents.

« Si transit... et ce genre d'aveu n'est-il plus de mise ? Admettons que le goût de la vérité, fût-il iconoclaste - voir le cas Mao Zedong - est peut-être aujourd'hui plus fort qu'il y a quelques décennies, qu'il est surtout servi, aussi, par un réseau médiatique infiniment plus dense et diversifié, caractéristique de notre « village planétaire ».

La vie internationale s'accommoderait encore pour tant de quelques déconcertantes anomalies. Le siège de Phnom-Penh n'est-il pas toujours officiellement occupé à l'ONU par le représentant des Khmers rouges, c'est-à-dire du sinistre Pol Pot, auteur reconnu d'un des plus effroyables génocides de l'époque contemporaine et qui n'en reste pas moins partie prenante dans les conversations actuelles sur le Cambodge ? Et les gouvernements de Bagdad et de Téhéran - qu'on se réjouit de voir enfin entamer un processus de paix - n'ont-ils pas eux aussi sur la conscience quelques crimes récents abominablement dénoncés par la communauté internationale ?

Morale et diplomatie font souvent mauvais ménage. La Realpolitik exige parfois de parler même avec le diable. Non que s'efface pour autant la mémoire des peuples.

M 0147-08110-4,50 F
3790147004500 08110

La répression contre les opposants en Birmanie Rangoun est le théâtre de violents affrontements

De nouveaux incidents ont éclaté le mercredi 10 août, à Rangoun, après les manifestations de lundi et de mardi. « On entend des coups de feu en de nombreux endroits de la capitale », a indiqué un résident de Rangoun contacté par téléphone. Selon la radio officielle, trente-cinq personnes ont été tuées ces deux derniers jours par les forces de l'ordre dans le pays. Des témoins avancent le chiffre de deux cents morts, dont environ une centaine à Rangoun.

« Vous avez eu un jour de liberté pour protester. Maintenant, il faut vous arrêter, sinon nous ouvrons le feu ! » C'est dans ces termes qu'un haut gradé de l'armée s'est adressé, lundi soir, aux manifestants qui emplissaient les rues de Rangoun dans une procession pacifique contre le régime du nouveau président Sein Lwin et pour le retour à la démocratie. « Les forces de sécurité n'ont pas eu d'autre choix que de tirer pour disperser les émeutiers », a déclaré, pour sa part, Radio-Rangoun.

La « relative » modération des autorités face aux manifestations d'étudiants, qui ont commencé quelques jours à peine après l'arrivée au pouvoir, le 26 juillet, du général Sein Lwin, a cédé la place à l'inquiétude quand des bonzes, puis la population, se sont joints au mouvement de protestation. Selon des diplomates en poste à Rangoun, ce sont des centaines de milliers de personnes qui sont descendues dans les rues de la capitale et des villes de province.

L'armée et la police, dépassées, ont eu recours à leurs armes. La radio officielle a fait état de trente et un morts dans la ville de Sagaing, à 600 kilomètres au nord de Rangoun, et de quatre, lundi soir, dans la capitale. Des manifestations ont eu lieu dans vingt-quatre autres villes. Mais le bilan de la répression, qui s'est poursuivie pendant toute la journée de mardi, serait plus proche de deux cents morts, selon des diplomates occidentaux à Rangoun. Les forces de l'ordre ont ouvert le feu contre des manifestants déterminés, certes, mais dont la plupart étaient désarmés. « Il semble qu'une tragédie sanglante ait eu lieu à Rangoun », a déclaré l'un des diplomates, selon lequel l'un des incidents survenus dans la capitale a fait, à lui seul, soixante-dix morts.

Le gouvernement a décrété un couvre-feu de 20 heures à 4 heures du matin dans la capitale et interdit tout rassemblement de plus de cinq personnes.

PATRICE DE BEER.
(Lire la suite page 3.)

Le règlement du conflit entre l'Iran et l'Irak Nouvelle donne sur le front pétrolier

A dix jours de l'échéance du 20 août fixée par l'ONU, la préparation du cessez-le-feu entre l'Iran et l'Irak s'accélère. Deux détachements d'observateurs - sur un total de trois cent cinquante officiers - sont arrivés, le mercredi 10 août, à Téhéran et à Bagdad. Sur les marchés internationaux, les cours du pétrole, après avoir grimpé lundi, se sont légèrement tassés mardi, les experts étant partagés sur les conséquences du cessez-le-feu.

Montera-t-elle ? Montera pas ? La fin de la guerre du Golfe poussera-t-elle durablement les cours du pétrole à la hausse ? Une question douloureuse pour les milieux énergétiques qui venaient après trois ans de haut et de bas de s'adapter à un baril à 15 dollars et se retrouvent une fois de plus paradoxalement pris par surprise. Une question tout court pour la plupart des gouvernements et des financiers occidentaux qui, guettant les moindres signes de reprise de l'inflation mondiale, surveillent anxieusement les caprices de l'or noir.

Passée l'euphorie initiale des marchés, la perplexité l'emporte. D'aucuns, évoquant le spectre d'une OPEP puissante et réunifiée, parlent déjà de nouveau « choc ». D'autres à l'inverse soulignent l'ampleur des capacités d'exportations libérées par l'arrêt des combats et prévoient une recrudescence des cours.

Seule certitude : la fin d'une guerre longue de huit ans déchirant ce grenier à pétrole qu'est le Golfe persique ne peut qu'avoir des effets majeurs sur le marché énergétique. Depuis son déclenchement en septembre 1980, la guerre et le pétrole fraient ensemble, ne cessant de ricocher l'un sur l'autre.

C'est le conflit qui, en 1980, prend le relais de la révolution iranienne pour pousser pendant deux ans les cours au plus haut (34 dollars le baril). C'est en sens inverse le pétrole qui explique à partir de la mi-1982 les graves difficultés de l'Irak, privé de l'essentiel de ses débouchés par la fermeture du terminal de Fao puis de Poloduc traversant la Syrie, alors que les prix du brut baissent une première fois (de 34 à 30 dollars).

VÉRONIQUE MAURUS.
(Lire la suite page 4.)

Après les décisions similaires de Londres et de Francfort La hausse des taux américains contrarie la politique française

La Réserve fédérale américaine a décidé, le mardi 9 août, le relèvement à 6,50% de son taux d'escompte. Destinée à lutter contre l'inflation, cette mesure devrait contribuer à freiner la croissance aux Etats-Unis. Dans l'immédiat, elle a provoqué une nouvelle envolée du dollar et une baisse des marchés boursiers ; elle risque de gêner la politique de baisse des taux engagée en France par M. Bérégovoy.

Face aux craintes d'une résurgence de l'inflation aux Etats-Unis, la Réserve fédérale a décidé, le mardi 9 août, l'augmentation de 1/2 point, de son taux d'escompte, le portant à 6,5%, taux auquel la Banque centrale américaine prête aux établissements financiers. Le dernier relèvement de ce taux, principal instrument de la politique monétaire, remonte au 4 septembre 1987.

De cette décision, M. Alan Greenspan, le président de la Réserve fédérale, attend un renchérissement général du coût du crédit aux Etats-Unis. La consommation et l'investissement devraient ainsi être un peu moins dynamiques et les risques d'une reprise de l'inflation réduits.

Faisant suite aux hausses des taux allemands et anglais, l'augmentation des taux américains a immédiatement provoqué une nouvelle envolée du billet vert. Le dollar terminait à New-York, le mardi 9 août, à 1,92 deutschemark (contre 1,90 la veille), 135,15 yens (contre 133,82) et à 6,47 francs français (contre 6,39). Les banques centrales ne sont pas intervenues pour freiner la hausse. Le mercredi 10 août, la devise américaine était à nouveau très demandée à l'ouverture, sur les places asiatiques et européennes, mais reflétait légèrement à Tokyo vis-à-vis du yen.

La décision américaine risque de relancer la guerre des taux entre les grands pays industriels. D'ores et déjà, des rumeurs courent dans les salles des changes des banques, selon lesquelles la Banque du Japon et celle de RFA envisageraient de répondre par de nouvelles hausses de leurs taux. Le spectre du krach est de retour. Après la baisse, mardi, de 1,3 % de la Bourse de New-York, Tokyo accusait à son tour une baisse de 2,2 % (la plus forte depuis le début de l'année), et Paris ouvrait en légère diminution (-0,85 %).

(Lire page 18 l'article d'ERIK ISRAELWICZ.)

Les inondations au Soudan Plus d'un million de sans-abri à Khartoum PAGE 6

Nouvelle-Calédonie Le projet de loi référendaire est prêt PAGE 22

Les contacts entre les deux Corées Pyongyang a assoupli sa position PAGE 3

Amérique de 1789 Le comte d'Artois s'en va Necker revient PAGE 2

Le Monde ARTS ET SPECTACLES ■ Marionnettes françaises et indonésiennes : le dernier voyage de Gijgimesh ■ L'été à Leningrad et à Moscou Pages 9 à 11

Le sommaire complet se trouve en page 22



L'ENQUÊTE : les vols d'objets d'art Pillage et grand banditisme

Le marché des objets d'art volés est florissant. Au point que le grand banditisme commence à s'y intéresser sérieusement : la Mafia américaine, la Camorra napolitaine ou les Yakusa japonais.

Une évolution récente inquiète les policiers et les magistrats : la rapidité de circulation des pièces volées s'est considérablement accrue. La lutte contre les filières très organisées de ce trafic n'en est que plus malaisée.

Pas de doute : le cavalier sur son cheval de bronze, statuette que présente le catalogue de Christie's pour sa vente-record à Londres, le 24 septembre 1987, est l'œuvre d'Antoine-Louis Barye, sculpteur français contemporain de Carpeaux et de Rodin. L'antiquaire attentif, M. Fabius, l'un des oncles du président de l'Assemblée nationale, après un dernier coup d'œil pointu sur cette merveille mise en vente à 25 000 livres (plus de 250 000 F) fait part de son étrange découverte.

Car ce bronze a bel et bien disparu quelques mois plus tôt, volé avec des dizaines d'autres objets d'art chez sa propriétaire. Celle-ci, aussitôt prévenue, ne reconnaît pas son bien dans un premier temps. Il a tellement changé... Ravivés, les pierreries dont il est incrusté brillent d'un éclat inconnu.

L'antiquaire n'en démord pas. Il convainc tout son monde. Christie's, le célèbre marchand d'art, est donc informé. Il hésite à sup-

primer le Barye de son catalogue : le détenteur actuel du bronze paraît au-dessus de tout soupçon. Finalement, Christie's accepte de « geler » la vente. Et celui qui s'appropriait à empocher le fruit de la transaction est identifié. Il s'agit d'un certain *signore* Romagnoli, antiquaire à Fise, convaincu de recel et emprisonné aussitôt à Luca (Italie). Un homme de « paille »...

DANIELLE ROUARD.
(Lire la suite page 14.)

Immobilier
Une rubrique d'annonces classées : la sélection détaillée de maisons et d'appartements à louer dans Paris et en banlieue.
Page 17

RETENEZ SON NOM
IL EST L'AUTEUR
D'UN CHEF D'ŒUVRE

CLAUDE ROY
LE NOUVEL OBSERVATEUR

A CHENG
LES TROIS ROIS

TRADUIT DU CHINOIS PAR
NOËL DUTRAIT

ALINEA
POUR QUE CHAQUE LIVRE COMPTE

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 4,50 dir ; Tunisie, 600 m. ; Allemagne, 2 DM ; Autriche, 18 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,75 \$; Espagne, 165 pes. ; Grèce, 150 dr. ; Hongrie, 90 p. ; Italie, 1.700 L. ; Libye, 0,400 DL ; Luxembourg, 30 f. ; Norvège, 12 kr. ; Pays-Bas, 2,25 fl. ; Portugal, 150 esc. ; Roumanie, 336 F CFA ; Suède, 12,50 sc. ; Suisse, 1,50 fr. ; USA, 1,50 \$; USA (West Coast), 2 \$.

CHRONIQUE DE 1789 L'ANNÉE SANS PAREILLE

23. Le comte d'Artois s'en va, Necker revient

Juillet 1789

Qui gouverne la France en cette fin juillet 1789 ? personne et tout le monde. Si bien que c'est la rue qui prend l'initiative. Des têtes sont mises à prix. Le 22, l'administrateur Foulon est pendu par la foule. On lui tranche la tête avant de l'exhiber au bout d'une pique. Son gendre Bertier subit le même sort. La Cour commence à quitter le pays : c'est le début de l'émigration. Necker, rappelé par le roi, est revenu à Paris, applaudi par la foule, mais n'arrive même pas à sauver son ami Besenval.

par MICHEL WINOCK

DANS les lendemains du 14 juillet, le plus clair est la crise de l'autorité publique. Qui gouverne en France ? Là-dessus, on ne s'entend pas plus que des suppositions. Le pouvoir royal, déconfiné et humilié, a perdu toute substance. Personne ne s'avise, comme le remarque Edgar Quinet, de l'impossibilité pour Louis XVI de régner désormais. Les chances de la monarchie constitutionnelle, passées, sont remplacées par le remplacement d'un monarque par un autre, comme avaient su faire les Anglais un siècle plus tôt. « Au contraire », dit Quinet, « on s'obstine de tous côtés à laisser à Louis XVI la couronne, quand déjà on lui avait ôté la force de la porter. »

Le 17 juillet apparaît ainsi comme une nouvelle journée des Dupes. Le roi, à force de restriction mentale, avait feint la réconciliation, esquissé des sourires et porté la cocarde tricolore, dans l'espoir de gagner du temps. La foule, selon la tradition, avait voué les ministres et les mauvais conseillers aux gémonies, pour mieux dire son respect à un monarque tiré des splendeurs versaillaises et venu quasiment s'agenouiller devant le peuple roi. L'Assemblée, qui avait donné l'assaut à l'absolutisme des premières réunions des États généraux, se flattait que les nobles et le clergé ne missent plus désormais la moindre résistance à siéger avec les représentants du Tiers : peut-être était-ce en son sein qu'on croyait le plus fermement encore au nouveau contrat que les Français devaient signer avec Louis XVI. Mais « contrat impossible », dit Quinet : peut-on parler de contrat entre le vaincu et son vainqueur ?

On connaît la formule d'Hippolyte Taine : « Si mauvais que soit un gouvernement, il y a quelque chose de pire, c'est la suppression du gouvernement. » Qui gouverne alors, en effet ? Personne et tout le monde, sauf la Cour. Les ministres impopulaires ont été démis, ils ont pris la route de l'exil, ils se cachent. Necker, qui capitalise tous les espoirs, a été rappelé : encore faut-il le retrouver, le faire revenir, cela prendra quelques jours. Pour le moment, le pouvoir est déchiré entre l'Assemblée de Versailles, l'Assemblée des électeurs de Paris, Bailly le maire, La Fayette et sa garde nationale... autant d'instances, autant d'impulsions : « Je donnais des ordres », écrit Bailly, « mais ils n'étaient ni suivis ni entendus. »

Malgré tout, la rue victorieuse a pris l'initiative. Ce n'est plus l'heure de la fête mais de la vengeance — celle de la justice populaire. Dans la nuit du 13 au 14, une liste de proscription a été composée au Palais-Royal : le comte d'Artois y figure, ainsi que les ministres Broglie et Breteuil, le chef des gardes-suisse Besenval, les administrateurs Foulon et Bertier qui s'étaient occupés matériellement du camp militaire contre lequel Paris s'est soulevé. Les noms circulent, les têtes sont mises à prix. Le 22 juillet, le conseiller d'État Foulon est arrêté. Qui est-il ? Pour Michelet, un spéculateur éhonté, jouissant de sa position au Conseil pour mieux faire ses coups. Pour Taine, un « maître scribe », mais « intelligent et utile », qui donne du travail sur ses terres. Mais aucun des deux historiens n'a joint foi à la rumeur qui court : Foulon aurait dit de ses vassaux qu'ils ne valaient pas mieux que ses chevaux, et d'ajouter : « S'ils ont faim, ils n'ont qu'à manger de l'herbe. » Le mot stéréotypé se retrouve dans toutes les jacqueries. Il n'importe : l'herbe, c'est lui qui en mangera ! Ayant été découvert chez un ami, il est traîné à l'Hôtel de Ville, paré des attributs de sa légende noire : une botte de foin sur le dos, un bouquet d'orties dans les bras et un collier de chardons. Les droits de la symbolique sont respectés jusqu'au cœur du lynchage.

A l'Hôtel de Ville, Bailly et les électeurs, devant qui la foule a amené le coupable,



BIRMANIE : la répression des opposants

Rangoun est le théâtre de violents affrontements

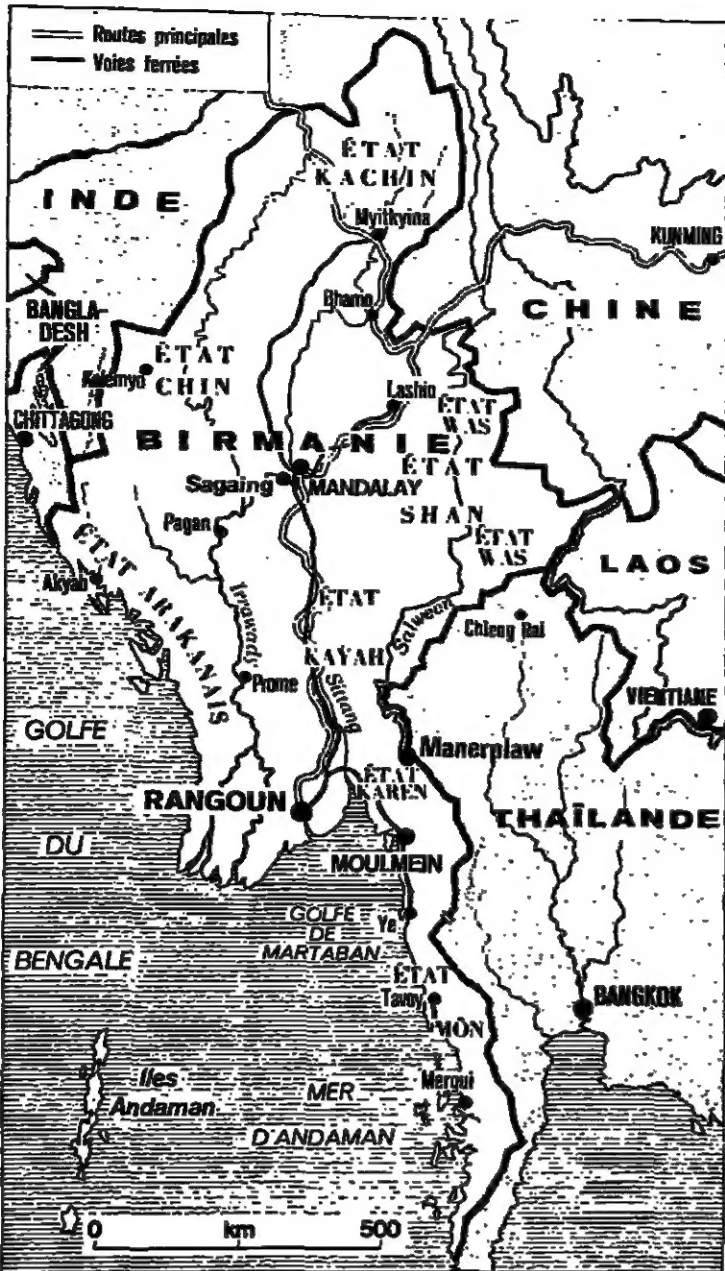
(Suite de la première page.)

Les écoles ont été fermées — les universités étaient déjà depuis plus d'un mois. Les diplomates étrangers en poste à Rangoun se sont vu conseiller de ne sortir qu'en cas d'absolue nécessité. Un membre de l'ambassade britannique a été frappé à coups de crosse par un soldat auquel il refusait de remettre son appareil photo.

Pendant toute la journée de mardi, des groupes de manifestants, certains armés de pierres et de frondes, ont été pourchassés dans les rues de Rangoun — où les boutiques sont fermées pour le deuxième jour consécutif — par les forces de l'ordre, en particulier autour des deux principaux sanctuaires bouddhistes, le Shwedagon et la pagode Sule. Rangoun est la seule ville du pays sur laquelle on dispose d'informations de première main, en raison de la présence de diplomates et de quelques touristes. Ceux-ci quittent les uns après les autres le pays, tandis que les consuls britanniques à l'étranger ont cessé de délivrer des visas.

Il n'aura donc pas fallu plus de deux semaines pour que le successeur du président Ne Win trebuché dans le sang. Arrivé au pouvoir le 26 juillet dernier, à la suite du congrès extraordinaire du Parti du programme socialiste (parti unique), le général Sein Lwin se présentait comme le continuateur de l'homme qui avait dirigé d'une main de fer le pays depuis le coup d'Etat de 1962, qui mit fin au gouvernement civil d'U Nu. Il était, depuis longtemps, l'un de ses plus proches collaborateurs. Mais il était aussi l'artisan d'une répression féroce perpétrée par la police anti-émeutes, la *lon-hsin*, détestée pour sa violence et ses exactions. Au point que les étudiants, qui avaient perdu entre cent et deux cents de leurs camarades lors des manifestations de mars et de juin, l'ont surnommé le « boucher de Rangoun ».

Au lendemain de la démission du président Ne Win, qui avait critiqué la répression et reconnu les échecs économiques de son propre régime, on s'attendait à une certaine libéralisation, après vingt-six ans de dictature militaire. Or, si le nouveau président a décrété des mesures en faveur du secteur privé, jusqu'alors tenu en suspicion, aucune embellie n'est apparue dans le domaine politique. Au contraire, le parti unique a repoussé la proposition de l'ancien président d'organiser un référendum sur le multipartisme et élu à sa tête le général Sein Lwin, un homme dont il avait lui-même demandé la démission. L'un des premiers gestes de ce dernier aura été de mettre sous verrou l'un de ses anciens collègues, l'ex-général Aung Gyi, et plusieurs de ses partisans, accusés



d'avoir critiqué le régime. C'est ce même Aung Gyi qu'accablent aujourd'hui les manifestants. La déception en a été d'autant plus grande, tant chez les étudiants que chez les hommes, les classes moyennes et populaires. Après quelques jours d'espoir, ou d'illusion, la voie semblait à nouveau bouchée. Il faut comprendre ce que ressentent les trente-huit millions de Birmans envers un régime qui a systématiquement, par son incurie et sa corruption, transformé un pays potentiellement riche (riz, pétrole...) en l'une des nations les plus pauvres de la planète, avec un revenu par habitant de moins de 200 dollars. Depuis l'instauration de la « voie birmane vers le socialisme » — en réalité l'accaparement de l'économie par l'armée et la bureaucratie — Rangoun est devenue une capitale dont les bâtiments, en l'absence d'entretien, se délitent sous les pluies tropicales. La Birmanie vit isolée du monde extérieur : les frontières sont fermées, sauf à un commerce réduit et à une contrebande florissante qui draine les richesses du pays vers la

Thaïlande voisine. Les Birmans ne peuvent sortir de chez eux, les étrangers, sauf exception, ne peuvent y rester que pour sept jours. Les journalistes en sont, bien entendu, exclus, et chaque ambassade birmane possède sa « liste noire ».

Pendant longtemps l'un des principaux pays exportateurs de riz, la Birmanie n'en vend plus que de faibles quantités, d'une qualité souvent médiocre. Le niveau de vie dans les campagnes demeure stationnaire, s'il ne se dégrade pas, comme c'est le cas pour la population urbaine. Des mesures ont été prises l'an dernier pour contrôler plus étroitement encore les paysans. Les démondations des grosses et moyennes coupures décidées par les autorités — la dernière, fin 1987, sans compensation — ont ruiné de nombreuses personnes et accru l'hostilité des classes moyennes envers le régime. Elles avaient déjà entraîné des manifestations étudiantes. La hausse du coût de la vie frappe de plein fouet les plus défavorisés et ce n'est pas une coïncidence si des stocks de riz ont été distribués ces derniers jours, pour tenter de calmer leur mécontentement. En même temps, les salaires des militaires, des fonctionnaires et des ouvriers d'Etat viennent d'être augmentés.

Ce n'est pas la première fois que le régime recourt à la violence pour écraser l'opposition, même si les manifestations qui se poursuivent sont les plus importantes depuis la prise du pouvoir par les militaires en 1962. Déjà, en 1974, l'armée était intervenue brutalement pour mater les étudiants et les bouzes qui avaient kidnappé le dévoué du défunt secrétaire général des Nations unies, U Thant, pour protester contre le manque de respect que lui témoignait le général Ne Win. M. Sein Lwin faisait alors partie du gouvernement. Les campagnes de pacification qui se poursuivent depuis plus de trente ans dans les régions en dissidence contre le pouvoir central ont par ailleurs entraîné une protestation d'Amnesty International (le Monde du 11 mai 1988) contre les mauvais traitements infligés aux civils.

L'opposition sera-t-elle assez forte pour faire céder le régime ? Ce serait d'autant plus difficile qu'elle n'est pas organisée. Les manifestants recherchent un appui du côté de l'Eglise bouddhiste, religion d'Etat — et avaient, avant qu'il n'ouvrit le feu, appelé les militaires à se ranger de son côté. Seule une fronde des pagodes ou une révolte d'officiers désireux d'éviter un bain de sang et de sortir leur pays de l'ornière dans laquelle il s'enfonçait sans rémission pourrait menacer le général Sein Lwin.

PATRICE DE BEER.

THAÏLANDE : la fin de l'ère Prem

M. Chatichai Choonhavan a formé un gouvernement composé en majorité d'anciens militaires et d'hommes d'affaires

Le nouveau premier ministre thaïlandais, M. Chatichai Choonhavan (1), a présenté mardi 9 août son gouvernement au roi Bhumibol. M. Chatichai détiendra le portefeuille de la défense. M. Siddhi Savetsila conserve celui des affaires étrangères. L'ancien vice-premier ministre, et beau-frère de M. Chatichai, l'ex-général Pramarn Adireksan, a été nommé ministre de l'intérieur, et le riche industriel Pramual Sahavasu ministre des finances. Le parti du premier ministre, le Chat Thai, s'est réservé plusieurs ministères importants (défense, intérieur, finances et industrie) au sein d'un gouvernement de quarante-quatre membres, composé en majorité d'hommes d'affaires et d'anciens généraux.

Avec la mise en place du gouvernement de M. Chatichai, c'est une nouvelle ère qui s'ouvre pour la jeune démocratie thaïlandaise. A un premier ministre non élu, représentant à l'origine l'armée dont il avait été le chef, le général Prem Tinsulanonda, succède un civil dont le pouvoir est issu des urnes. Celles-ci ont donné à son parti le plus grand nombre de députés lors des élections législatives du 24 juillet (87 sièges sur un total de 357). Certes M. Chatichai est lui aussi un ancien général ; mais il a quitté l'armée il y a trois décennies, avant de devenir l'un des politiciens, des hommes d'affaires et des « playboys » les plus en vue du royaume.

La décision du général Prem de ne pas se représenter, après avoir été aux affaires pendant près de huit ans, soit le mandat le plus long détenu par un premier ministre depuis l'abolition de la monarchie absolue en 1932, avait pris tout le monde politique au dépourvu (le Monde du 29 juillet). Le général Prem, fort discret de nature, n'avait rien laissé paraître à l'avance de ses intentions, alors qu'il était l'objet d'attaques répétées de la part des étudiants et de son prédécesseur, le prince Kukrit Pramot. La coalition de cinq partis qui le soutenait jusqu'alors — Chat Thai, démocrates, Parti d'action sociale, Rasse-ment, et démocrates unifiés — à laquelle vient de se joindre le petit parti Muanchon, se trouve donc dans l'obligation de lui trouver sur-le-champ un successeur.

Un bel héritage

Des deux candidats envisagés, M. Chatichai et l'ex-maréchal de l'air Siddhi Savetsila, ministre des affaires étrangères et chef du Parti d'action sociale, ce fut le premier qui l'emporta, en tant que chef de la faction la plus nombreuse de la coalition. Il lui revenait de maintenir l'unité de cette alliance conservatrice, hétéroclite et aux intérêts parfois contradictoires, mais qui dispose d'une majorité confortable avec ses 220 députés. C'est ce qu'il s'est efforcé de faire, maintenant M. Siddhi à la tête de la diplomatie, où il avait particulièrement bien réussi, et se réservant le portefeuille de la défense. Il s'agit d'une position-clé dans un pays où l'armée joue un rôle considérable et à un moment où son commandant en chef, le général Chaovalit Yongchaiyut, rêve de se lancer dans la vie politique. Ce dernier vient de mettre en garde M. Chatichai : il ne devra, « si l'Etat indigne les forces armées, ni tenter de les utiliser à des fins politiques ».

M. Chatichai aura sans doute fort à faire pour exercer sur ses anciens camarades la même autorité que le général Prem. Ce dernier avait pourtant dû réprimer deux tentatives de coup d'Etat militaire. Il lui faudra



M. Chatichai Choonhavan

tailler de la Thaïlande, — il devrait laisser les cordes franches à M. Siddhi, moins proche de Pékin et sans conteste l'un des plus brillants et des plus subtils diplomates de la région. Mais qui n'a peut-être pas abandonné son ambition de devenir à son tour chef du gouvernement.

Combien de temps M. Chatichai réussira-t-il à se maintenir au pouvoir face à un Parlement solé par quatre partis, tous plus ou moins conservateurs ? Rares étaient ceux qui auraient pu prévoir, en 1980, que le général Prem se succéderait à lui-même pendant huit ans, ni qu'il réussirait si bien son passage de l'uniforme au costume civil. Le nouveau premier ministre hérite d'un pays en paix, où la démocratie fonctionne plutôt mieux que chez ses voisins, qu'ils soient communistes indochinois ou membres de l'ASEAN (2). La crise indochinoise ne l'a pas déstabilisée et la dissidence du PCT qui, il y a dix ans, menaçait la sécurité du régime, a été réduite à quelques groupes réfugiés dans des régions éloignées. L'économie de la Thaïlande est en plein boom, et son rythme de croissance se rapproche de celui des « petits tigres » asiatiques. La stabilité du gouvernement précédent y a été pour beaucoup, après tant d'années de crises politiques et institutionnelles.

P. D. B.

(1) Le Monde a publié, le 6 août, un portrait de M. Chatichai.

(2) Association des nations d'Asie du Sud-Est, qui comprend également Brunei, l'Indonésie, la Malaisie, les Philippines et Singapour.

Les contacts entre la Corée du Nord et la Corée du Sud

Pyongyang a assoupli sa position

Dans les milieux diplomatiques de Séoul et de Tokyo, on ne nourrit guère d'espoir sur le résultat des pourparlers qui devraient avoir lieu, le 17 août, à Panmunjom, entre les représentants des deux Corées (le Monde du 10 août). Les parlementaires sud-coréens ont accepté en principe cette rencontre et devaient envoyer, mercredi 10 août, une réponse officielle à Pyongyang. Ces entretiens constitueront la première rencontre intercoréenne au niveau politique depuis trois ans.

TOKYO
de notre correspondant

La réponse positive de Pyongyang à la proposition du Sud d'avoir des entretiens préliminaires à la tenue d'une réunion plénière des parlementaires des deux pays (proposée elle-même par le Nord le 26 juillet) est certes significative d'un assouplissement de la position nord-coréenne. Si, en substance, Pyongyang accepte la proposition du Sud, l'idée d'une rencontre préliminaire au cours de laquelle seraient décidés les thèmes des entretiens a, pour la forme, été rejetée. Les conversations du 17 août, telles que les envisagent les Coréens du Nord, n'ont pour objet que de décider des modalités de la rencontre plénière fixée au 26 août. Ils proposent qu'y participent de trois à cinq représentants pour chaque côté, alors que, jusqu'à présent, le Nord n'avait que des membres du parti gouvernemental et neuf pour l'opposition).

Il est trop tard pour avoir une réunion préliminaire, est-il affirmé dans la lettre du président de l'Assemblée populaire suprême du Nord, dans son message du 17 août, avançant le nombre de quinze (six membres du parti gouvernemental et neuf pour l'opposition).

En ce qui concerne la réunion pré-

mière elle-même, il semble en outre que les Nord-Coréens réitèrent leurs exigences habituelles d'une rencontre non pas seulement entre parlementaires, comme le propose Séoul, mais aussi avec des délégués d'organisations représentant les différents couches de la population. Ce qui, pour le Sud, ne constitue pas une proposition réaliste.

Pour Pyongyang, les thèmes de la réunion plénière sont en outre déjà fixés : la participation du Nord aux JO en tant que co-organisateur et la signature d'un pacte de non-agression. Il paraît difficile que les deux parties parviennent à un compromis sur ces questions, même si la rencontre du 17 août a effectivement lieu.

Une image améliorée

L'amélioration considérable de l'image du Sud dans l'opinion publique internationale et la défection, de fait, des deux grands alliés sur la question des Jeux n'ont fait qu'aviver à Pyongyang les dissensions latentes entre le courant favorable à une ouverture politique et économique et les tenants de la ligne dure, consciente qu'une telle ouverture signifierait la fin de leur monopole du pouvoir, estimant des observateurs japonais. Les pourparlers avec le Sud sont ainsi perçus par certains dirigeants nord-coréens comme une chance d'évolution du régime et, par les autres, comme une opération purement tactique. Des arrières-pensées du même ordre (améliorer

l'image internationale de Séoul, renforcer le soutien politique au gouvernement de M. Roh) ne sont pas non plus étrangères aux manœuvres de la Corée du Sud.

Tout en faisant preuve d'une certaine souplesse, Pyongyang continue d'autre part de jouer sur les oppositions qui se manifestent au Sud. La semaine dernière, Radio-Pyongyang a ainsi annoncé qu'une délégation de vingt personnalités serait envoyée le 15 août à Panmunjom pour y rencontrer les étudiants du Sud et qu'elle avait commencé la marche des étudiants du Nord partis du mont Paekdu (à la frontière chinoise) vers la zone démilitarisée. Les étudiants du Sud ont en effet projeté une marche de la paix qui, partie de l'île de Cheju, traverserait toute la péninsule, se rassemblant à Pan-

munjom. Comme celle de juin, cette marche a été interdite. Les premiers affrontements entre les manifestants et la police ont eu lieu ces derniers jours à Séoul, d'où partait un groupe de quatre cents étudiants qui s'est baptisé « l'armée-garde de la réunification ». L'île de Cheju a été placée sous l'état d'urgence.

On peut se demander si le Nord n'a pas proposé à dessein que la réunion des parlementaires se tienne le 17 août, deux jours après le « pèlerinage de la paix » des étudiants : si, comme c'est prévisible, les autorités de Séoul ne cèdent pas et empêchent cette marche, Pyongyang aura beau jeu de tirer prétexte de la « répression » au Sud pour annuler la rencontre.

PHILIPPE PONS.

NOUVELLE-ZÉLANDE

Le regain de tension raciale entraîne une hausse de l'émigration

SYDNEY
correspondance

Le nombre de Néo-Zélandais qui émigrent vers l'Australie connaît une sensible augmentation. Selon des chiffres fournis par le département de l'immigration et des affaires ethniques de Canberra, il est passé de 6 582 en 1983-1984 à 15 730 en 1986-1987 et à 24 153 l'année dernière. Fournissant traditionnellement le contingent le plus élevé d'émigrants en Australie, les « Kiwis » fuient non seulement les difficultés économiques que traverse leur pays d'origine, mais également la détérioration des relations inter-ethniques entre Maoris et « Pahoras » (Blancs). Population autochtone d'origine polynésienne arrivée vers le septième siècle à Aotearoa (la Terre du long nuage blanc), ils forment aujourd'hui 12 % des 3,3 millions de Néo-Zélandais.

Les Maoris récemment pris de 70 % des taxes du pays au nom du traité de Waitangi signé en 1840 entre la reine Victoria et les chefs de tribus. Un tribunal spécial, appelé tri-

bunal de Waitangi, a été mis en place pour examiner les revendications territoriales et maritimes de chaque tribu. Selon les termes du traité, les chefs maoris avaient accepté de céder la souveraineté du territoire à la couronne britannique en échange de droits spécifiques sur leurs terres. Dans les années qui suivirent, les guerres entre troupes anglaises et Maoris se soldèrent par une appropriation rapide des terres par les colons et l'oubli du traité.

Ces derniers mois, plusieurs tribus ont reconquis leurs droits de pêche au nord du pays, ainsi que certaines terres près de Auckland. Le tribunal de Waitangi est aujourd'hui inondé de revendications. Mais cette instance n'a pas le pouvoir de décider la restitution des terres ou des droits, et peut seulement faire des recommandations au gouvernement.

Environ 80 % des Maoris vivent désormais en zone urbaine. Le développement de gangs maoris pose un problème préoccupant, car ils sèment la violence et appellent à la haine raciale, avec leur allure de « Hell's Angels ».

américains et leurs slogans sur le « pouvoir noir ». Les Maoris constituent une proportion importante de la population carcérale néo-zélandaise.

Pourtant, c'est un Maori conservateur qui a le vent en poupe. Un récent sondage a en effet mis en tête des intentions de vote M. Winston Peters, porte-parole des affaires maories au sein du parti d'opposition, devant le premier ministre, M. David Lange, et le dirigeant conservateur, M. Jim Bolger. L'électorat blanc lui fait, semble-t-il, confiance pour apaiser les esprits et pour superviser de plus près les finances du département des affaires maories, comme il l'a annoncé.

Les Néo-Zélandais aiment en tout cas savoir jusqu'où la mauvaise conscience historique du gouvernement actuel le conduira. Les incertitudes liées aux revendications maories freinent en effet les investissements étrangers dans ce pays où l'économie est déjà mal en point.

JOELLE ANDREOLI.

Proche-Orient

l'Iran et l'Irak

Le renforcement de l'armée irakienne inquiète Israël

JÉRUSALEM
de notre correspondant

Officiellement, Israël se réjouit. « Nous nous félicitons de l'accord de cessez-le-feu conclu entre l'Iran et l'Irak », a déclaré le ministre de la Défense, le mardi 9 août, le porte-parole du ministère des Affaires étrangères. « Cette guerre de huit ans, a-t-il ajouté, aurait dû convaincre tous les pays de la région que les conflits ne peuvent être résolus que par la négociation. » Autrement dit, il doit en aller de même pour le conflit israélo-arabe.

Officiellement, ce n'est pas sans une certaine inquiétude qu'Israël appréhende la fin d'un conflit dont nombre de responsables à Jérusalem n'ont jamais caché qu'il avait profité, au moins indirectement, à l'Etat hébreu — et pas seulement au travers de ventes d'armes israéliennes à Téhéran. Le premier ministre, M. Itzhak Shamir, a évoqué « une nouvelle ère » qui s'ouvrait, laissant entendre que l'arrêt des combats dans le Golfe pouvait représenter pour Israël un bouleversement stratégique important.

Les regards se tournent évidemment vers l'Irak. Traditionnellement un des pays arabes les plus hostiles à l'Etat juif, l'Irak sort du conflit avec une armée renforcée, aguerrie, disposant d'un matériel impressionnant et qui, de nouveau, pourrait constituer une menace sur le front est d'Israël. Libérée du poids de la guerre, la République islamique d'Iran, de son côté, peut être tentée de ramener le « front libanais » par Hezbollah interposé.

Il est sans doute excessif trop tôt pour spéculer sur d'éventuels bouleversements politico-stratégiques dans la région, mais le quotidien *Haaretz* résumait un sentiment largement répandu ici en écrivant : « Beaucoup d'Israéliens, y compris parmi les responsables politiques, espèrent que la guerre du Golfe se poursuivra pendant des décennies (...). Sa conclusion pourrait modifier l'équilibre des forces au Proche-Orient et peut-être au désavantage d'Israël. »

Fin du « répit stratégique » ?

Le ministre de la Défense, M. Itzhak Rabin, est prudent. Il déclarait, la semaine dernière, qu'il faudrait sans doute au moins un an ou deux au régime de Bagdad pour se remettre de la guerre et, éventuellement, envisager d'engager ses forces contre Israël. Mais l'inquiétude est bien présente, et M. Rabin, au printemps dernier encore, reconnaissait lui-même que le conflit du Golfe avait sans conteste facilité la tâche des stratèges israéliens. « Du point de vue de la menace militaire que pourrait faire peser sur nous une coalition arabe, disait-il, ces huit dernières années ont été une des périodes les plus défavorables que nous ayons connues depuis la création de l'Etat. »

Le commentateur militaire du quotidien *Haaretz*, Zeev Schiff, rappelle que certains milieux de la défense n'hésitent pas à parler de la phase de « répit stratégique » que la guerre du Golfe aurait constituée pour Israël : isolement de la Syrie (seul allié de l'Iran durant la guerre) et concentration des ressources financières et militaires du monde arabe sur un autre front que celui qui l'occupait traditionnellement.

Depuis quelque temps, certains responsables israéliens, et particulièrement le dirigeant travailliste, M. Shimon Peres, portaient une appréciation tout autre sur la poursuite de la guerre. Ils observaient que la prolongation des combats ne faisait qu'accroître la course aux armements dans le monde arabe et, surtout, qu'elle avait banalisé l'emploi des armes chimiques — sans que la communauté internationale ne s'en offusque outre mesure.

Le porte-parole du ministère des Affaires étrangères le rappelle mardi pour s'en inquiéter : « Plusieurs pas ont été franchis durant ce conflit : le bombardement massif de populations civiles, l'utilisation de missiles terre-terre contre des villes, l'attaque de navires commerciaux et le recours aux armes chimiques. » En clair, on redoute que cet arsenal ne soit un jour utilisé dans un conflit israélo-arabe.

« Une politique à court terme »

Quelques commentateurs — experts diplomatiques et journalistes spécialisés — vont plus loin dans la critique de ce que fut l'attitude d'Israël face à la guerre du Golfe. En gros, disent-ils, ce fut une politique à court terme. Alors qu'il fallait s'en tenir à une stricte neutralité, l'Etat hébreu a vendu des armes à l'Iran. Tous les démentis officiels à ce sujet ont été sérieusement ébranlés par l'épisode de l'« Irangate », ces fournitures de matériel militaire israélien à Téhéran pour le compte des Etats-Unis engagés dans une malheureuse négociation afin d'obtenir la libération de leurs otages au Liban.

Au moment où l'Irak, poussé par les nécessités de la guerre, renouait avec les Etats-Unis et se rapprochait, au moins tactiquement, du camp arabe modéré et notamment de l'Egypte, Israël donnait le sentiment d'avoir choisi le camp des ayatollahs. Le commentateur militaire du *Haaretz* écrit crûment : « Au lieu de renforcer l'axe Egypte-Jordanie (autrement dit les pays arabes modérés qui soutenaient Bagdad) nous avons renforcé la machine de guerre iranienne », c'est-à-dire l'extrémisme chiite — et ce dans le très hypothétique espoir de renouer un jour avec une République islamique « assagie » les liens privilégiés qui existaient entre Israël et l'Iran du chah. C'est au moins l'impression que nombre de pays arabes auront retenue de l'attitude israélienne.

ALAIN FRACHON.

A TRAVERS LE MONDE

Afghanistan

Les combats font rage à Kandahar

Les combats font rage dans et autour de la ville de Kandahar, dans le sud de l'Afghanistan, après le retrait, pratiquement terminé, dimanche 7 août, des troupes soviétiques, qui ont été remplacées par sept mille soldats afghans.

De sources diplomatiques, — à Islamabad, on indique que le contingent soviétique a quitté Kandahar en plusieurs convois, par terre et par air, en direction de Kaboul, les avions soviétiques amenant en retour des renforts gouvernementaux afghans, ainsi que des armes et des munitions. Le 7 août, à 3 heures, les résistants ont commencé à tirer des roquettes sur l'aéroport de Kandahar, détruisant deux Mig, deux hélicoptères, un dépôt de ravitaillement et un atelier de réparation, est-il indiqué par les moudjahidins.

En outre, au moins quarante-cinq soldats afghans ont trouvé la mort quand leur avion a été abattu par la résistance, le 4 août, dans la province de Paktia (est de l'Afghanistan), ont indiqué mardi des diplomates occidentaux à Islamabad. L'appareil s'est écrasé au-dessus de la ville de Khost, assiégée par les moudjahidins depuis plusieurs mois. — (AFP, AP.)

Pologne

« Regrets » officiels

Le porte-parole du gouvernement polonais, M. Jerzy Urban, a exprimé mardi 9 août ses « regrets » à la suite de la mise à sec du donicille du correspondant de presse française en Pologne, Bernard Margueritte (le Monde du 9 août).

Au cours de sa conférence de presse hebdomadaire, M. Urban a estimé que M. Margueritte avait été victime d'une « action crapuleuse ». « Ce n'était qu'un cambriolage », a-t-il ajouté.

Le beau-père de M. Margueritte a été sérieusement blessé à la tête par les malfaiteurs alors qu'il gardait les deux enfants du journaliste, en l'absence de ce dernier. Ses jours ne sont toutefois pas en danger. — (AFP.)

(Publicité)
IRAN : L'IMAM, LE VIZIR ET LE RÉVOLUTIONNAIRE
Rebondissements dans la guerre des clans, qui se poursuit à Téhéran avec acharnement.
Dans le numéro double de juillet-août d'ARABIES
en kiosques et en librairies
78, rue Joffroy, 75017 Paris
Tél. : 46-22-34-14.

Selon l'un de ses dirigeants

L'OLP « étudie toutes les possibilités de proclamer les droits nationaux des Palestiniens »

Commentant pour la première fois la décision jordanienne de rompre les liens avec la Cisjordanie occupée, le président de l'OLP, M. Yasser Arafat, a critiqué la façon dont cette décision avait été prise, « sans consulter l'OLP, principale partie intéressée », alors même que de nombreux pays arabes avaient été informés. Dans une interview publiée mardi 9 août par le journal saoudien *Al Charq al awsat*, M. Arafat a également critiqué les pays arabes pour la faiblesse de leur soutien financier au soulèvement.

Il s'est refusé à préciser sa position sur la création d'un gouvernement palestinien en exil, se bornant à indiquer qu'il s'agit « de l'une des choses auxquelles il nous faut réfléchir », et qu'une décision à ce sujet sera prise par le comité exécutif de l'OLP. Il a, par ailleurs, indiqué que deux de ses principaux conseillers avaient récemment rencontré M. Vernon Walters, le chef de la délégation américaine à l'ONU.

TUNIS
de notre correspondant

Depuis la réunion au début du mois à Bagdad du Conseil central palestinien, la décision du roi Hussein de se désengager complètement de Cisjordanie continue d'être au centre d'un vaste débat dans les instances palestiniennes et de faire l'objet de multiples contacts.

« Nous étudions toutes les possibilités de proclamer les droits nationaux des Palestiniens, conformément à la légitimité internationale », a déclaré, le mardi 9 août, à Tunis, devant quelques journalistes, M. Salah Khalaf (Abou Iyad), adjoint de M. Yasser Arafat à la direction du Fath. Parmi ces « possibilités », M. Salah Khalaf a mentionné la création d'un gouvernement palestinien en exil, la proclamation d'un Etat palestinien et l'octroi d'un mandat international ou européen sur la Cisjordanie et Gaza. Ces différents projets font aussi mention de consultations avec des pays arabes et des « Etats amis », a précisé le dirigeant palestinien. C'est ainsi que l'Algérie et la Tunisie, mais aussi la France, l'Italie, l'Espagne et la Grèce ont déjà été contactées.

M. Salah Khalaf a estimé que le délai d'un mois fixé à Bagdad pour la réunion — probablement à Alger — du Conseil national palestinien (Parlement en exil) qui arrêtera une position définitive pourra être respecté. Mais cela, a-t-il souligné, dépend des consultations en cours et des délibérations de la commission juridique et politique qui a été chargée d'examiner les choix qui s'offrent à l'OLP.

Interrogé sur le « document Hussein » relatif à un projet de déclaration d'indépendance dont a fait état la télévision israélienne (le Monde du 9 août), M. Salah Khalaf a répondu que les Palestiniens « ont bien le droit aujourd'hui de réclamer un Etat auquel ils peuvent prétendre depuis quarante ans et qui n'existe toujours pas ». Il a ajouté : « La population des territoires occupés ne s'est pas soulevée seulement pour l'amélioration de ses conditions de vie. Elle a présenté des revendications politiques claires, dont le droit à l'autodétermination et la création d'un Etat indépendant. Alors, je ne comprends pas que Fayyad Hussein soit arrêté parce qu'il défend un projet nationaliste. Pourquoi Abba Ebon n'est-il pas lui aussi arrêté puisque l'il a rappelé récemment que l'existence d'Israël est fondée sur la résolution 181 de l'ONU de 1947 ? » (1).

Pour le numéro deux du Fath, les dernières décisions du souverain hachémite ont donné « une forte impulsion » à l'OLP. « Désormais, remarque-t-il, plus personne ne peut invoquer l'option jordanienne ou se demander à qui appartiennent les territoires palestiniens ». Cependant, ajoute-t-il, faisant référence aux questions administratives et à celle des passeports, « il existe des droits acquis qui ne sauraient être abolis avant la création d'un Etat palestinien ». Une délégation palestinienne doit se rendre très prochainement à Amman pour discuter de ce problème.

MICHEL DEURÉ.

(1) La résolution 181 portait sur un plan la séparation de la Palestine en deux Etats juif et arabe.

ÉGYPTE

La réglementation des SICAV islamiques risque de toucher les petits épargnants

LE CAIRE
de notre correspondant

Le ministre égyptien de l'économie, M. Youssouf Moustafa, a entériné mardi 9 août le règlement créant de la loi régissant les activités des sociétés islamiques de placement de fonds. Ces dernières disposent dorénavant d'un délai de trois mois, au terme duquel elles doivent soit régulariser leur situation, soit procéder à la liquidation.

Le « miracle islamique », qui permettait aux sociétés de placement de fonds de distribuer des dividendes mensuels de près de 2 % sur le dollar, pourra difficilement continuer à opérer après la mise en application de la loi 146 de 1988. Les trente-trois sociétés travaillant dans le domaine du recueil et du placement des fonds devront en effet dévoiler les mécanismes de leurs si fructueuses activités, qui, jusqu'à présent, étaient expliquées par la stricte observance de la jurisprudence coranique. Ces sociétés appliquaient le principe de pertes et profits, accepté par l'islam, contrairement aux taux d'intérêt fixe, assimilés par de nombreux ulemas à l'usure, interdite par le Coran.

Les sociétés islamiques de placement de fonds devront, dorénavant, présenter à l'organisme du marché financier supervisant les opérations boursières un bilan, certifié par des experts de la Banque centrale, des fonds recueillis et des placements opérés. Cette disposition vise à écarter l'éventualité d'une fuite en avant.

En effet, selon de nombreux experts financiers, le « miracle islamique » n'a été possible que grâce à l'utilisation de l'argent des nouveaux déposants pour payer des dividendes atteignant 24 % annuels. C'est la banque d'un krach financier semblable à celui de « Souk et Manakh », un Koweït en 1982, qui a poussé les responsables de l'économie égyptienne à agir après des années de laisser-faire.

Cette disposition vise aussi à permettre au gouvernement de connaître le montant des avoirs des sociétés de placement : elles disposeraient selon les estimations de 8 à 11 milliards de dollars, soit l'équivalent du budget de l'Etat, répartis entre la vingtaine de propriétaires des grandes sociétés de placement : « Un Etat dans l'Etat si le gouvernement ne dispose pas de moyens d'intervention », ont estimé les partisans d'une économie plus dirigiste, ainsi que les ennemis du courant maximaliste musulman, lequel se trouvait indirectement conforté par le succès apparent des sociétés islamiques de placement.

Désormais les sociétés de placement ne pourront plus être entre les mains d'un nombre restreint de propriétaires. Les fondateurs devront en effet émettre des actions dont la moitié sera vendue au public à travers une Bourse parallèle.

Dix fois le SMIC

Par ailleurs, les sociétés de placement, qui se contentaient jusqu'à présent de donner un reçu de créance personnelle aux épargnants, devront émettre des bons de financement remboursables à la demande. En cas de non-respect de ces engagements, les responsables des sociétés de placement sont passibles de peines de prison et d'amendes allant jusqu'à double de la somme non remboursée.

Les clauses de la nouvelle loi obligent par ailleurs les sociétés de placement à rapatrier leurs fonds investis à l'étranger. Ces fonds, pour une société comme Al Rayan, totalisent la moitié des avoirs. Ces devises étrangères devront être déposées dans un établissement financier contrôlé par la Banque centrale.

La nouvelle loi affectera certainement la distribution des dividendes, une situation qui risque d'être impopulaire chez la plupart des 300 000 à

Grève générale et violents incidents dans les territoires occupés

JÉRUSALEM
de notre correspondant

Le soulèvement dans les territoires occupés est entré, mardi 9 août, dans son neuvième mois sans changer de physionomie : la journée a été marquée par une série d'incidents violents en Cisjordanie et à Gaza, où une grève générale était très largement suivie. Dans des rues désertes — toute activité commerciale avait cessé — des groupes de jeunes gens ont, çà et là, affronté les forces de l'armée, toujours aussi massivement déployées.

Près d'une vingtaine de Palestiniens ont été blessés par balles — dont un garçon de neuf ans, touché à l'estomac. A Kalkiya, un adolescent de quatorze ans a été tué dans des circonstances non éclaircies (nos dernières éditions du 10 août) : des sources palestiniennes assurent qu'il a reçu une balle en pleine tête ; des sources militaires indiquent qu'il n'est pas mort des suites d'un coup de feu. La mobilisation, encore plus forte à Gaza, a été marquée par des accrochages violents — huit blessés par balles — et par un couvre-feu imposé aux 60 000 habitants des camps de Shati et Bouraj.

CORRESPONDANCE

La position de l'OLP face à Israël

La lettre de M. Amishav, attaché de presse auprès de l'ambassade d'Israël à Paris, publiée dans nos éditions datées 31 juillet, et sous le titre « Qui parle au nom de l'OLP », a suscité diverses réactions. M. Jean-Marie Lambert, directeur du Comité international de coordination des ONG sur la question palestinienne, nous écrit notamment :

« L'OLP a fait un chemin énorme, depuis 1974, avec l'acceptation d'un Etat palestinien sur la Cisjordanie et Gaza (ce qui ne représente plus que 23 % de la Palestine), la reconnaissance des résolutions 242 et 338 des Nations unies par M. Arafat (je l'ai entendu de conférences à la Sorbonne, nous indique qu'il a été reçu récemment par M. Khalid El Hassan, président de la commission des affaires étrangères du Conseil national palestinien (le Parlement en exil de l'OLP), en présence de M. Arafat. M. Amishav Charif assistait à l'entretien. Au cours de cette conversation, les dirigeants palestiniens ont confirmé à M. Jouve la validité des propositions de M. Amishav Charif, publiées dans le Monde du 1^{er} juillet.

sitions annoncées récemment par son conseiller, M. Amishav Charif, reflètent sur le fond la position de l'OLP, c'est-à-dire : la reconnaissance d'Israël allant de pair avec la reconnaissance du droit à l'autodétermination du peuple palestinien ; l'acceptation de toutes les résolutions de l'ONU depuis 1947, y compris la 242 ; une négociation directe entre Israéliens et Palestiniens dans le cadre d'une conférence internationale en vue d'aboutir à une paix juste et durable entre les deux peuples et, dans le futur, à une coopération entre l'Etat d'Israël et l'Etat palestinien. Dans le même ordre d'idées, M. Edmond Jouve, maître de conférences à la Sorbonne, nous indique qu'il a été reçu récemment par M. Khalid El Hassan, président de la commission des affaires étrangères du Conseil national palestinien (le Parlement en exil de l'OLP), en présence de M. Arafat. M. Amishav Charif assistait à l'entretien. Au cours de cette conversation, les dirigeants palestiniens ont confirmé à M. Jouve la validité des propositions de M. Amishav Charif, publiées dans le Monde du 1^{er} juillet.

En tournée au Proche-Orient

M. Richard Murphy a jugé « impossible » de rencontrer des Palestiniens

Le secrétaire d'Etat adjoint américain pour le Proche-Orient, M. Richard Murphy, est arrivé mardi 9 août au Caire, dernière étape d'une tournée au Proche-Orient destinée à faire progresser les efforts diplomatiques américains dans la région.

Avant de gagner l'Egypte, il a rencontré à Amman le roi Hussein de Jordanie. Il a évoqué avec lui l'éventuelle tenue d'une conférence internationale.

Le roi Hussein lui a rappelé qu'une telle conférence devait être « effective, et non une simple cérémonie marquant l'ouverture des négociations directes » entre Israël et les pays arabes, et que la Jordanie « n'y représentera pas le peuple palestinien, tout comme elle ne négociera pas au nom de l'OLP le règlement de la question palestinienne ».

De son côté, M. Murphy a souligné avant son départ que Washington « ne soutiendra ni l'établissement d'un Etat palestinien indépendant ni la poursuite de l'occupation israélienne » dans les territoires occupés. D'autre part, il a affirmé au Caire qu'il lui était « impossible » de rencontrer des personnalités palestiniennes dans le cadre de sa tournée actuelle.

Le responsable américain n'a pas donné de précision sur l'impossibilité dont il a fait état. Des sources palestiniennes à Jérusalem avaient affirmé lundi que deux personnalités des territoires occupés, MM. Hana Siniara et Fayez Abou Rahneh, considérées comme proches de l'OLP, ainsi que deux Palestiniens naturalisés américains, MM. Edward Said et Ibrahim Abu Loughod, devaient rencontrer M. Murphy au Caire.

M. Saïd Kanaan, un membre du Conseil national palestinien, résident à Naplouse et également présent pour rencontrer l'émissaire américain, a précisé que ce projet avait échoué sur l'exigence de l'OLP de déployer une délégation plus étoffée qui aurait parlé officiellement au nom de l'organisation. — (AFP, Reuters.)

Afrique

Soudan : plus d'un million de sans-abri à Khartoum

La colère du Nil

NAIROBI
correspondance

Les inondations qui ravagent le nord du Soudan depuis maintenant une semaine constituent « un des désastres les plus terribles que le pays ait jamais connus », a déclaré, le mardi 9 août, lors d'une conférence de presse, l'ambassadeur du Soudan à Nairobi, M. Omar El Sheikh. De mémoire de Soudanais, on n'avait rien vu de pareil depuis 1946. « La situation pourrait se révéler encore pire que ce qu'on avait connu à l'époque », a indiqué le diplomate. Les pluies diluviennes qui se sont abattues sur Khartoum — notamment dans la nuit du 4 au 5 août — ont provoqué le débordement du Nil, ou plutôt... des Nils : la capitale est située au confluent du Nil Blanc et du Nil Bleu. Le niveau des eaux aurait déjà dépassé de près de 30 centimètres celui atteint en 1946 (le Monde du 10 août).

La saison des pluies commence

Le résultat est effroyable : des torrents de boue ont envahi les rues de la capitale semant la mort et la panique parmi les habitants. Autour de Khartoum, rares sont les bicoques des bidonvilles qui ont résisté au déluge : « Plus de dix mille maisons ont été détruites », a affirmé l'ambassadeur, précisant

que ces estimations ne sont, hélas, que « provisoires ». Le nombre des sans-abri — un million environ, soit un quart de la population de la ville — risque fort d'augmenter d'ici les prochains jours. Au Soudan, la saison des pluies ne fait que commencer.

Dans l'est du pays, notamment dans les plaines qui s'étendent au pied des montagnes de l'Erythrée voisine, la situation est, semble-t-il, plus dramatique encore. Les routes et les pistes, déjà mauvaises d'ordinaire, sont devenues impraticables. L'acheminement des secours sera problématique.

Aide étrangère

La région de Gedaref, une des plus peuplées, groupe à elle seule plus de 700 000 réfugiés éthiopiens. Leur survie, déjà difficile, est désormais sérieusement menacée. « Il nous faudrait des hélicoptères pour transporter l'aide d'urgence », a souligné M. Omar El Sheikh.

Les premiers pays à réagir ont été l'Égypte et la Grande-Bretagne. Tandis que, dès lundi, plusieurs avions militaires C-130 quittaient Le Caire pour Khartoum, transportant à leur bord plusieurs tonnes de nourriture, des médicaments et des tentes. Londres décidait de débiter une première aide financière de 150 000 livres (environ

255 000 dollars) pour porter secours aux sinistrés.

La Communauté économique européenne (CEE), de son côté, a accepté de verser 715 000 dollars au titre de l'aide d'urgence. Une partie de ces fonds devrait permettre à la Croix-Rouge danoise d'acheminer environ neuf cents tentes et plus de cinq mille couvertures. Une autre partie de cette somme a été attribuée à l'organisation française Médecins sans frontières, dont une équipe est attendue, jeudi, dans la capitale soudanaise (1).

Les autorités de Khartoum n'ont, pour le moment, fourni aucun chiffre concernant le nombre de victimes — morts ou blessés — provoqués par les inondations. L'agence de presse égyptienne Mena parlait, lundi, de « plusieurs dizaines de tués » dans la capitale. Les liaisons par téléphone ou par télex avec la capitale soudanaise ne fonctionnent plus, il est très difficile d'avoir une idée exacte des pertes humaines et de l'étendue des dégâts matériels.

La seule conséquence positive de la colère du Nil concerne... les journalistes étrangers : les demandes de visa, en attente depuis plusieurs mois, ont été brusquement honorées du feu vert des autorités soudanaises.

CATHERINE SIMON.

(1) Les dons peuvent être adressés à Médecins sans frontières, CCF 4060 U Paris, avec la mention « Inondations au Soudan ».

ANGOLA

Les troupes sud-africaines ont commencé à évacuer le sud du pays

Les troupes sud-africaines ont commencé à évacuer le sud de l'Angola, conformément aux dispositions de l'accord de cessez-le-feu, approuvé par Luanda, La Havane et Pretoria et rendu public le lundi 8 août. Cet accord prévoit que les Sud-Africains devront avoir quitté l'Angola au plus tard le 1^{er} septembre. Des officiers de la garnison sud-africaine d'Oshana, en Namibie, ont indiqué que les forces de Pretoria avaient entamé le démantèlement de leur principale base, près de Cuito-Cavalete.

Les chefs d'Etat des six pays de la « ligne de front » (1), qui viennent de se réunir à Luanda, ont exprimé, le mardi 9 août, dans un communiqué conjoint, leur « soutien total » à l'accord de cessez-le-feu, et leur « profonde reconnaissance pour l'importante contribution apportée par Cuba à l'Angola pour la défense de l'intégrité et de la souveraineté de son territoire ». De son côté, l'Union soviétique, par la voix du porte-parole du ministère des Affaires étrangères, a déclaré qu'elle soutenait « entièrement » les efforts de paix en Afrique du Sud-Ouest et qu'elle était prête à se porter garant, avec les autres membres du Conseil de sécurité, d'un règlement du conflit.

Washington et FUNTA

Le médiateur américain, M. Chester Crocker, secrétaire d'Etat adjoint aux affaires africaines, a affirmé que les perspectives de paix dans la région seraient compromises si la guerre civile en Angola continuait. L'Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola (UNITA), qui n'est pas partie à l'accord, a, en effet, fait savoir qu'elle ne respecterait pas le cessez-le-feu.

Washington n'envisage pas, en tout cas, de mettre fin à son aide aux maquisards de l'UNITA tant que Moscou continuera à assister le gouvernement marxiste de Luanda, a précisé M. Crocker. « Notre position est que nous n'allons pas nous désengager unilatéralement. A son avis, la guerre civile en Angola est « une question intérieure que les Angolais de tous bords doivent discuter entre eux ».

Moscou fournit à l'Angola une aide d'environ 1 milliard de dollars par an, a estimé M. Crocker, qui n'a pas donné d'estimation de l'aide américaine. De bonnes sources situent celle-ci à environ 30 millions de dollars.

(1) Angola, Botswana, Mozambique, Tanzanie, Zambie, Zimbabwe.

PARAGUAY : démenti par l'ambassade américaine

Un juge dénonce un trafic de nouveau-nés pour des banques d'organes aux Etats-Unis

Un juge paraguayen pour enfants, M. Angel Campos, a décidé de faire toute la lumière sur un trafic international de nouveau-nés qui aurait pour origine le Brésil et transiterait par le Paraguay, avec pour destination finale les Etats-Unis où ces bébés seraient « sacrifiés » pour alimenter des banques d'organes étrangers.

Selon des informations de sources judiciaires et policières paraguayennes, une vingtaine de nouveau-nés auraient été mis « dans le commerce » en moins de deux mois pour des prix oscillant entre 3 000 et 20 000 dollars (19 000 et 126 000 francs environ).

Cette affaire a été mise au jour après la découverte par la police, la semaine dernière, de sept bébés probablement de nationalité brésilienne et l'arrestation de cinq personnes.

Selon M. Campos, des femmes brésiliennes enceintes et dans le besoin se sont vu offrir par des trafiquants une prime afin d'accoucher à Asunción. De là, les enfants seraient acheminés vers des hôpitaux clandestins américains où ils seraient tués puis disséqués. Leurs organes seraient ensuite conservés en vue de futures greffes réservées à des gens fortunés.

Citant notamment l'exemple de couples étrangers qui paient très cher l'adoption d'enfants parfois complètement difformes, le magistrat a toutefois précisé qu'il ne pouvait affirmer avec certitude que les sept nouveau-nés découverts la semaine dernière allaient connaître « le destin que l'on imagine », mais que c'était « probable ». Il a indiqué que, lors des courtes interrogatoires sur la protection de l'enfance, les médecins préférent ne pas aborder ce thème « parce que c'est encore un sujet tabou ».

L'ambassade américaine au Paraguay a rejeté « catégoriquement » les affirmations de M. Campos, dans un communiqué publié mardi 9 août à Asunción. Il n'existe pas « la moindre preuve » à l'appui des affirmations du juge, dont les prises de position sont « extrêmement irresponsables », et diffamatoires, a déclaré la mission diplomatique américaine. Selon le communiqué, « la presse contrôlée par l'Union soviétique (...) a cyniquement exploité des rumeurs sans preuves » afin de nuire aux Etats-Unis.

Par ailleurs, M. Herbert Romesteyn, haut responsable de l'Agence américaine de l'information, a déclaré que le KGB continuait son entreprise de désinformation, malgré la promesse faite l'année dernière par le numéro un soviétique, M. Mikhaïl Gorbatchev, d'y mettre fin. Les responsables américains ont assuré que cette affaire de trafic de bébés n'était qu'un coup monté,

l'une des cinq opérations de désinformation canalisées actuellement par le KGB, les services spéciaux soviétiques, et relayées par la presse anti-américaine. — (AFP, Reuters).

[Depuis quelques années, des rumeurs persistantes font état de ce type de trafic qui aurait principalement pour origine l'Amérique latine. Un rapport de l'Organisation des Nations Unies évoquant ces soupçons précisait qu'il n'y avait pas de preuves, et, en Argentine, une enquête avait été close pour les mêmes raisons. La seule certitude est l'insuffisance des organes disponibles au moment où la technique de transplantation connaît un grand développement.]

Mais on voit mal, pour des raisons techniques, comment ce type de trafic international pourrait exister. La majorité des greffes d'organes réalisées à travers le monde concerne des adultes sur lesquels on ne pourrait implanter des organes prélevés sur des enfants. D'autre part, les greffes imposent le respect d'une série de contraintes d'ordre immunologique (incompatibilité) qui font que le fait de disposer d'organes humains ne permet pas à lui seul de pouvoir réaliser une greffe.]

ÉTATS-UNIS : premier Américain d'origine hispanique au gouvernement

M. Lauro Cavazos a été nommé secrétaire à l'éducation

WASHINGTON
correspondance

Le président Reagan a nommé, mardi 9 août, M. Lauro Cavazos secrétaire à l'éducation, en remplacement de M. William Bennett, qui quittera ses fonctions en septembre pour des raisons personnelles, plus précisément pour écrire un livre et pour tenir des conférences.

Se situant politiquement parmi les idéologues conservateurs du cabinet, M. Bennett est une personnalité controversée. Il est signalé par ses critiques vigoureuses de la hiérarchie universitaire, s'en prenant très sévèrement aux présidents des universités et aux enseignants, leur reprochant leur élitisme, l'insuffisance de leur enseignement et leur « capitulation » devant le mouvement de réforme des étudiants. Selon les observateurs, M. Bennett est appelé à faire ultérieurement une carrière politique et à figurer parmi les chefs de file des républicains de droite.

En dépit des dénégations officielles, le choix de M. Cavazos, respectable président de l'université Texas Tech, est essentiellement politique. M. Cavazos sera en effet le

Europe

RFA

Les aveux de Mohamed Hamadé relancent les interrogations sur le sort du dernier otage allemand au Liban

BONN
de notre correspondant

Les aveux du terroriste chiite libanais Mohamed Hamadé, le mardi 9 août (le Monde du 10 août), ont fait l'effet d'un coup de théâtre dans la salle glacée du tribunal pour jeunes de Francfort, spécialement aménagée pour son procès. On entamait la onzième audience sans que rien laisse prévoir de changement dans l'attitude de l'accusé, qui avait toujours refusé jusqu'à de répondre aux questions concernant directement le principal chef d'accusation porté contre lui. On s'acheminait tranquillement vers le report du procès. Commencé début juillet, celui-ci doit reprendre en septembre, avec la comparution de plusieurs anciens passagers américains de l'appareil de la TWA détourné, le 14 juin 1985, d'Athènes sur Beyrouth.

Lisant à la barre une déclaration en arabe, préparée à l'avance, Mohamed Hamadé s'est longuement étendu sur les raisons qui l'avaient amené à prendre part au détournement. Il a, en revanche, désavoué le meurtre de Robert Stethem, ce plongeur de l'US Navy exécuté d'une balle dans la nuque et jeté sur le tarmac de l'aéroport de Beyrouth au cours de l'opération. « C'était mon camarade, le chef du commando, qui avait le pistolet. Moi, je ne l'ai pas utilisé », a expliqué l'accusé. « Je n'étais pas d'accord, n'ai-je ajouté, car nos ordres interdisaient de faire couler le sang. »

Qualifiant le détournement d'acte de « défense », il a accusé l'Etat hébreu de « persécution » et de « torturer » ses prisonniers arabes. Pour lui, le détournement du Boeing était le « seul et ultime moyen » de faire libérer ces détenus, dont 766 furent relâchés des prisons israéliennes en échange de la libération des passagers. Il a expliqué que le commando savait que les Américains feraient pression sur Israël pour récupérer leurs otages.

La subite confession du jeune chiite conduisant au « tournant » du procès, selon les propres termes du président du tribunal, Heinz-Werner Mückenberger. Elle révèle un changement de stratégie de ses défenseurs qui modifie à son tour la physionomie du procès. En fait, il semble bien que les avocats du jeune Libanais aient pas eu le choix.

Un dossier accablant

Les dix premières journées de débat ont permis d'accumuler de lourdes présomptions contre l'accusé. Citons entre autres la carte postale que Mohamed Hamadé a envoyée d'Athènes, la veille du détournement, à la famille de sa compagne sarraïne, ou encore ce témoin — qui s'est retiré à la barre — qui avait entendu Abbas Hamadé, frère aîné de Mohamed, raconter que son cadet était impliqué dans le détournement de l'avion américain, ou enfin cette comptine allemande qu'un pirate de l'air fredonnait dans l'avion et que Mohammed Hamadé

a apprise chez les parents de son amie en Sarre. Bref, l'état se resserrait, et continuer à nier aurait fini par desservir la cause de l'accusé. D'autant qu'à la reprise du procès, le 6 septembre prochain, le tribunal va vraiment commencer l'examen des faits survenus lors du détournement lui-même. Or Mohamed Hamadé allait être formellement reconnu par d'anciens passagers américains. De même, des experts allaient expliquer que les empreintes de l'accusé ont été retrouvées dans l'avion : un dossier accablant.

Les aveux de Mohamed Hamadé vont sensiblement raccourcir la durée du procès. Sachant désormais qu'il a participé au détournement, le tribunal va seulement essayer de déterminer s'il a ou non contribué à l'assassinat de Robert Stethem. Cela simplifiera la procédure. Certains observateurs avancent déjà l'hypothèse selon laquelle Mohamed Hamadé, jugé rapidement, sera ensuite expulsé de République fédérale, ce qui permettrait au gouvernement de Bonn de récupérer M. Rudolf Cordes, l'otage allemand enlevé à Beyrouth quelques jours après l'arrestation de Mohamed Hamadé.

Mais ce scénario fait peu de cas de la réaction américaine après les aveux de l'accusé. Washington avait en effet demandé l'extradition du jeune chiite pour le juger aux Etats-Unis. Bonn avait refusé, sachant qu'il y allait de la vie de ses otages au Liban. Mais la RFA avait garanti à la justice américaine d'instruire et de juger dans les règles l'affaire du détournement du Boeing. — (Infr.)

Amériques

ÉQUATEUR : les cérémonies de passation de pouvoir

L'investiture du président Borja donne lieu à un important ballet diplomatique

Quito. — Sept chefs d'Etat étrangers et une centaine de délégations devaient assister, le mercredi 10 août, aux cérémonies d'investiture du nouveau président équatorien, M. Rodrigo Borja, le candidat social-démocrate vainqueur de l'élection présidentielle du 4 mai dernier (le Monde du 13 mai). Devant le Congrès réuni en séance plénière, M. Borja devient, à cinquante-deux ans, le trente-septième président de l'Équateur. Le seul candidat à avoir été élu président de la région à se rendre à Cuba en visite officielle, au mois d'avril 1985.

La venue du chef de l'Etat nicaraguayen, M. Daniel Ortega, a, elle, donné lieu à quelques frictions, le gouvernement équatorien ayant rompu les relations avec Managua en 1985. En raison de l'absence de liens diplomatiques, le commandant sandiniste devait être accueilli comme simple touriste, jusqu'à l'investiture officielle du nouveau chef de l'Etat, qui a déjà annoncé son intention de rétablir les relations avec le Nicaragua. Prenant acte du comportement des autorités équatoriennes actuelles, M. Ortega a indiqué qu'il attendrait la fin du mandat du président sortant pour se présenter aux cérémonies d'investiture.

Outre les présidents Raúl Alfonsín (Argentine), Virgilio Barco (Colombie), Oscar Arias (Costa-Rica), Mario Soares (Portugal), Julio María Sanguinetti (Uruguay) et Jaime Lusinchi (Venezuela), de nombreuses autres personnalités seront aussi présentes à Quito, comme le secrétaire d'Etat américain George Shultz, le secrétaire général de l'OEA, M. José Banea Soares, la veuve de l'ancien président chilien Allende, ou l'épouse du dirigeant de gauche actuellement emprisonné à Santiago, M. Clodomiro Almeyda. Le gouvernement français est, quant à lui, représenté par Mme Edwige Avio, ministre déléguée auprès du ministre des Affaires étrangères.

L'arrivée de tous ces visiteurs a provoqué la mise en place d'importantes mesures de sécurité, alors que de nombreux entrées informelles sont prévus entre les différents invités. Un incident a marqué la première journée, autour d'une grande fresque d'Oswaldo Guayasamín : le peintre a fait figurer un visage de soldat coiffé d'un casque SS et surmonté du sigle CIA, ce qui a entraîné une protestation de l'ambassadeur des Etats-Unis. Le peintre déclare, pour sa part, qu'il a voulu ainsi faire allusion « à toutes les tentatives de déstabilisation menées en Amérique latine par la CIA ». La fresque devait être inaugurée mercredi dans la salle du Parlement, en présence de M. George Shultz. — (AFP, Reuters, UPI).

(1) Les Hispaniques (innombrables) occupent une place importante dans la vie américaine. Depuis 1980, leur nombre s'est accru de 30 %. Ils sont maintenant dix-neuf millions, et l'on prévoit qu'en l'an 2000 ils seront trente millions.

PÉROU

Le Sentier lumineux veut « renforcer l'action dans les villes »

LIMA
de notre correspondant

« Provoquer un génocide de proportion nationale, accentuer la guerre » et favoriser un coup d'Etat avant mai 1990 (date des prochaines élections générales), tels sont les objectifs du chef du parti communiste Sentier lumineux (FICP-SL). Dans un entretien de quarante-huit pages accordé au journal *El Diario*, porte-parole officiel du PCPSL, Abimael Guzman s'est aussi proclamé « président Gonzalo de la République populaire de la nouvelle démocratie ». La stratégie de la guerre à long terme et la campagne comme principal terrain d'action militaire de ce mouvement de guérilla sont abandonnées.

Pour le « président Gonzalo », « l'action dans les villes est indispensable. Elle doit être renforcée de plus en plus, car c'est là que le prolétariat se concentre, et nous ne pouvons pas l'abandonner aux mains du révisionnisme et de l'opportunisme ». Les immenses masses des bidonvilles sont comme des ceintures de fer qui enserment l'ennemi. L'ancien professeur de philosophie de l'université d'Ayacucho n'hésite pas à parler aussi de « coût de la guerre qui est un sacrifice nécessaire. La réaction rive de noyer la révolution dans le sang mais, en fait, elle l'irrigue... ».

Décidé à rompre l'isolement du Sentier lumineux dans les Andes pour ne plus simplement « égratigner le vieux ordre pourri », Gonzalo Guzman a annoncé de multiples actions comme celles perpétrées le 28 juillet lors de la fête de l'Indépendance. Le PCPSL avait dynamisé plusieurs pylônes de lignes à haute tension et provoqué la plus longue interruption d'électricité en huit ans de sabotage. Le « président Gonzalo » souhaite ainsi donner plus de virulence à la guerre populaire pour provoquer une réplique anti-subversive plus cinglante et passer de l'étape actuelle de « défense stratégique à celle d'équilibre, puis d'offensive ».

Depuis le commencement de la lutte armée, plus de cinq mille personnes ont été tuées. En décidant de « déplacer des combattants des campagnes vers les villes », le Sentier lumineux affiche sa volonté d'« accentuer la tempête » principalement dans Lima, la capitale péruvienne, qui rassemble, avec plus de huit millions d'habitants, presque la moitié de la population.

NICOLE BONNET.

EN BREF

• Greve des diètes : la prison de Fresnes, Paris, a été fermée pendant 24 heures par une grève des diètes. Les détenus ont refusé de manger. Les autorités ont finalement accepté de leur verser une indemnité de 100 francs par jour.

• L'ancien professeur de philosophie de l'université d'Ayacucho n'hésite pas à parler aussi de « coût de la guerre qui est un sacrifice nécessaire. La réaction rive de noyer la révolution dans le sang mais, en fait, elle l'irrigue... ».

• Décidé à rompre l'isolement du Sentier lumineux dans les Andes pour ne plus simplement « égratigner le vieux ordre pourri », Gonzalo Guzman a annoncé de multiples actions comme celles perpétrées le 28 juillet lors de la fête de l'Indépendance. Le PCPSL avait dynamisé plusieurs pylônes de lignes à haute tension et provoqué la plus longue interruption d'électricité en huit ans de sabotage. Le « président Gonzalo » souhaite ainsi donner plus de virulence à la guerre populaire pour provoquer une réplique anti-subversive plus cinglante et passer de l'étape actuelle de « défense stratégique à celle d'équilibre, puis d'offensive ».

• Depuis le commencement de la lutte armée, plus de cinq mille personnes ont été tuées. En décidant de « déplacer des combattants des campagnes vers les villes », le Sentier lumineux affiche sa volonté d'« accentuer la tempête » principalement dans Lima, la capitale péruvienne, qui rassemble, avec plus de huit millions d'habitants, presque la moitié de la population.

• Nicole Bonnet.

feu entre

IS »
is armes

Le 11 août 1987, des ouvriers travaillant sur l'autoroute A-10, près de Suèvres dans le département du Loir-et-Cher, découvraient le cadavre d'une fillette atrocement mutilée. Un an plus tard, en dépit d'une enquête sans précédent réunissant toutes les méthodes disponibles d'investigation policière et mettant en œuvre les multiples techniques de criminalistique, l'affaire n'a pas encore été élucidée. Les recherches continuent. Le juge d'instruction chargé de cette affaire va lancer, avec le soutien de l'Association des maires de France, une nouvelle campagne d'affichage à l'échelon national, afin d'identifier la fillette et le, ou les, auteurs de cet assassinat d'une rare cruauté.

Après un an de recherches infructueuses les enquêteurs ne sont pas désespérés à abandonner. Rien, d'ailleurs, n'est définitivement perdu. La

section de recherches de la gendarmerie d'Orléans, M. Georges Domergue, juge d'instruction à Blois, ou M. Loïc Le Ribault, directeur du CARMÉ (Centre d'application et de recherche en microscopie électronique), situé à La Teste (Gironde), tous veulent croire que l'on parviendra, un jour, à résoudre l'énigme de la petite morte de l'autoroute A 10.

Un an que l'on cherche, en exploitant toutes les ressources de la criminalistique moderne, à faire parler le corps. D'emblée, l'autopsie pratiquée à Blois par le docteur O'Byrne avait permis de prendre la mesure de l'horreur.

Établissant que la mort de l'enfant était due à une hémorragie massive, conséquence d'une série de traumatismes violents, le médecin légiste constatait une série de fractures, d'ecchymoses et de lésions cutanées sur l'ensemble du corps, notamment au niveau des membres, paraissant dues à des morsures.

Il établissait aussi que l'enfant — qui n'avait pas fait l'objet de sévices

sexuels — et dont l'âge était compris entre deux ans et demi et trois ans et demi avait déjà, plus jeune, été victime de sévices graves, comme en témoignait une blessure cicatrisée au mamelon droit et des traces de fracture osseuse n'ayant fait l'objet d'aucun traitement médical.

On put, en outre, établir que le corps avait été succintement nettoyé après les sévices mortels, puis habillé et enveloppé dans une couverture, avant d'être jeté sur le bas-côté de l'autoroute.

La première surprise — horrible — vint de l'analyse des lésions (siégeant au niveau du thorax, des fesses et des membres inférieurs) qui ressemblaient à des morsures pour lesquelles on parvint à confirmer qu'il s'agissait de morsures d'origine humaine. « Il ne pouvait en aucune façon s'agir de morsures de chien ou de singe, explique un spécialiste d'odontologie. Les caractéristiques des lésions permettaient d'éliminer ces hypothèses et un animal ne mord jamais au niveau des mamelons. On peut en outre préciser que les morsures ont été faites par un adulte jeune. » L'analyse du corps permit aussi de conclure que la fillette avait été victime de brûlures provoquées, semble-t-il, par un feu de réchauffeur.

Grains de sable et particules de plastique

Le paradoxe, ici, tient au fait que en dépit de cet ensemble de sévices étalés dans le temps, la petite fille ne présentait pas les symptômes caractéristiques habituels des enfants gravement maltraités. Bien nourrie, ayant porté des boucles d'oreille, elle n'avait pas grandi dans un espace confiné. Plusieurs éléments — comme la découverte de cheveux provenant de 6 personnes différentes dont une âgée dans le tissu de la couverture où on avait placé son corps — ont fait que des vêtements avaient été portés par d'autres enfants — permettent aux enquêteurs de penser que la fillette avait grandi dans une famille nombreuse.

Aucun élément exploitable n'ayant pu être obtenu à partir des usagers de l'autoroute, les enquêteurs se sont tournés vers les véhicules. — et l'autopsie ne pouvant en dire beaucoup plus — le groupe sanguin A + n'ayant rien de caractéristique, — on fit appel aux deux principaux laboratoires français spécialisés : celui de police scientifique qui dirige, à Paris, le professeur Michèle Rudier, et le CARMÉ, près de Bordeaux, important centre privé auquel s'adressent de plus en plus les magistrats instructeurs.

Un moment, on crut trouver un faisceau d'indices concordants lorsque M. Loïc Le Ribault, directeur du CARMÉ, annonça que, d'une part, les grains de sable retrouvés dans la couverture qui enveloppait la victime provenaient d'une zone géographique comprise entre les communes d'Orléans et de Marchenoir, dans le nord du département du Loir-et-Cher et que, d'autre part, les micro-particules de plastique retrouvées dans la même couverture pouvaient correspondre à une décharge publique de la région. On orienta, alors, les recherches dans ce périmètre où plusieurs milliers de personnes furent interrogées. En vain.

Entre-temps, les services français de police et de gendarmerie avaient diffusé le signalement de la victime à l'échelon national. Puis, à la ren-

trée scolaire, la photographie du visage meurtri reconstituée par la technique du traitement d'images (le Monde du 17 septembre 1987) fut publiée par la presse et communiquée, sur l'ensemble du territoire, aux enseignants de maternelles ainsi qu'aux assistants sociales. La section de recherches de la gendarmerie d'Orléans avait installé une ligne téléphonique spéciale. Il y eut certes des témoignages. Mais aucun ne devait se révéler fiable. Il y eut, à l'inverse, des couples séparés cherchant via ce système à retrouver la trace d'un enfant qu'ils pensaient ne plus jamais revoir, qui eurent plus de succès.

L'analyse du contenu stomacal de la petite victime permettait, d'autre part, de penser que l'enfant avait consommé de la viande — de la langue de bœuf, pensaient les spécialistes, — quelques heures seulement avant sa mort. On enquêta, sans trop y croire, dans les restaurants de l'autoroute ou de la région. Sans résultat.

Un secret partagé

Compte tenu des caractéristiques morphologiques de la victime, on orienta les recherches vers la communauté maghrébine. Le juge d'instruction fit appel à Interpol et demanda le soutien des principales agences de presse internationales, ainsi que celui de plusieurs journaux tunisiens algériens et marocains. Quelques cas suspects furent identifiés puis abandonnés faute d'éléments suffisants.

« Si l'on voulait suivre toutes les pistes, confie M. Georges Domergue, il faudrait deux mille hommes travaillant à temps plein. Aussi devons-nous, aujourd'hui, privilégier quelques axes de recherche en nous fondant sur les scénarios les plus probables. » C'est ainsi que des investigations sont en cours auprès des établissements psychiatriques de la région, afin de recenser, les cas de mères nord-africaines ayant été, ces derniers temps, hospitalisées pour maladie mentale.

D'autres recherches ont été entreprises. Elles consistent à comparer systématiquement, dans chaque département, le fichier des allocations familiales à celui des enfants scolarisés. Déjà réalisée dans le Loir-et-Cher et le Loir-et-Cher, et prolongée dans certains cas à l'étranger cette comparaison va s'étendre à d'autres départements du centre puis dans la région parisienne. Certains éléments morphologiques pouvant faire penser à un lien avec les gens du voyage, des contacts discrets ont été pris dans ce milieu et, enfin, une campagne nationale d'affichage dans toutes les mairies de France va être lancée à partir d'un nouveau cliché plus expressif du visage de l'enfant.

Tout cela permettra-t-il d'identifier le ou les auteurs de ce crime ? Les enquêteurs restent malgré tout confiants : ils disposent d'un témoignage important qu'ils gardent secret et l'ensemble des indices permet de penser que la fillette vivait dans une famille nombreuse les années à la conclusion que le secret est partagé par plusieurs personnes. Enfin — et surtout — les enquêteurs ne veulent pas abandonner l'espoir de mettre un jour un nom sur l'insupportable. Le même nom, peut-être, que celui qui figurera alors sur la petite tombe de Suèvres.

JEAN-YVES NAU.

Les enquêteurs ne désespèrent pas d'identifier la petite morte de l'autoroute A-10

Un an après la découverte du corps

Le 11 août 1987, des ouvriers travaillant sur l'autoroute A-10, près de Suèvres dans le département du Loir-et-Cher, découvraient le cadavre d'une fillette atrocement mutilée. Un an plus tard, en dépit d'une enquête sans précédent réunissant toutes les méthodes disponibles d'investigation policière et mettant en œuvre les multiples techniques de criminalistique, l'affaire n'a pas encore été élucidée. Les recherches continuent. Le juge d'instruction chargé de cette affaire va lancer, avec le soutien de l'Association des maires de France, une nouvelle campagne d'affichage à l'échelon national, afin d'identifier la fillette et le, ou les, auteurs de cet assassinat d'une rare cruauté.

Après un an de recherches infructueuses les enquêteurs ne sont pas désespérés à abandonner. Rien, d'ailleurs, n'est définitivement perdu. La

section de recherches de la gendarmerie d'Orléans, M. Georges Domergue, juge d'instruction à Blois, ou M. Loïc Le Ribault, directeur du CARMÉ (Centre d'application et de recherche en microscopie électronique), situé à La Teste (Gironde), tous veulent croire que l'on parviendra, un jour, à résoudre l'énigme de la petite morte de l'autoroute A 10.

Un an que l'on cherche, en exploitant toutes les ressources de la criminalistique moderne, à faire parler le corps. D'emblée, l'autopsie pratiquée à Blois par le docteur O'Byrne avait permis de prendre la mesure de l'horreur.

Établissant que la mort de l'enfant était due à une hémorragie massive, conséquence d'une série de traumatismes violents, le médecin légiste constatait une série de fractures, d'ecchymoses et de lésions cutanées sur l'ensemble du corps, notamment au niveau des membres, paraissant dues à des morsures.

Il établissait aussi que l'enfant — qui n'avait pas fait l'objet de sévices

sexuels — et dont l'âge était compris entre deux ans et demi et trois ans et demi avait déjà, plus jeune, été victime de sévices graves, comme en témoignait une blessure cicatrisée au mamelon droit et des traces de fracture osseuse n'ayant fait l'objet d'aucun traitement médical.

On put, en outre, établir que le corps avait été succintement nettoyé après les sévices mortels, puis habillé et enveloppé dans une couverture, avant d'être jeté sur le bas-côté de l'autoroute.

La première surprise — horrible — vint de l'analyse des lésions (siégeant au niveau du thorax, des fesses et des membres inférieurs) qui ressemblaient à des morsures pour lesquelles on parvint à confirmer qu'il s'agissait de morsures d'origine humaine. « Il ne pouvait en aucune façon s'agir de morsures de chien ou de singe, explique un spécialiste d'odontologie. Les caractéristiques des lésions permettaient d'éliminer ces hypothèses et un animal ne mord jamais au niveau des mamelons. On peut en outre préciser que les morsures ont été faites par un adulte jeune. » L'analyse du corps permit aussi de conclure que la fillette avait été victime de brûlures provoquées, semble-t-il, par un feu de réchauffeur.

Grains de sable et particules de plastique

Le paradoxe, ici, tient au fait que en dépit de cet ensemble de sévices étalés dans le temps, la petite fille ne présentait pas les symptômes caractéristiques habituels des enfants gravement maltraités. Bien nourrie, ayant porté des boucles d'oreille, elle n'avait pas grandi dans un espace confiné. Plusieurs éléments — comme la découverte de cheveux provenant de 6 personnes différentes dont une âgée dans le tissu de la couverture où on avait placé son corps — ont fait que des vêtements avaient été portés par d'autres enfants — permettent aux enquêteurs de penser que la fillette avait grandi dans une famille nombreuse.

Aucun élément exploitable n'ayant pu être obtenu à partir des usagers de l'autoroute, les enquêteurs se sont tournés vers les véhicules. — et l'autopsie ne pouvant en dire beaucoup plus — le groupe sanguin A + n'ayant rien de caractéristique, — on fit appel aux deux principaux laboratoires français spécialisés : celui de police scientifique qui dirige, à Paris, le professeur Michèle Rudier, et le CARMÉ, près de Bordeaux, important centre privé auquel s'adressent de plus en plus les magistrats instructeurs.

Un moment, on crut trouver un faisceau d'indices concordants lorsque M. Loïc Le Ribault, directeur du CARMÉ, annonça que, d'une part, les grains de sable retrouvés dans la couverture qui enveloppait la victime provenaient d'une zone géographique comprise entre les communes d'Orléans et de Marchenoir, dans le nord du département du Loir-et-Cher et que, d'autre part, les micro-particules de plastique retrouvées dans la même couverture pouvaient correspondre à une décharge publique de la région. On orienta, alors, les recherches dans ce périmètre où plusieurs milliers de personnes furent interrogées. En vain.

Entre-temps, les services français de police et de gendarmerie avaient diffusé le signalement de la victime à l'échelon national. Puis, à la ren-

trée scolaire, la photographie du visage meurtri reconstituée par la technique du traitement d'images (le Monde du 17 septembre 1987) fut publiée par la presse et communiquée, sur l'ensemble du territoire, aux enseignants de maternelles ainsi qu'aux assistants sociales. La section de recherches de la gendarmerie d'Orléans avait installé une ligne téléphonique spéciale. Il y eut certes des témoignages. Mais aucun ne devait se révéler fiable. Il y eut, à l'inverse, des couples séparés cherchant via ce système à retrouver la trace d'un enfant qu'ils pensaient ne plus jamais revoir, qui eurent plus de succès.

L'analyse du contenu stomacal de la petite victime permettait, d'autre part, de penser que l'enfant avait consommé de la viande — de la langue de bœuf, pensaient les spécialistes, — quelques heures seulement avant sa mort. On enquêta, sans trop y croire, dans les restaurants de l'autoroute ou de la région. Sans résultat.

Un secret partagé

Compte tenu des caractéristiques morphologiques de la victime, on orienta les recherches vers la communauté maghrébine. Le juge d'instruction fit appel à Interpol et demanda le soutien des principales agences de presse internationales, ainsi que celui de plusieurs journaux tunisiens algériens et marocains. Quelques cas suspects furent identifiés puis abandonnés faute d'éléments suffisants.

« Si l'on voulait suivre toutes les pistes, confie M. Georges Domergue, il faudrait deux mille hommes travaillant à temps plein. Aussi devons-nous, aujourd'hui, privilégier quelques axes de recherche en nous fondant sur les scénarios les plus probables. » C'est ainsi que des investigations sont en cours auprès des établissements psychiatriques de la région, afin de recenser, les cas de mères nord-africaines ayant été, ces derniers temps, hospitalisées pour maladie mentale.

D'autres recherches ont été entreprises. Elles consistent à comparer systématiquement, dans chaque département, le fichier des allocations familiales à celui des enfants scolarisés. Déjà réalisée dans le Loir-et-Cher et le Loir-et-Cher, et prolongée dans certains cas à l'étranger cette comparaison va s'étendre à d'autres départements du centre puis dans la région parisienne. Certains éléments morphologiques pouvant faire penser à un lien avec les gens du voyage, des contacts discrets ont été pris dans ce milieu et, enfin, une campagne nationale d'affichage dans toutes les mairies de France va être lancée à partir d'un nouveau cliché plus expressif du visage de l'enfant.

Tout cela permettra-t-il d'identifier le ou les auteurs de ce crime ? Les enquêteurs restent malgré tout confiants : ils disposent d'un témoignage important qu'ils gardent secret et l'ensemble des indices permet de penser que la fillette vivait dans une famille nombreuse les années à la conclusion que le secret est partagé par plusieurs personnes. Enfin — et surtout — les enquêteurs ne veulent pas abandonner l'espoir de mettre un jour un nom sur l'insupportable. Le même nom, peut-être, que celui qui figurera alors sur la petite tombe de Suèvres.

JEAN-YVES NAU.

Une opération de prévention auprès des jeunes dans le Val-d'Oise « On n'attrape pas les mouches avec du vinaigre »

Karim, vingt-quatre ans, détenu pour vol à la maison d'arrêt de Pontoise (Val-d'Oise) depuis mars est libérable « si tout va bien », au mois de novembre. Son rêve : travailler plus tard dans l'hôtellerie ou encore devenir chauffeur livreur. Sa chance : une rencontre avec Pierre Verney, éducateur à la ville nouvelle de Cergy. Grâce à lui et à l'Association départementale de sauvegarde de l'enfance et de l'adolescence, il a pu passer l'épreuve du code de la route pour obtenir son permis de conduire.

L'épreuve de conduite, il la passera à sa sortie de prison. Toujours avec Pierre Verney et la même auto-école créée par l'association pour la bonne cause : la réinsertion et la prévention.

L'initiative est soutenue par la cellule interministérielle de pré-

vention de la délinquance, créée en 1982, qui réunit quatre ministères : affaires sociales, justice, intérieur, jeunesse et sports — et des organisations à vocation sociale. Objectif : susciter et participer au financement d'opérations de prévention de la délinquance, comme depuis 1984 les opérations « Été-jeunes ».

A cette époque, le Val-d'Oise avait servi de département test. Quatre ans plus tard, 21 départements, contre 14 en 1987, ont accepté de jouer le jeu, avec toujours le Val-d'Oise parmi les premiers. L'an dernier, 200 000 jeunes avaient été intéressés par 2 000 actions. Cette année, la cellule interministérielle dispose d'un budget de 20 millions de francs, soit 10 % de plus qu'en 1987, auxquels viennent s'ajouter les subventions départementales et municipales.

Petite délinquance et vandalisme

Le principe de fonctionnement des opérations « Été-jeunes » est simple : les actions doivent concerner les jeunes de moins de dix-huit ans et les populations défavorisées. A chaque département de dénicher, ensuite, par le biais des associations et des mairies, les quartiers, les cités, les familles les plus nécessiteuses et les plus exposées au risque de la délinquance, ainsi que les moyens d'intervention : animations sportives locales, séjours à la mer et à la campagne, randonnées, camps vélo, sorties camping.

« On n'attrape pas les mouches avec du vinaigre », expli-

quait Pierre Verney, le mardi 9 août, à plusieurs membres de la cellule interministérielle venus sur le terrain mesurer les résultats.

Les « mouches », en l'occurrence, ce sont les jeunes du quartier de la Croix-Petit, à Cergy-Pontoise, un des premiers quartiers de la ville nouvelle. Gérée par la SCIC, filiale de la Caisse des dépôts et consignations, cette cité s'est rapidement dégradée sous l'effet d'une petite délinquance, comme les vols à la roulotte, les cambriolages, le vandalisme dans les halls d'immeubles, l'abandon de l'entretien des espaces verts.

L'idée s'imposait alors : pourquoi ne pas occuper au nettoyage et à l'entretien du quartier les jeunes qui, pour beaucoup, passaient leur temps,



découvrés ? En contre-partie, deux possibilités : une bourse-vacances de 500 francs par semaine pour un nombre d'heures de travail fixé quotidiennement, ou encore la possibilité de passer le permis de conduire (2 600 francs) au terme de cinq semaines de travail.

Les éducateurs se transforment alors en moniteurs d'auto-école. Cette année, ont été présentées vingt-trois jeunes aux épreuves du permis. Quatorze l'ont obtenu. Les enfants de moins de seize ans ont droit, eux, à un bon d'achat de 300 francs ou encore à des billets gratuits pour accéder aux attractions du parc Mirapolis.

Au total, une centaine de jeunes du quartier ont accepté, ont été, les propositions de l'association. Ainsi, Mohammed, seize ans, qui habite la Croix-Petit depuis trois ans : « Aujourd'hui, la cité est beaucoup plus propre ; avant, c'est moi qui saisisais, maintenant je nettoie. »

Dès l'été 1987, la SCIC enregistrait 80 % de moins de petites dégradations, et, depuis un an, de nouveau 30 %. La petite délinquance, en dix-huit mois, a diminué d'environ 12 %.

Mais tout n'est pas aussi idyllique à la Croix-Petit. Ouassine, dix-huit ans, a interrompu le travail d'entretien qu'il avait tout d'abord accepté, en raison de la faiblesse de la rémunération : « Qui ferait ça pour ce prix-là ? » demande-t-il.

JACQUELINE MEILLON.

Adoption « post mortem »

SUÈVRES
de notre envoyé spécial

Sous le ciel pomméli du Jardin de France, le cimetière de Suèvres (Loir-et-Cher) a quelque chose de presque rassurant. Beaucoup trop grand pour les quelques dizaines de tombes qu'il abrite, on l'imagine bâti pour l'éternité. Au centre du quadrilatère ceint de hautes murs, sur l'imposant monument aux morts, trône un pesant coq républicain qu'on a placé de manière à ce qu'il puisse voir celui, éternel, du clocher.

C'est à deux pas de ce monument, au bord de l'allée centrale, que l'on trouve, au sein du « carré des enfants », la croix blanche et la tombe anonyme de l'enfant martyr. Un monument minuscule et fleuri : au fil des mois, le village de Suèvres a entrepris d'adopter celle qu'on avait retrouvée morte, le 11 août 1987, sur le sol en bordure de l'autoroute A 10, au lieu dit Malvaux. « Un enfant de sexe féminin, d'une taille de 95 centimètres, d'un poids de 20 kilos et pouvant être d'origine maghrébine », précise le registre des décès de la commune.

Après l'indispensable travail médico-légal réalisé à la morgue de Blois, les obsèques eurent lieu le 9 septembre. « Des obsèques semi-religieuses », explique le maire, M. Kéber Cousin. Rien n'avait été annoncé et pourtant vingt-cinq personnes étaient là à l'arrivée du cercueil au cimetière. Après l'honnête prononcé par l'abbé, nous avons déjà une cinquantaine... ». Suèvres, pourtant,

n'osa pas aller trop vite sur la tombe. On murmura, en effet, que le cimetière avait été transformé en pègre, les gendarmes y organisant une surveillance afin d'identifier ceux qui auraient pu revenir sur le lieu de leur crime. Puis la compression fut plus forte que la peur du gendarme et, depuis l'hiver, la tombe de la fillette de l'A10 n'a plus jamais cessé d'être fleurie par des mains qui veulent rester anonymes.

« Tout le monde s'occupe de cette tombe, explique le patron du Café de la Place. Le cantonnier de la commune, des gens de Suèvres, des visiteurs du cimetière... C'est une belle chose et une belle chose qui durera. Dans cinquante ans, on se souviendra encore de cette enfant. » Comment traduire dans le marbre cette touchante adoption post mortem ? Si l'enquête en cours ne parvient pas à donner un nom au cadavre, la municipalité de Suèvres fera « quelque chose ». « Nous apposerons une plaque expliquant que repose ici une fillette d'âge et d'origine inconnus découverte sur le sol de notre commune », confie le maire.

Curieusement cette tombe n'est pas la seule à demeurer anonyme. Trois ou quatre minuscules emplacements surmontés de simples croix blanches en fer forgé sont visibles dans le carré des enfants. « C'est qu'il y a des familles qui prétendent que l'on ne sache pas qu'un de leurs enfants est mort, explique M. Cousin. Alors, bien sûr, nous respectons leur volonté. »

J.-Y. N.

EN BREF

Grève des plateaux repas à la prison de Fresnes. — Un certain nombre de détenus de la prison de Fresnes, les DPS (détenus particulièrement surveillés) ont commencé une grève des plateaux-repas le 27 juillet, pour lutter contre l'isolement et obtenir satisfaction sur un ensemble de revendications liées au fonctionnement de la justice et aux conditions de détention. Cette grève consiste à refuser les plateaux-repas qui sont fournis par l'administration pénitentiaire, mais les détenus peuvent « cantiner » c'est-à-dire se nourrir avec ce qu'ils achètent.

Selon un communiqué de la « Commission prisons-répression », les DPS appellent « tous les autres prisonniers à les rejoindre dans leur mouvement et menacent de commencer une grève de la faim ». Dans un texte rendu public mardi 9 août, les DPS de Fresnes réclament notamment : « Le respect des droits de la défense par les magistrats instructeurs, la participation de l'avocat aux délibérations des jurés, le refus d'autoriser les magistrats à assister à ces délibérations, l'abrogation de toute censure du courrier ».

Commission rogatoire internationale pour le test des empreintes génétiques. — M^{me} Catherine Brasseur, le juge d'instruction de Bourg-en-Bresse (Ain), qui a décidé de soumettre l'auteur présumé d'un viol au test des empreintes génétiques (le Monde daté 7-8 août), devra délivrer une commission rogatoire internationale pour obtenir l'expertise demandée. Selon la loi française, les experts sollicités doivent, en effet, être inscrits sur les listes officielles ou à défaut prêter serment devant le juge. Or le magistrat s'est adressé, pour le test à un laboratoire britannique qui, au

demeurant, détient l'exclusivité du procédé. C'est, en conséquence, seulement sur commission rogatoire internationale que la justice britannique pourra désigner les experts en question.

Incendie à la maison d'arrêt de Pontoise. — Trois détenus de la maison d'arrêt de Pontoise (Val-d'Oise) ont été intoxiqués par la fumée dans leur cellule, mardi 9 août, après avoir provoqué un début d'incendie en mettant le feu à leur matelas. Le sinistre a été rapidement maîtrisé par le personnel de la prison, avant même l'arrivée des sapeurs-pompiers. Les trois détenus ont été transférés dans la soirée au centre hospitalier de Pontoise.

La maison d'arrêt de Pontoise est l'une des prisons les plus surpeuplées de France : prévue pour accueillir quatre-vingts détenus, elle en compte actuellement trois cent quatre-vingts.

Double éviction de la maison d'arrêt d'Auxerre. — Deux détenus se sont évadés, le mardi 9 août, de la maison d'arrêt de Auxerre (Yonne). Pendant la séance de sport, Thierry Courtois, vingt ans, et Stéphane Bel, vingt-cinq ans, tous deux en détention provisoire, ont menacé un gardien avec un couteau avant de l'attaquer avec des morceaux de drap. Ils ont ensuite escaladé le mur séparant la cour du chemin de ronde, puis le mur d'enceinte, déclenchant le système d'alarme électrique. Les deux hommes, vêtus de survêtements bleus, ont alors disparu dans une avenue du centre d'Auxerre. Un troisième détenu, qui tentait de s'évader avec eux, a été intercepté par un gardien au moment où il escaladait, lui aussi, le mur d'enceinte.

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1949-1969) Jacques Faure (1969-1982) André Laurens (1982-1985)

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société : Société civile « Les Rédacteurs du Monde », Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde-Éditions.

M^{me} André Fontaine, gérant, et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Administrateur général : Bernard Wouts.

Rédacteur en chef : Daniel Veret.

Correspondant en chef : Claude Sales.

ABONNEMENTS PAR MINITEL

36-15 - Tapes LEMONDE

code d'accès ABO

7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09



Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437

ISSN : 0395-2027

Microrfilm et Index du Monde

Renseignements au (1) 42-47-99-61.

Le Monde

TÉLÉMATIQUE

Composés 36-15 - Tapes LEMONDE

Le Monde

PUBLICITE

5, rue de Montessuy, 75007 PARIS

Tél : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71

Tél. MONDPUB 296 136 F

Tél. : (1) 42-47-97-27

Tél. MONDPAR 650672 F

Télécopieur : (1) 45-23-06-81

ABONNEMENTS

BP 507 09

75422 PARIS CEDEX 09

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tarif FRANCE MONDIAUX SUISSE AUTRES PAYS

3 mois 354 F 399 F 504 F 617 F

6 mois 671 F 762 F 972 F 1 337 F

9 mois 954 F 1 089 F 1 404 F 1 932 F

1 an 1 200 F 1 388 F 1 800 F 2 530 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.

Pour vous abonner Renvoyer ce BULLETIN accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus

Chaque fois que vous recevrez un nouveau numéro, nous vous invitons à renouveler votre demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

BULLETIN D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE

3 mois ☐

6 mois ☐

9 mois ☐

1 an ☐

Nom : _____

Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Localité : _____

Pays : _____

Vous avez l'

Société

La rébellion d'une jeune Algérienne

Un bon mariage

TOULOUSE
de notre correspondant

Les Chambon habitent un pavillon doublet, dans une banlieue résidentielle de Toulouse. Lui est informaticien, maître de conférence à l'université Paul-Sabatier; elle, travaille dans une entreprise d'électronique, et milite à ses heures dans un syndicat. Ils sont rentrés, il y a trois semaines d'un voyage en Algérie. « Pour trouver Mansou... » une jeune étudiante algérienne, la meilleure amie de leur fille Marie.

Tout commence en décembre 1987. Mansouia Harrat s'ouvre à Marie Chambon des projets que nourrit sa famille à son égard : on veut la marier à un jeune technicien algérien. Pas question pour elle d'accepter un époux qu'elle n'a pas choisi, alors qu'elle poursuit des études d'anglais et se sent totalement intégrée en France où elle vit depuis sa plus tendre enfance.

A la Faourette, dans un des quartiers populaires de Toulouse, la famille Harrat ne transige pas, d'autant que l'arrangement est déjà conclu. Le 18 décembre la jeune fille s'enfuit et se réfugie chez un ami. Le 4 janvier, son frère aîné, Ladjel, la retrouve et la ramène au domicile familial. Le lendemain, elle est conduite chez

un gynécologue qui établit un certificat de virginité. C'est au cours de cette sortie que Mansouia fausse compagnie à ses parents. Errance qui ne durera guère. Repérée par son frère, elle est enfermée, sous la surveillance permanente de sa mère et de sa grand-mère. Battue, harcelée par le clan familial, elle parvient à faire passer quelques lettres poignantes à son amie Marie. « Vendredi, mon père m'a encore frappée, à coups de bâton dans le dos, parce que je lui ai dit que je ne voulais pas me marier (...). Je t'en supplie Marie, aide-moi, je pense à toi comme à mon dernier espoir. »

Dans une de ses lettres, elle demande l'intervention de la police. Celle-ci la délivre le 21 janvier et la conduit à l'hôpital où elle restera en observation pendant une semaine. Mansouia porte plainte alors contre ses parents et son frère pour « coups et blessures et séquestration arbitraire ». Aidée par les services sociaux, elle est accueillie au foyer Femmes en difficulté, à Albi, dans la Tarn.

C'est là que, quatre mois plus tard, son frère la retrouve. Pour gagner sa confiance et celle des animatrices du foyer, il fait patte de velours, multiplie les déclarations apaisantes. Le 5 juin, il

revient voir sa sœur et obtient de sortir faire un tour en sa compagnie. Le soir, Mansouia n'a toujours pas regagné son foyer. En fait, Ladjel l'a conduite de nuit en Espagne, d'où ils ont pris un avion pour Alger.

C'est là-bas que les Chambon, relayés par un comité de soutien (CIMADE, Ligue des droits de l'homme), vont conduire une véritable enquête. Appuyés par le président algérien de la Ligue des droits de l'homme, aidés par une avocate locale, ils parviennent à localiser la jeune fille, puis à obtenir l'intervention des autorités. Entendue par le procureur de Mostaganem, Mansouia renouvelle son refus de ce mariage forcé. L'acte civil qui avait été signé début juin serait depuis peu annulé.

Mansouia ne peut rentrer en France. Mineure au regard de la loi algérienne, c'est le problème de son retour qui est maintenant posé. La Ligue du droit des femmes est intervenue auprès du premier ministre et demande que la convention de Genève sur les réfugiés politiques soit appliquée à des cas de ce genre. « Mansouia a été enlevée », déclare le comité de soutien, qui estime qu'elle doit « être rendue à la France ».

GÉRARD VALLÉS.

POINT DE VUE

Heureusement, il y a les beurs...

par Pierre-Patrick Kaltenbach
président
du Fonds d'action sociale
pour les travailleurs immigrés

RIEN ne veut un séjour au Maghreb pour apprécier notre politique d'intégration des immigrés. Ce séjour permet d'évaluer l'ampleur des obstacles psychologiques et politiques de part et d'autre de la Méditerranée. Il facilite ainsi la réflexion sur ce que doit être une politique mieux orientée vers la seconde génération.

En France, la fin de la période coloniale laisse, encore douloureuse, les cicatrices d'une humiliation, alourdie de remords et de honte. Une génération entière — elle avait vingt ans dans les années 60 — veut oublier ce mauvais souvenir. Surtout dans le cas de l'Algérie, le mot d'ordre reste : « Ne plus en entendre parler ».

Toujours en France, l'opinion assimile le Maghreb à l'immigré. Et l'on juge Alger, Casa ou Tunis à l'aune de Barbès, des Minguettes ou des quartiers nord de Marseille. Voilà pourquoi trop de Français ignorent la nouvelle réalité de ces peuples jeunes, nombreux, puissants, francophones, accueillants, culturellement si proches en dépit d'apparences contraires.

Mal de l'autre côté de la mer, l'opinion affronte elle aussi de multiples vices « cactus ». Pour mieux conserver tels ou tels avantages matériels ou non monétaires, les générations d'âge mur, et certains anciens combattants, cultivent également les plus mauvais souvenirs.

Nationalisme, arabisation, intégrisme, tantôt vus, tantôt subis, se développent comme autant de mauvaises réponses à l'explosion démographique, aux progrès de la scolarisation, au chômage des jeunes, au flux des échanges de per-

sonnes, de marchandises et d'idées entre France et Maghreb.

Les conditions seraient donc en apparence réunies pour une séparation définitive, sous réserve de l'égoïsme froid des Etats : « Je te paye ton gaz... tu m'achètes des Peugeot... »

Intégrer
autrement

Il existe heureusement un insurmontable obstacle à toute velléité de divorce : la communauté maghrébine en France, forte de ses quelques trois millions de personnes. Cette communauté est condamnée, pour le pire et le meilleur, à construire un pont entre les deux rives, utile à tous. Et de part et d'autre de la mer, personne ne pourra ni rejeter cette communauté ni se l'approprier. Tel est l'héritage heureux de l'histoire comme de la géographie.

Cette évidence doit susciter une réforme de la politique française à l'égard des Maghrébins en France. C'est, paradoxalement, en accord avec les gouvernements du Maghreb que nous devons désormais conduire une politique active d'intégration.

Prenons quelques exemples. Dans l'ordre de la formation, le problème n'est plus d'alphabetiser ni d'enseigner l'arabe littéraire mais de former à des emplois. Le Maghreb a besoin de devises. Il doit en trouver davantage dans le tourisme. Or l'intérêt commun est qu'un nombre croissant de Français redécouvrent le Maghreb. Formons donc parmi les beurs des animateurs, des restaurateurs, des agents de maintenance au bénéfice des équipements touristiques. La France a besoin de redresser sa balance des paiements ? Profitez de l'immigration pour former à destination de la Méditerranée des agents d'échanges économiques et culturels.

Le logement social collectif localisé à la française se révèle inadaptable au style de vie comme aux pratiques familiales maghrébines ? Imaginons des programmes localisés expérimentaux qui, en en cas de succès, pourraient être exportés en Méditerranée. A ce sujet et pour faire court, la qualité de la vie familiale apparaît dans la Casba d'Alger bien supérieure à celle de nos HLM, même les plus « innovants ».

Un point enfin et non des moindres. Il nous faut investir intelligemment et argent dans les domaines de la vie privée qui revêtent en Méditerranée une importance trop souvent négligée : famille, c'est-à-dire enfants, filles et femmes, solidarités naturelles, spiritualité, prise en charge des personnes âgées et des enfants abandonnés.

Puisque désormais tout le monde est d'accord, « ici et là-bas », pour l'intégration des immigrés dans la société française, il nous faut conduire cette politique en accord avec les gouvernements du Maghreb, ce qui conduit à modifier nos objectifs et nos méthodes.

Nous devons progressivement mettre un terme aux actions comme aux institutions « spécifiques » réservées aux immigrés car la meilleure façon d'intégrer l'étranger est de le traiter en tout comme un Français. Il convient donc que nos institutions publiques et privées reçoivent l'injonction de sortir d'une logique de ghetto et d'assistance.

Mal, parallèlement, il convient d'accroître les moyens humains et matériels pour susciter les innovations, les mobilisations, les gestes symboliques, qui permettront à la seconde génération de jouer pleinement son rôle de pont entre la France et le Maghreb, sans oublier l'Europe.

Il nous faut retrouver ce Maghreb et surtout l'Algérie oubliée à laquelle nous lie, plus qu'à aucun autre peuple, une si forte chaîne de sang et de temps.

REPÈRES

Défense

Collision aérienne
en Grande-Bretagne

Deux avions Tornado de la Royal Air Force (RAF) sont entrés en collision, mardi 9 août, près de Penrith, dans le nord-ouest de l'Angleterre, au cours d'un vol d'entraînement. Des fragments d'appareil et les cadavres de deux membres de l'équipage ont été retrouvés dans la zone de l'accident. Les recherches se poursuivent mercredi pour retrouver les deux autres membres de l'équipage. — (AFP/Reuters.)

Education

Les exigences
du SNES

Le Syndicat national des enseignants du second degré (SNES), a

qualité, le mardi 9 août d'une « avancée positive » la création de plus de douze mille postes dans l'éducation nationale, prévue par l'avant-projet de budget pour 1989. Toutefois, il reste sceptique sur « l'efficacité optimale de l'utilisation de ces moyens ». Le SNES s'interroge sur les moyens de « pourvoir tous ces postes en personnel hautement qualifié » ainsi que sur « la poursuite et l'amplification de cet effort ». Pour le Syndicat, « naviguer le métier d'enseignant, mettre en place des prérequis, sont des exigences incontournables ».

Espace

Mort
d'un cosmonaute

Le cosmonaute soviétique Anatoli Levchenko est mort, le samedi 6 août, « des suites d'une grave maladie », à l'âge de quarante-sept ans. La nouvelle a été annoncée

mardi par l'agence Tass, sans précision sur le mal dont il souffrait. Considéré comme l'un des meilleurs pilotes d'essai soviétiques, Levchenko avait participé à une mission spatiale de huit jours en décembre dernier ; il était revenu en compagnie de Youri Romanenko, qui venait de passer onze mois en orbite. La presse soviétique avait annoncé qu'il participerait, en compagnie d'Igor Volk, au premier vol de la navette spatiale soviétique — une mission attendue pour la fin 1988.

L'URSS
mettra sur orbite
un observatoire
géant

Les Soviétiques ont l'intention de construire, avant la fin du siècle, un « super-observatoire » spatial, pesant une centaine de tonnes ; il comporterait des détecteurs de

ENVIRONNEMENT

Après neuf années d'interdiction de baignade

Le Crotoy retrouve ses plages

Les plages du Crotoy ne sont plus interdites à la baignade depuis le 29 juillet. C'est un bon point pour le département de la Somme, qui avait besoin d'améliorer son image mais dont une bonne partie du littoral reste encore polluée.

En face,
on s'insurgeLE CROTOY
de notre envoyée spéciale

La petite ville du Crotoy peut désormais regarder la mer bien en face. Ces dernières années, elle se contentait de coups d'œil furtifs vaguement embarrassés. Avant-on jamais vu situation plus cocasse : une station balnéaire interdite à la baignade ? Depuis 1979, les eaux de la baie de Somme nageaient ainsi les estivants en maillot de bain sagement entassés sur la plage ; les analyses des prélèvements réalisés par la direction départementale de l'action sanitaire et sociale (DASS) (1) leur interdisaient d'y plonger le moindre doigt de pied.

Alors le Crotoy avait pris le parti d'ignorer cette mer si étrangement hostile. Au P'tit Ridin, le bar installé au bord de la jetée, à côté de la statue de Jeanne d'Arc, prisonnière au Crotoy « avant d'être conduite à Rouen où s'achèvera son martyre », les marins du pays répétaient volontiers qu'ils s'y étaient bien baignés dans cette eau et qu'ils n'en étaient pas morts. Et les enfants continuaient à construire des châteaux de sable sur la plage, tout en se gardant bien de jouer dans les vagues de la baie. Il y avait aussi les courts de tennis, le centre d'équitation et le petit port de plaisance installé à deux pas des écluses de la Somme, à l'entrée du Crotoy. Et, de toute façon, les panneaux plantés au bord de la route ne promettaient-ils pas « le charme, la détente et le repos » ?

Et pour se baigner ? Il y avait la piscine pardi ! Un bassin de 350 mètres carrés garni de geyers « avec vue imprenable sur la baie de Somme ». D'ailleurs, cette mer, ne suffisait-elle pas de la regarder ? Les affiches de la mairie soulignant les dangers de la baie de Somme, dont la mer se retire totalement à marée basse, ne vantaient-elles pas « le formidable changement de décor qu'aucun théâtre ne pourra jamais offrir » ?

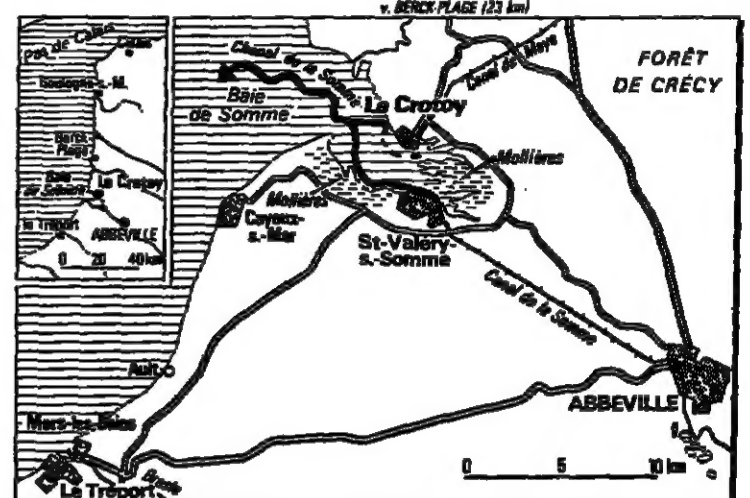
Malgré cette belle indifférence, depuis 1979 le Crotoy sombrerait en doucement. Les maisons à vendre autour du Crotoy se sont rapidement montrées encourageantes : dès le mois de mai, les relevés ont été classés dans la rubrique « moyen », voire, parfois, « bon ». Et le miracle a en

lieu : le 29 juillet dernier, le préfet de la Somme a abrogé l'arrêté d'interdiction de baignade de 1979. La mer appartient de nouveau aux nageurs du Crotoy.

La petite ville exulte mais son triomphe reste malgré tout discret. La mairie s'est contentée d'afficher l'arrêté préfectoral sur un tableau entre l'annonce de la suppression des permanences sociales pendant le mois d'août et la mise en place d'un certain SOS-Sécurité sociale en faveur des personnes en difficulté. Le tout sans tambour ni trompette. Histoire, dit-on, de ne pas irriter « les collègues d'en face ». Car, à Saint-Valéry-sur-Somme, de l'autre côté de la baie, les baignades restent interdites. La station d'épuration a beau fonctionner à plein, les relevés

plages du département qui font l'objet des relevés. « L'explication est simple, dit Francis Prudhomme, le technicien responsable du service des eaux. Le chenal de la Somme longe la plage de Saint-Valéry, alors que celle du Crotoy est à l'écart de ces eaux. La station d'épuration de Saint-Valéry est efficace, mais tant que la qualité des eaux de la Somme ne sera pas garantie en amont, la plage demeurera insalubre. » Ce jour est sans doute fort lointain. Nombreux sont les élevages qui déversent les déjections de leurs animaux dans la rivière, et les stations d'épuration pourraient être plus nombreuses. Sans compter le problème du raccordement des maisons : les habitants, malgré les aides financières, certains habitants renoncent parfois à entreprendre ces travaux.

Le département de la Somme a d'ailleurs fort à faire pour que ses plages perdent leur mauvaise réputation. En 1987 le littoral comptait



de la DASS demeurent inquiétants. Le classement en catégorie D (« eaux de mauvaise qualité ») est maintenu. Alors on s'insurge, on persifle et on maugrée. Les deux villes qui se disputaient déjà la mémoire de Jeanne d'Arc à coups de statues et de plaques commémoratives se chamaillent désormais d'un bout à l'autre de la baie.

« Peut-on croire à ces relevés ? », murmure-t-on à Saint-Valéry. Après tout, il est si facile de modifier quelques chiffres à son avantage. Et puis il y a ces « affaires politiques » qui auraient pu jouer un rôle. Le maire du Crotoy, dont personne n'ignore les sympathies chiraquiennes, n'a-t-il pas la chance d'avoir « des amis » au conseil général et à la préfecture ? Gilbert Gauthier, maire socialiste de Saint-Valéry-sur-Somme depuis 1965, dénonce « certaines tractations souterraines », voire « un coup de poignard politique ». « Y aurait-il deux poids, deux mesures ? », déclare-t-il au Courrier picard le lendemain de la publication de l'arrêté. C'est une mesure discriminatoire et je n'admets pas la façon dont cette affaire a été menée. »

Sur la plage de Saint-Valéry — une bande de sable envahie par les herbes, garnie de neuf cabines de bois blanc — les estivants s'indignent en chœur. C'est la même baie, grognent-ils. Il y a sans doute quelque chose de louche là-dessous.

Ces insinuations font sourire les techniciens de la DASS d'Amiens qui ont mis en place l'année dernière, pour la première fois en France, un service minitel donnant les résultats des analyses des eaux de baignade pour chacune des douze

onze points faisant l'objet de relevés : six étaient classés en catégorie C (« eaux pouvant être momentanément polluées ») et cinq en catégorie D (« eaux de mauvaise qualité »). De plus, la Somme comptait alors les trois eaux de France interdites de baignade par arrêté préfectoral pour insalubrité : les deux du Crotoy et celle de Saint-Valéry.

« Nous sommes mal lotis, poursuit Francis Prudhomme. Notre littoral compte beaucoup de rivières qui sont des sources de pollution importantes : l'Aisne au nord, la Somme au centre, et la Bresle au sud. Le tout sur une côte d'une quarantaine de kilomètres seulement. De plus, la baie de la Somme, dont les eaux sont facilement insalubres, occupe presque le quart de notre littoral. La plage de Wogny-sur-Somme, où ont été faits des prélèvements pour la première fois cette année, porte désormais tous les espoirs du département : à en croire les premiers relevés de la saison, elle pourrait être classée en catégorie A (« eaux de bonne qualité ») l'année prochaine. Ce serait le premier « point bien » du département.

ANNE CHEMIN.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du mercredi 10 août 1988 :

UN DÉCRET

• N° 88-861 du 29 juillet 1988 portant convocation des électeurs pour l'élection de députés à l'Assemblée nationale (1^{re} et 2^e circonscription de l'Oise).

DES ARRÊTÉS

• Du 3 août 1988 portant fixation de la valeur du point de retraite dans le régime de retraites complémentaires des assurances sociales institué par le décret n° 70-1277 du 23 décembre 1970 (IRCANTEC).

• Du 25 juillet 1988 portant attribution du diplôme d'ingénieur de l'Ecole nationale supérieure de l'aéronautique et de l'espace.

Le Monde
PUBLICITÉ FINANCIÈRE
45-55-81-82, poste 4330

Le Monde

ARTS ET SPECTACLES

Marionnettes françaises et indonésiennes

Le dernier voyage de Gilgamesh

A Bali, le soir, le théâtre se joue encore dans les temples, et ce n'est pas pour les touristes. A Java, on vénère les dalangs, les manipulateurs conteurs du théâtre d'ombres. Un marionnettiste français, Alain Recoing, a fait le long voyage au pays où le spectacle s'innove encore aux racines du sacré et du social.

D'ABORD, une odeur forte de clou de girofle nous saute à la gorge, dans l'épaisse moiteur de l'air. Elle ne nous quittera pas. Nous sommes à Djakarta, île de Java. La capitale de l'Indonésie, ville sans repères et sans centre, avec ses rues engorgées de jour et de nuit. Les enfants, dans les embouteillages, vendent journaux, boissons : ils sont trop nombreux, doivent se relayer pour aller à l'école et,

littasse. Au bout de cette ville, il y a la mer. « C'est la vie dans toute sa violence », écrivait Roger Vailland, en 1951. Il n'y a pas de coupure entre la mer grouillante de poissons et la terre grouillante d'hommes. L'image reste valable.

Dans cette jungle urbaine, le parti le plus sage est philosophique : est de s'en remettre aux mains d'un chauffeur de taxi ou de « bémos », ces pousse-pousse pétaradants. Pour se rendre, par exemple, au Museum Pusat, le musée national, où l'on s'attarde, hypnotisé devant une poupée de bois et de chiffon : « Les enfants mâles de Java jouaient avec, les nuits de pleine lune. Quand l'esprit était venu, la poupée dansait, et sautait », lit-on sur une étiquette miraculeusement rédigée en anglais dans ce musée qui semble s'être arrêté à l'ère coloniale.

Elles dansent encore, ces poupées de bois ou de cuir, au cœur de Djakarta, en cette fin de juillet.

brusque tombée de la nuit équatoriale. Le sol, par endroits, est jonché de copeaux d'os vient de naître le visage d'une marionnette, d'une *wayang golek*. Plus loin, on apprend tout sur la technique séculaire de fabrication des marionnettes de cuir du *wayang kulit*, le théâtre d'ombres : on prend une corne de buffle, on la fend, on la tord à la chaleur, on la refend et retord jusqu'à obtenir une fine lanterne souple et ferme, âme et nerf de ces poupées finement ciselées.

Inlassablement, chaque soir que Dieu fait, ou presque, elles enchantent les Javanais, jouant inlassablement les deux épopées majeures du répertoire, traduites de l'hindou au dixième siècle et aujourd'hui encore préservées de l'islam, religion désormais majoritaire en Indonésie : le *Ramayana* et le *Mahabharata* que Peter Brook, on s'en souvient, ramena il y a quelques années des rives du Gange en France.

La porte du théâtre est ouverte.

portraits du président et du vice-président indonésiens encadrent la toile devant laquelle officie le dalang, la tête prise dans un curieux petit chapeau qui, de dos, lui découpe comme deux oreilles de diabolon. Il se saisit d'une marionnette : à sa droite, les bons, visage fin, torse étroit, ailé en amande, à sa gauche les méchants, plus épais. Mais on y perd son latin. Il conte, improvise parfois, d'une voix de tête puis soudain de basse quasi orthodoxe. Des arbres de vie, des biches et des tigres rôdent encore sur la toile tendue devant deux troncs de bananiers où sont fichés les héros de cuir du *Ramayana*. Ce n'est que batailles, amours, épreuves initiatiques. L'assistance apprécie la variante et commente. L'enlèvement de la belle Sinta est l'un des tabous du *Ramayana*. Nous l'avons vu, au pied du Prambanan, le sanctuaire de l'hindouisme à Java, interprété par une centaine de danseurs dont des enfants habillés en petits lapins, symboles de la pureté et de la fidélité à Rama, le royal époux. A Bali, encore, dansé par des acteurs cette fois masqués, entourés d'une forêt d'hommes torse nu rythmant de leur voix l'action.

Harry Sugihardjo, jeune universitaire, professeur d'histoire à Yogyakarta, la capitale intellectuelle de Java, voit le *Ramayana* pour la dix-septième fois, et il ne s'en lasse pas : « Cette histoire, dit-il, est pour moi le symbole d'une philosophie que j'aimerais conserver dans ma vie quotidienne. » Une histoire morale, prise en ce pays où revient dans chaque conversation la corruption qui gangrène chaque échelon de la société et qui donna son nom, dans les années 50, au roman de Pramodina Anna Tour, écrivain fort populaire, emprisonné pendant douze ans. Il vit aujourd'hui en résidence surveillée à Djakarta, et son dernier roman a été interdit par la censure, qui veille sur tout, y compris sur la presse.

Une osmose impressionnante

Un autre soir, sur ce même campus universitaire, on a joué cette fois portes closes. Rama a cédé le devant de la scène à Gilgamesh. Un héros qui n'appartient pas à la culture indonésienne et dont un marionnettiste français, Alain Recoing, a choisi de conter le *Voyage spirituel*, au terme d'un long séjour à Java avec les membres de sa compagnie, le Théâtre aux Mains Nues.

Pour cet homme de théâtre français, comédien, metteur en scène, qui, depuis quarante ans, en compagnie d'abord de Gaston Baty puis d'Antoine Vitez, consacre sa vie à l'art et à l'histoire de la marionnette, l'aventure javanaise est un conte des fées. Sa voix trahit l'émotion lorsqu'il raconte comment, à la frontière, les douaniers ont salué en lui, respectueusement, le dalang français.

Alain Recoing était fasciné par l'Indonésie. Sa passion et la conviction de ses coproducteurs (voir encadré) ont fait le reste. « J'ai découvert avec étonnement, dit-il, combien les marionnettes indonésiennes n'appartenaient pas à une tradition morte, détachée de la vie quotidienne. »

Il a travaillé six mois à Java, tel était son projet, en étroite association avec des professionnels indonésiens, dalangs et musiciens. L'osmose a eu lieu. Elle transparaît tout au long du *Voyage spirituel de Gilgamesh*, de manière



Marionnette javanaise du Palais du sultan de Djog Djakarta.

impressionnante. Le parti pris est radicalement différent de celui d'une autre aventure franco-indonésienne, *Faust et Rangda*, créée à Bali, puis à Avignon en 1987. Sans cesse, on s'en souvient, y compris dans le dispositif scénique, on mesure l'écart entre les deux traditions.

Les répétitions de *Gilgamesh* ont eu lieu à l'Académie des arts de Solo, au centre de l'île, où l'on forme dalangs et musiciens. C'est un bel endroit, avec une aire de jeu carrée, ouverte sur la nature et surmontée d'un vaste toit de chaume. Marionnettes et masques, une soixantaine, ont été sculptés sur place par Maryse Le Bris, et la scénographie utilise les matériaux locaux, bois, paille, tissus, avec une sobriété qui sied à la quête initiatique de Gilgamesh. Sa lutte contre les géants, les lions et les buffles, ses errances parmi mers et montagnes n'ont pas vraiment dérouté les spectateurs indonésiens. Ils ont ri, en revanche, sans que l'on comprenne pourquoi, car le spectacle se jouait en malaisien. Et ont apprécié, visiblement, le raffinement et la diversité des manipulations et des techniques, dont Alain Recoing dresse un magique inventaire : ombres et acteurs masqués, poupées et marionnettes à tringle habitent un plateau en perpétuelle métamorphose, qui s'ouvre sur un village, une montagne. La narra-

tion est soutenue par un orchestre où la clarinette basse et le trombone se marient avec les percussions et les flûtes de gamelan. Narrative, lyrique, concrète, la musique de *Gilgamesh* est formidable. Le corps-à-corps des manipulateurs avec leurs marionnettes, le jeu de miroir entre la concentration de leur visage et l'étrange fixité de leurs poupées, la façon dont, dans les luttes, le corps des acteurs redouble celui des héros, atteignent des moments d'intensité magique.

On devrait voir le *Voyage spirituel de Gilgamesh* à Paris, au printemps prochain. Cette fois en français. Les dalangs indonésiens feront le voyage. Ils sont jeunes, pour la plupart. On les honore déjà, ils sont souriants et conscients de leur rôle. Ils viennent de Java ou de Bali, cette île à une heure d'avion de Djakarta, où certains soirs de pleine lune, les villageois se rendent aux temples porter des offrandes de fleurs, fruits et riz que les femmes préparent en de somptueuses corbeilles. On prie, on danse et chante, d'un même mouvement. Et des paysans revêtent, pour la joie des enfants ébahis et des adultes graves, masques et costumes de héros séculaires, jouant ainsi, dans l'enceinte sacrée, l'origine même du théâtre.

ODILE QUIROT.



Bas-relief du sanctuaire sud-ouest de Brahma : les gestes du Ramayana, déjà.

entre-temps, font quelques petits métiers dans la journée.

On ne comprend pas Djakarta, pas plus qu'on ne comprend en quelques jours l'Indonésie, pays où, dit-on, exprimer ses sentiments relève d'une suprême impo-

let, où se tient le Festival des dalangs. Nous voici au TIM, le campus universitaire, isolé du rugissement de la rue. Il y a des arbres, enfin, des bars où rôdent des moustiques et où l'on boit des cafés lourds de marc, avant la

Elle le restera jusqu'à l'aube. On entre, on sort, on fume, on boit et les enfants grognus s'endorment dans les bras de leurs parents, les vibraphones, xylophones, gongs et tambours du gamelan luisent et bruissent dans la pénombre. Les

Sartre et Astérix

AVEC quatre centres culturels, tous implantés sur l'île de Java, la France s'enorgueillit d'une forte représentation culturelle en Indonésie. Tribut à payer, sans doute, de quelques années de discordes comme les essais nucléaires et la Nouvelle Calédonie.

Si, après le malaisien, langage unificateur de l'Indonésie, l'anglais est la première langue obligatoire, l'intérêt pour le français est réel, surtout auprès des femmes, qui espèrent ainsi enseigner ou trouver un emploi dans l'une des firmes françaises représentées à Java, dont Airbus Industrie. Le Centre culturel de Djakarta (qui aurait besoin d'un coup de peinture fraîche),

compte 4 000 élèves. Et une cinémathèque prisee car elle échappe à la censure. Tout comme *Astérix*, traduit ainsi que *Tintin* et d'autres BD franco-belges en malaisien. Pour le reste rares sont les traductions : Balzac, Camus, Sartre et Simone de Beauvoir. Le directeur du Centre culturel de Yogyakarta, Sydney Peyrolles (muri de Bayrouth, où il fut enlevé, ce dont il ne parle pas), vient de constituer une équipe de traducteurs pour l'ouvrage de Michel Furet sur la Révolution française.

A Surabaya, Charlotte Couture n'a chanté ni Johnny, ni Brecht/Weill, mais a fait un tabac.

Le Quatuor de trombones de Paris, Michel Dalberto, le mime Marceau, Sandrine Bonnaire venue présenter les *Innocents* de Tchékhov, Catherine Sellars et Pierre Tabard dans *Madame de la Carrière*, de Diderot, et le Théâtre de l'Escalier d'Or avec *Le Héros* de Maupassant, sont nos plus récents ambassadeurs culturels.

Le cinéma français reste très mal distribué dans le circuit commercial où la production locale, talonnée par les films indiens et américains, règne en maîtresse, comme en témoignent les innombrables et très kitsch affiches peintes sur toile dans les rues de la capitale, Djakarta.

Od. Qi.

Forces unies

Le *Voyage spirituel de Gilgamesh* a donné lieu à un montage financier original et assez complexe, nécessitant par l'essence de ce spectacle du Théâtre aux Mains Nues qui n'a rien du produit exporté chefs en main mais tend au contraire à impliquer le plus possible les indonésiens.

Les quatre centres culturels français en Indonésie ont uni leurs forces. Surabaya, Bandung, Yogyakarta, en donnant 25 000 F chacun, et Djakarta, le centre le mieux nanti, 100 000 F.

En France, le ministère de la culture (service des affaires internationales) et le ministère des affaires étrangères (sous-direction des établissements

culturels et association française d'action artistique) ont marché main dans la main.

Le budget global du spectacle est d'environ un million de francs.

Les musiciens et dalangs indonésiens, issus de l'Académie des arts de Surakarta, sont rétribués 3 000 F par mois. Par comparaison, un professeur de faculté gagne 600 F par mois.

Après les représentations en Indonésie, une tournée est prévue en Inde, au Japon, en Birmanie, aux Philippines.

La Maison des cultures du monde à Paris devrait accueillir *Gilgamesh* début 1989.

Od. Qi.

JOURNAL OFFICIEL

Le Monde
L'ÉCLIPSE FINANCIÈRE
5-55-91-82, poste 4380

MUSIQUES

Il faut qu'une porte soit ouverte ou fermée

L'association Janus a été créée, il y a près d'un mois, par Nathalie et Nicolas Mintz et Joël Bastenaire. Leur objectif : multiplier les échanges culturels entre les avant-gardes « là-bas », en Union soviétique, et « ici », en Occident.

NATHALIE MINTZ-CHOUKAEV, Langues O, est partie pendant un an grâce à une bourse à l'Institut Herzen, de Leningrad. C'est à Leningrad qu'elle a rencontré Joël Bastenaire, autre Langues O, qui est le traducteur des textes des pochettes de disque. Nicolas Mintz a sorti voici deux ans un roman, *Le Fou de l'empereur* (Mercure de France). Les trois cerveaux de Janus, le dieu à double face, se sont donc donné un but commun unique, la compréhension et les échanges entre les « forces vives » des cultures soviétique et occidentale.

« Il faut, nous diront-ils, que les artistes se parlent. » Le premier acte de Janus, qui n'existait pas encore sous ce nom, aura été de sortir en France le premier disque de rock non officiel, *Rocking Soviet*. Car, depuis le temps, au demeurant raisonnable, qu'on entend parler de rock soviétique, les versants officiels et non officiels se sont formés, comme dans tous les domaines de la création. Non officiel, cela signifie que les musiciens ne peuvent prétendre ni à ce titre ni à être payés comme tels et qu'ils continuent donc, plus ou moins tranquillement, leur métier d'origine. Actuellement, Janus est en pourparlers avec des Anglais et des Américains pour diffuser *Rocking Soviet* dans les pays de la langue du rock.

« *Rocking Soviet*, est une compilation, explique Nathalie Mintz. Une compilation, c'est toujours un peu bizarre, un peu ethnographique. Les gens l'achètent donc un peu comme document, plus que pour la musique, mais ce qui vaudra sans doute au disque une plus grande longévité. Les textes sont durs, engagés, bien au-delà de l'ouverture soviétique, avec les risques que cela comporte. Ce sont les musiciens qui ont voulu cela.

« Comment les avez-vous recrutés ? »

« Au départ, je ne connaissais personne, dit Nathalie Mintz. Je me suis baladé à travers Leningrad pendant un mois, puis j'ai commencé à fréquenter le milieu des peintres non officiels, le plus facile à approcher, le plus perméable. Tout au moins en 1986, quand je suis arrivée, et tout au moins à Leningrad, où ils forment un milieu très uni ; contrairement à Moscou, où chacun travaille un peu pour soi. Ce qui définit les peintres non officiels, ce n'est pas tant leur peinture ou leur manière de peindre que le fait qu'ils ne soient pas passés par l'Académie. Ils n'ont pas le titre, ils n'ont donc pas de métier. On fait l'école, sinon on n'est rien. Même chose pour la musique : on ne peut pas être membre de l'Union des compositeurs sans avoir fait l'école de musique.

Je voulais voir ce qu'ils font. J'avais eu à Paris les deux ou trois noms de peintres qui ont acquis une certaine notoriété. Tout ce que j'ai vu ne m'a pas emballé, mais il y avait des aspects très intéressants. A Leningrad, ils travaillent tous pour les groupes rock. Il font leurs décors de scène. Donc, ils se connaissent tous. C'est ainsi, par le milieu des peintres, que j'ai commencé à aller



Café de hippies à Moscou

dans les concerts de rock. Ce sont eux aussi qui font toutes les affiches, des affiches qu'on ne voit jamais ici et dont une collection sera montrée à Paris, à la rentrée, à côté d'une série due à des peintres officiels.

« Plus que par les peintres, j'ai surtout été impressionnée par le rock. En 1986, c'était tout nouveau, cela commençait seulement à se développer dans sa forme actuelle. Les groupes ont eu la possibilité de monter sur scène en mars 1982 ; quand Andropov a permis l'ouverture des premiers rock-clubs. Un rock-club, c'est une structure officielle, dirigée par les komzomols, les jeunes communistes. C'est donc on ne peut plus statique et normal, mais cela donnait la possibilité à des jeunes qui n'avaient pas fait d'école de musique de créer des groupes et de monter sur scène, au moins dans les maisons de la culture des grandes villes et des banlieues. A Moscou, c'est arrivé beaucoup plus tard, mais, maintenant, à peu près toutes les grandes villes ont leur rock-club.

« Leningrad est aussi la première ville à avoir eu un festival en juin 1982. L'association voudrait rendre ce festival international, permettre à des groupes, américains, français, anglais, de venir y jouer. Le problème, c'est que ce festival n'est toujours pas officiel, et qu'il est donc impossible d'y inviter des étrangers. Le rock-club peut inviter des groupes étrangers parce qu'il n'a pas le droit de disposer de devises. Or les étrangers doivent impérativement être logés dans des hôtels qui leur sont réservés et qui ne sont payables qu'en devises. Il n'y a donc que l'Union des compositeurs, ou un organisme officiel, qui pourrait les inviter. Ce n'est pas un problème de libéralisme, c'est un problème de bureaucratie, d'inertie.

« Le premier concert auquel j'ai assisté avait lieu en banlieue.

« C'est impossible. »
« Illégal ou impossible ? »
« Avant l'arrivée des rock-clubs, ils jouaient dans des appartements. Tout Leningrad est fait d'immenses appartements anciens. Il y a donc de très grandes pièces où on peut faire de la musique. Reste que ce sont des appartements communautaires où vit une famille par pièce. Il n'est donc ni facile ni toujours possible d'y faire trop de bruit.

« Qu'est-ce qui vous a conduits à créer Janus ? »

« A mon départ de Leningrad, des peintres et des musiciens m'ont demandé de créer une structure en France.

« Je suis rentrée en juillet 1987. J'ai d'abord cherché partout les moyens de faire le disque. On a trouvé des partenaires vers le mois d'octobre, le studio Antenna, distribué par une maison d'édition qui s'appelle Just'in. C'est alors qu'on a décidé de monter l'association Janus. D'une part, on ne voulait pas travailler qu'avec du rock et, d'autre part, nous étions confrontés au problème des droits d'auteur à cause de la WAAP, l'équivalent soviétique de notre Société des auteurs, compositeurs et éditeurs de musique (SACEM). La WAAP, mot à mot Agence pansoviétique des droits d'auteur, ne reverse presque rien aux auteurs, parce que les artistes officiels sont salariés. Je me suis mis en tête de contribuer à changer cette situation. On a donc été tout de suite en conflit et nous avons dit : « Nous ne paierons pas de droits d'auteur à la WAAP tant qu'une part normale ne sera pas repassée aux musiciens. » Je me suis inscrite à la SACEM en tant que manager des groupes pour que leurs droits soient protégés et, maintenant, ces derniers sont bloqués ici par la société des auteurs tant que le conflit n'est pas résolu. Pour l'instant, je ne peux pas leur reverser de devises, puisqu'ils ne peuvent, légalement, pas en avoir. En revanche, je peux sans doute leur apporter du matériel ou mettre cet argent à leur disposition ici, s'ils peuvent sortir d'Union soviétique, comme nous espérons le faire. Nous voudrions organiser un concert à Paris, avant que New-York ne s'y mette. Ce serait la première fois que des groupes non officiels se produiraient hors du pays.

« En quoi les groupes non officiels sont-ils meilleurs que les groupes officiels ? »

« Ils sont meilleurs, mais ce n'est pas seulement une question de qualité. D'abord, une considérable différence d'énergie. Sur scène, ils sont excellents. La musique officielle a aussi d'excellents

musiciens, de très bons techniciens, mais le seul à avoir vendu des disques, c'est Aquarium, qui a douze ans d'underground avant son officialisation. Il y a maintenant aussi quelques groupes de hard-rock. Ce sont les premiers groupes officiels qui correspondent à l'image que la jeunesse se fait du rock, mais ils sont apparus seulement l'année dernière. Auparavant, ce n'était que des groupes de variétés. Reste le problème des arrangeurs. Ce sont des arrangeurs de variétés, et les disques qui sortent gardent une connotation sucrée qui ne colle pas. Ils n'ont pas, en outre, d'ingénieurs du son qui connaissent le langage propre du rock.

« Ce mouvement de rock non officiel déborde, en fait, le cadre strict de la musique. Depuis quatre ou cinq ans, des jeunes poètes underground se font accompagner d'un pseudo-batteur qui n'a jamais touché une baguette et de guitaristes complètement nuls pour « chanter » leurs textes. La censure des rock-clubs est une censure douce, très différente de celle qui s'exerce sur la presse.

« Quelles idées véhicule ce mouvement ? »

« Démocratie. Démocratie, maintenant, tout de suite.

« Démocratie, cela signifie quoi ? »

« Liberté d'expression. Tout cela est très soixante-huitard, à la fois plein d'énergie et de candeur. C'est le temps des discussions. Quand, dans un concert, un type vient et dit : « Camarades, ce que vous faites est obscène et n'a rien d'artistique », il y a toujours quelqu'un dans la salle pour se lever et dire : « Je suis journaliste, je peux vous affirmer qu'au vingt-septième congrès, le chef a proclamé que la parole était au peuple. »

« La presse cependant reste très divisée. Il y a de grands enthousiastes de la musique rock, mais également de vieux brejevistes qui expliquent que le rock est une maladie contagieuse, une opération de diversion idéologique de l'Occident, etc. Il y a aussi des attaques plus directes, qualifiant un musicien de fasciste ou de nazi, terme très violent en URSS, et certaines campagnes de presse ont ainsi pu conduire à des interdictions. Le résultat, c'est que les fans des musiciens sanctionnés se regroupent et se vengent.

« Quelle part de la jeunesse est touchée par ce mouvement ? »

« C'est difficile à préciser. D'abord, il faut dire que je connais surtout la situation de Moscou ou de Leningrad. Je sais cependant que les rock-clubs de Sibérie sont les plus actifs et les plus virulents. C'est là aussi que la censure est la plus dure, et

c'est donc un phénomène énorme. En Ukraine, en revanche, tout est interdit, il n'y a quasiment pas de rock-club, parce que le secrétaire du comité régional de Kiev est particulièrement d'arrière-garde. En Sibérie, la situation initiale est différente ; les gens parlent beaucoup plus librement qu'ailleurs. Comme ils le disent eux-mêmes, on ne risque pas de les envoyer en Sibérie, puisqu'ils y sont déjà !

« Il y a deux groupes dont on perçoit immédiatement l'origine sibérienne. Ils sont beaucoup moins occidentaux, beaucoup plus russes. L'un vient d'Arkhangelsk, une ville de relégués, avec des textes très durs sur la « schizophrénie » soviétique, la double manière de penser que les gens doivent adopter ; l'autre, de Novosibirsk, dont le rock est très pur, très dur, très engagé. Ils parlent ainsi des « mélanges », symbole de l'innocence, parties dans les camps staliniens.

« Les textes du rock russe sont un peu difficiles pour les Occidentaux, car nous sommes habitués à un discours direct. Les Soviétiques, eux, sont obligés d'avoir deux ou trois niveaux de lecture. Comme nous ne comprenons pas les allusions ou les symboles, cela nous paraît parfois un peu naïf, mais le public, même le plus populaire, ne se trompe pas sur la réalité des textes ou des images, sur le contenu critique des œuvres. Cet engagement des groupes rock explique pourquoi l'immense majorité des musiciens ne se droguent pas, comme on le laisse entendre là-bas pour les déconsidérer, et comme on tend un peu vite à le croire ici. Le public, c'est peut-être un autre problème, mais les musiciens eux-mêmes ont autre chose à faire. Ils sont très pessimistes, très anxieux, ils pensent que l'ouverture actuelle est provisoire et que tout va se refermer demain. Ils ont, par exemple, baptisé l'année 1987, année-clé de l'essor du rock pour eux, l'année du livre. C'est l'année où on laisse les livres sortir pour mieux les tirer après.

« Ils ont souvent, en outre, une position très radicale par rapport à cette ouverture. Certains, auxquels on a proposé de devenir officiels, refusent et disent qu'ils ne céderont pas tant qu'ils ne pourront faire exactement ce qu'ils veulent, eux.

« Comment est perçu Gorbatchev ? »

« C'est assez complexe. Gorbatchev est communiste, il est issu de l'appareil, il n'est donc pas vraiment confidentiel en lui. En même temps, il a son nom et son patronyme, type : « Michel Sergueïevitch, nous tuons tous les ennemis de la perestroïka. »

FRÉDÉRIC EDELMANN.

Benat Achary au Festival de Chantenay-Villedieu

Comment on devient un chanteur basque

Chanteur traditionnel, Benat Achary a rencontré en chemin l'improvisation et la création libre. Rencontre favorisée par le festival de l'été, celui de Chantenay-Villedieu. Benat Achary est au programme de sa onzième édition.

« L'y a un moment où on te demande de chanter, c'est à l'adolescence, raconte le chanteur basque Benat Achary. Je me souviens très nettement de ce moment pour moi. J'ai toujours chanté dans une famille où tout le monde chantait. Mais un moment vient où c'est à toi que l'on demande. C'est à la fois émouvant, glorieux et intimidant. Comme un signe de reconnaissance, un signe qui se pose sur toi. On se sent élu. A chaque fois, alors, il faut s'élever, rendre en public la confiance qu'on te fait, honorer cette demande. C'est d'une assez grande gravité. On devine soudain qu'on ne pourra plus se contenter de chanter, mais qu'on sera chanteur. On repère des attirances pour des formes de style ou des époques. Moi, il me semble que c'est à ce moment-là que j'ai choisi de pencher vers des chants de la Soule.

C'était la province que nous habitions, à Saint-Palais, dans l'intérieur du Pays basque.

Certains chants souletins sont très poignants. Le chant de l'aigle ou celui de l'épervier ; le chanteur cherche à s'élever, à « monter vers le soleil ». La devise est transmise oralement ou notée exactement comme les indications de mouvement dans les partitions d'Erik Satie.

Soule et soul music

« Je viens d'une famille de petits commerçants et de paysans. Je suis né en 1947. Donc j'ai connu le bouleversement du paysage rural et de la vie des fermes. Dans mon enfance une ferme vivait pratiquement en autarcie. Les fêtes familiales, les réunions, les cérémonies, étaient considérables. J'entends encore le chant des montagnes. Ou ces sonneries de clairon, la nuit venue, lancées dans le vide, petites phrases pour le plaisir du jeu et de l'air de la nuit, et, après une attente, un moment très dense, la réponse venait de loin, au clairon, d'une autre ferme, d'une autre vallée... En même temps, ce que j'écoulais avec le plus d'émotion et que je m'amusais à chanter, c'était la soul music, et particulièrement Otis Redding.

« Au fond, c'est quand j'ai quitté le pays pour Bordeaux avec

toute la famille que nous avons pris conscience de sa force.

Comme c'était le temps du renouveau culturel, d'interrogations politiques, mais aussi le temps d'explosion de la chanson basque, tout s'est enchaîné. Avec mon frère, nous revenions dès que nous le pouvions pour chanter et faire de la spéléo... On voulait descendre au plus profond du pays, dans les coins les plus reculés. Les routes n'existaient pas et c'est une activité qui n'a pas besoin de temps idéal. On peut l'exercer qu'il vente ou qu'il pleuve.

« Le chant traditionnel s'essouffait, mais, en même temps, on sentait une grande effervescence. Des mouvements de poètes et de musiciens se sont créés, comme Ez Dok Amairu, de l'autre côté, en Biscaye et en Guipuzcoa.

« Avec mon frère, nous avons fondé le groupe Urbi, à cheval sur la tradition et la modernité. La toile de fond en Europe, c'était alors le mouvement folk, mais nous, nous n'étions pas folk. Il n'y avait aucun « revivalisme » dans notre démarche. On allait de l'avant : le répertoire traditionnel avec une instrumentation moderne.

« C'est la rencontre avec les gens de théâtre, la nouvelle génération de poètes comme Zamora, la compagnie Lubat, Michel Portet, Tarnis ou les improvisateurs

réunis autour de Jean Rochard, qui nous a orientés vers une expression plus fondamentale, plus dégagée, plus universelle. Aujourd'hui, je continue de chanter les chants d'épervier, mais je chante aussi des poèmes de René Char et de Lorca. Mon duo avec Michel Doneda et mon trio avec Ulrich Gumpert représentent des étapes. On a fondé une formule d'improvisation totale qu'on a rodée à Chantenay-Villedieu, et le résultat est tout à fait surprenant. Je reviens de tournée en Allemagne de l'Est avec Gumpert et en Ecosse. Partout le public répond. Le public pousse un chanteur. Il y a toujours cet échange d'amour que l'on sent dans une autre de mes formes préférées, le Cante Jondo, comme une circulation sanguine. Le temps fait son œuvre. Même lorsque je reprends des chants archaïques, il me semble que je touche un bien commun. Partout, je me vois très vieux en train de chanter. De toute façon, on est si heureux quand on chante... »

FRANÇOIS MARMANDE.

« Benat Achary au Festival de Chantenay-Villedieu (entre Le Mans et Sablé-sur-Sarthe), les 13 et 14 août avec également Tony Coe, Steve Beresford, Ol Coltrane, Michel Doneda etc.

Discographie : Pays basque, Benat Achary : Arrano. Radio-France Occit CS 559045.

CHÂTEAU DE CHENONCEAU

Tél. : (16) 47.23.90.07

WEISBUCH

Jusqu'au 30 Octobre

EXPOSITIONS

et à Moscou

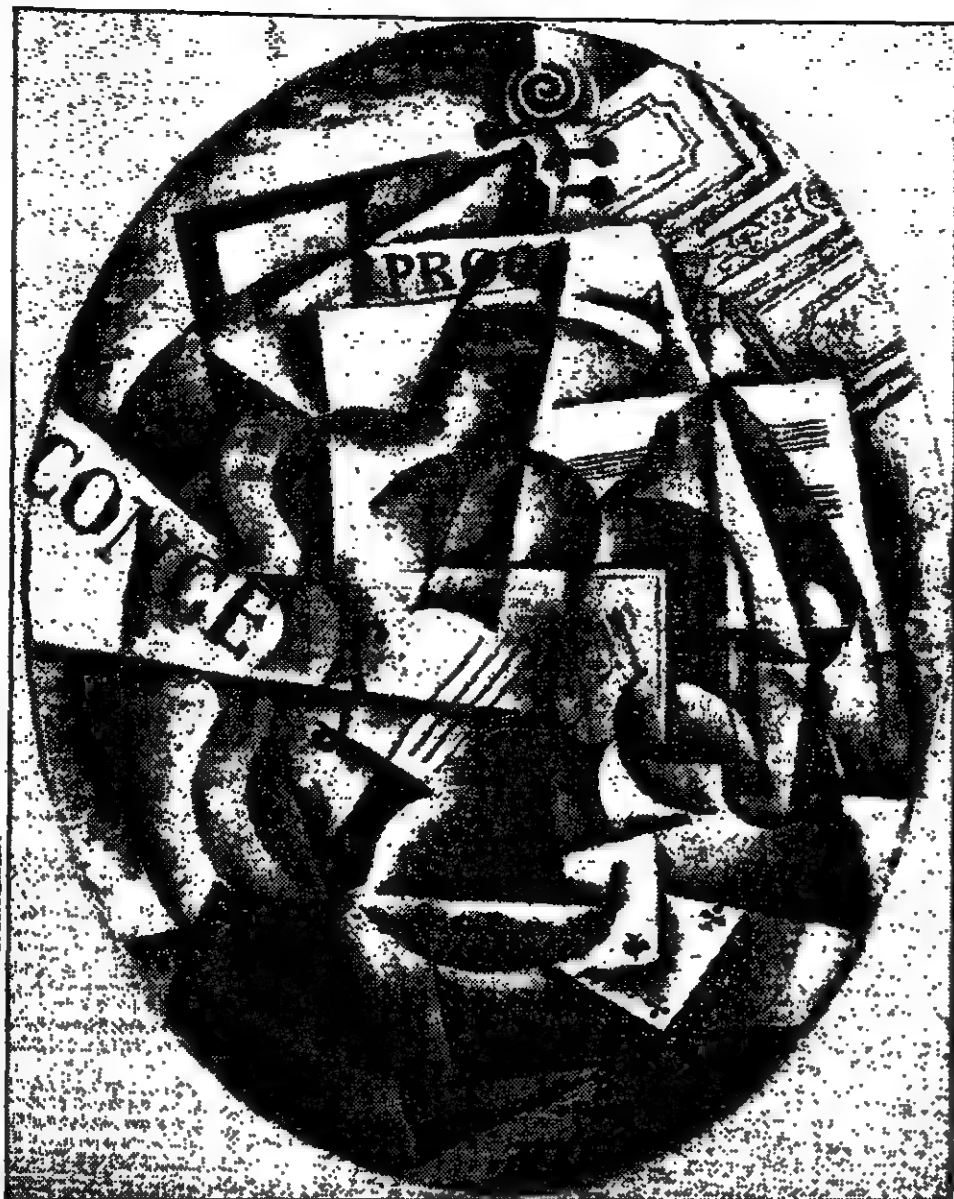
Le musée inimaginable

Des fresques réalisées avant la prise de pouvoir de Vladimir, aux tableaux peints après celle de Gorbatchev, ce sont dix siècles d'art russe disséminés dans des expositions plus thématiques que chronologiques. Si le visiteur ne veut pas s'y perdre, il doit faire appel à toute sa capacité de synthèse.

DEPUIS des mois que l'on fête la Russie orthodoxe devenue millénaire, il était prévisible qu'une grande exposition lui soit consacrée. Ce qui l'était moins, c'est que soient occultées les soixante-dix dernières années. Réunion de pièces provenant de trente-sept musées du pays, l'exposition « Mille ans d'art russe » offre un vaste panorama. La présentation d'icônes tout d'abord, ajoutée à l'exposition « Chefs-d'œuvre de l'icône russe », remplace la meilleure conférence sur le sujet. Défini canoniquement, le choix du thème n'est pas du ressort de l'artiste, pas plus que la « manière » de peindre. Mais dans l'unité « canonique » du style russe, on compte plusieurs dizaines d'écoles (Novgorod, Moscou, Jaroslavl, par exemple) et l'on ne trouve pas deux icônes identiques. Les artistes ont su être plus que des copistes, ils ont obéi à l'esprit des canons plus qu'à la lettre. Roublev et ses contemporains sont bien sûr là, mais aussi beaucoup d'autres moins connus.

Outre les fragments de fresques du XI^e siècle (très répandus à l'époque car moins coûteux que l'icône), provenant pour l'essentiel de la cathédrale Sainte-Sophie à Kiev, est montrée une collection d'Évangiles allant du XI^e au XIX^e siècle. Curieux paradosse que ces dizaines de livres saints exposés, quand on sait (et ici on le sait) que ce sont, malgré leur ancienneté, les plus récentes éditions !

La faible présence de l'art profane et le choix des œuvres proposées sont, pour d'autres raisons, tout aussi surprenants. Les trois siècles, qui s'étendent de la fin de



Popova : le violon, 1915

la domination de l'icône au début de l'avant-gardisme, ne sont représentés que par quelques toiles, essentiellement des Ambulants : Répine, Lévitine et quelques autres. Les visiteurs connaissent bien la période, très fournie dans tous les musées du pays. Mais c'est le choix qui surprend plus d'une fois. Témoignage unique de la toile de Nestorov : un portrait de 1917, les Philosophes Florensky et Boulgakov, qui n'eurent plus guère l'occasion de philosopher en URSS par la suite. Le catalogue de l'exposition, remarquablement bien fait, leur consacre une courte biographie, soulignant la répression dont fut victime le père Florensky en 1933 et « l'héritage d'érudition qu'il a laissé ». A qui ? Puisque ses ouvrages fondamentaux sur l'art n'ont été publiés, pour l'instant, qu'en Occident.

S'il ne faut pas hâtivement conclure aux prodromes d'une révolution en matière de politique culturelle, ces petites touches, capitales ici, sont tout de même révélatrices d'une nouvelle approche de l'histoire de la peinture. Cependant — les « cependant » sont nombreux au pays des paradoxes — si le catalogue souligne dans son introduction que, « à cette occasion, l'on présente les œuvres des maîtres les plus importants de l'avant-garde russe », celle-ci se résume, dans les faits, à trois toiles (Malevitch, Kandinsky et Gontcharova).

On peut voir malgré tout l'avant-garde russe cet été à Moscou dans une autre exposition : « L'art soviétique 1917-1930 », elle aussi révélatrice d'une nouvelle conception de la période. Depuis des décennies, les responsables de la politique artistique semblent l'oublier, les vingt premières années du siècle sont le second âge d'or de la peinture russe et celles où pour la première fois un mouvement artistique mondial prend ses sources dans le pays. Or, la présentation des œuvres laisse, une fois de plus, perplexé.

La période avant-gardiste nous est montrée en un seul bloc : Kandinsky cotoie Chagall (« que les spectateurs connaissent maintenant bien » dit la notice — depuis l'exposition au Musée Pouchkine en décembre dernier !). Malevitch ou Popova sans aucune distinction d'école ni de tendance. Et si les notions de rayonnisme, suprématisme, constructivisme,

etc., ne sont pas mentionnées, leurs représentants sont là, avec, il est vrai, une ou deux toiles seulement pour chacun. Mais en une trentaine de toiles tout ce que l'esprit de l'époque avait de créatif et d'imaginatif surgit.

Le contraste est saisissant avec la seconde partie de l'exposition, consacrée au « réalisme socialiste », classé en écoles et sous-écoles, « Corée des artistes » et autres « Club des peintres moscovites ». Comme si l'on voulait prouver à un improbable visiteur ignorant que l'esprit d'alors était de loin plus foisonnant que l'esprit d'« avant ».

La tradition des ambiguïtés

Le texte d'introduction à l'exposition est en complète opposition avec la manière dont celle-ci est organisée. Il souligne de façon sibylline que, par rapport au « foisonnement des années 20 » et à sa « haute activité spirituelle », le retour au populisme, l'art officiel, « se démarque fortement de la période précédente », ce qui revient à dire que la profusion et le débat d'idées qui présidèrent à la période avant-gardiste n'existaient plus. On voit combien il est nécessaire de savoir lire entre les lignes pour cerner les ambiguïtés de la politique nouvelle.

Le véritable événement est constitué par la vaste rétrospective consacrée à Pavel Filonov, à Leningrad. La première depuis... 1933. Encore peu connu en Occident (l'exposition Paris-Moscou 1930 ne montrait que deux de ses toiles), ce peintre est pourtant l'une des figures les plus marquantes de la première moitié du siècle. Compagnon de Matisse et de Malevitch avec lesquels il fonda en 1923 à Pétrograd un institut de culture artistique, Filonov doit cependant être considéré comme un cas à part.

Né en 1883, mort en 1941, pendant les premiers mois du blocus de Leningrad, Filonov est sans doute le peintre qui a le plus souffert des conséquences de la révolution d'Octobre : le catalogue de l'exposition confie qu'« aucun des leaders de l'avant-garde russe ne fut persécuté toute sa vie avec un tel acharnement ». Alors que ses amis réussirent après la révolution, soit à occuper des postes officiels, soit à émigrer, Filonov sombra dans la misère. Dans son Journal, il écrit à la date du

10 août 1935 : « J'ai acheté pour la dernière fois du thé et du sucre. Je n'ai plus d'argent pour le pain. »

« Il est décidé, devait-il aussi écrire, que toutes mes œuvres réalisées ou à venir seront données à l'Etat pour qu'elles servent de fonds à un musée de l'art moderne ». Si cette décision n'a pas encore entraîné le but recherché, elle a du moins permis d'éviter le classique éparpillement : les œuvres présentées constituent l'essentiel de sa production. Celle-ci ne peut être classée rigoureusement : abstraite quand elle est figurative, figurative quand elle est abstraite, friant le cubisme quand elle s'en démarque. Découvrir Filonov aujourd'hui, c'est reconnaître un des plus grands artistes de son temps.

La « réhabilitation » semble en tout cas marquer le départ d'un vaste mouvement de « glasnost » en matière d'art plastique. D'une part, les œuvres des peintres du début du siècle commencent à être exhumées des réserves — que l'on sait monumentales — des musées soviétiques. Ainsi, le Musée Pouchkine organisera cet hiver une grande rétrospective Malevitch. La dernière remonte à... 1929 ! D'autre part, deux événements — une exposition de la galerie parisienne Basmaïdian, et surtout la vente organisée par la firme londonienne Sotheby's (le Monde des 6 et 9 juillet), mettent en pleine lumière une tendance qui se développe depuis quelques temps : la reconnaissance des artistes contemporains non officiels, ou plutôt la disparition de la frontière entre artistes officiels et ceux encore considérés, il y a peu, comme « ennemis du peuple ».

Sans souci de thèmes, d'écoles et encore moins d'exhaustivité, Garib Basmaïdian propose simplement, à travers les tableaux d'environ deux cent cinquante artistes, sa collection personnelle d'œuvres russes et arméniennes du XX^e au XX^e siècle. Celle-ci permet de découvrir des peintres peu connus, de compléter parfois les lacunes des autres expositions — ainsi Altman, bizarrement absent de l'exposition « 1917-1930 », — d'admirer simultanément un Répine accroché près d'un portrait de Malevitch, qui représente Trotski (!), sera face aux visiteurs stupéfaits qui découvrent son visage, souvent pour la première fois.

L'exposition, ajoutée à celle organisée par Sotheby's avant sa

vente, donne surtout la possibilité de constituer un panorama de l'art soviétique contemporain. Ilya Kabakov, Eric Boulatov, Edward Steinberg et beaucoup d'autres : toute une génération née sous le règne de Staline, restée longtemps souterraine, qui expose et vend maintenant librement ses œuvres, tant en URSS qu'à l'étranger (voir encadré).

Avec leurs cadets (nés, eux, après la mort du tyran) qui exposent un peu partout : dans des salles de quartiers, dans la rue et même dans des bains-douches (le Monde du 16 janvier), une nouvelle génération de peintres peut enfin s'exprimer. Qu'elle soit « conceptuelle » ou « néo-avant-gardiste » (plusieurs « écoles » semblent se former), elle ne se situe pas, de toute façon, en opposition au réalisme socialiste. Et c'est nouveau. Sans être ni pour, ni contre le régime, ces peintres peignent a priori leur perception de la réalité contemporaine.

Le 7 juillet dernier, le président de Sotheby's a fait don à l'URSS d'une toile achetée à la vente, pour qu'elle serve de fond à l'ouverture d'un Musée d'art contemporain. On est en droit d'espérer que son vœu sera suivi d'effets plus que celui, similaire, formulé par Filonov il y a près de soixante ans. Les représentants du ministère de la culture, en tout cas, l'ont promis.

LOUIS DANIELOU.

* Mille ans d'art russe. Moscou, Galerie de l'Académie, jusqu'au 31 août.

* Chefs-d'œuvre de l'icône russe. Moscou, Nouvelle galerie Troïatskov, jusqu'au 15 septembre.

* L'art soviétique : 1917-1930. Nouvelle galerie Troïatskov, jusqu'au 30 septembre.

* Pavel Filonov. Leningrad, Musée d'Ermitage, 25 août-25 septembre.

Les catalogues :

* Mille ans d'art russe. Moscou, 1988, 448 pages ill.

* Pavel Filonov, éd. Aurora, Leningrad, 1988, 112 pages ill.

* Basmaïdian, Galerie G. Basmaïdian, Paris, 1988, 48 pages ill.

* Russian Avant-Gard and Soviet Contemporary Art, Sotheby's London, 1988, 144 pages ill.

Le texte de tous ces catalogues (excepté Sotheby's) est exclusivement en langue russe.

Il est interdit d'interdire

L'HERBOMADAIRE les Nouvelles de Moscou, le journal le plus engagé dans la politique de « perestroïka » et de « glasnost » de M. Gorbatchev, et que seuls les très-tôt peuvent acheter, s'élève violemment, dans son édition du 31 juillet dernier, contre les fonctionnaires du ministère de la culture.

Sous le titre « Qui a permis de ne plus permettre ? », cet article — extrêmement virulent sur le fond comme sur la forme — a pour origine une décision du ministère de la culture. Ce dernier exigeait, à la veille du vernissage d'une exposition des avant-gardistes de Moscou, le retrait de trois œuvres. Comme c'est devenu fréquent ici, les organisateurs — le groupement de créateurs de la section moscovite de l'Union des plasticiens d'URSS — ont refusé net. Ils sont même allés plus loin : « Le secrétaire de la section moscovite a pris une décision révolutionnaire en frappant d'interdiction toutes... les interdictions. » Ils justifient clairement leur position : « Quelle haute commission a le droit de qualifier le goût et le choix d'un immense collectif de plasticiens comme « incorrect » ? Existe-t-il des critères du « goût correct » ? Seul le temps peut évaluer objectivement une œuvre (...). C'est pour cela que tout artiste doit pouvoir respirer librement. » Et Oleg Sevostianov, auteur de l'article et président de cette section moscovite, défend ses ouailles : « Ils sont en mesure d'exprimer notre temps. Exprimer et non pas refaire, comme le faisaient, à leur façon, les expositions d'apparat d'un passé récent. »

Cette interdiction d'interdire n'a cependant pas été suivie d'effet : l'exposition a démarré avec trois jours de retard et les toiles incriminées ne sont finalement pas exposées. Le « glasnost » montre, dans ce domaine comme dans beaucoup d'autres, ses limites : tout n'est finalement que dans l'ordre. Jusqu'à la fois prochaine. L'auteur de l'article conclut : « Notre époque révolutionnaire a besoin d'un art révolutionnaire. » C'est, à coup sûr, inspiré d'un proverbe sydalve, que le poète devait dire : « La mer, la mer, toujours recommencer... »

Paris-Moscou... 1988

« NOUS découvrons un monde nouveau de l'art soviétique contemporain, inconnu jusqu'alors, qui nous étonne par son originalité, la profondeur de ses recherches et sa spiritualité », déclarait Claude Bernard en avril dernier à Paris, à l'occasion de l'exposition « Paris-Moscou 1930 » en 1981. Que celui-ci date du début du siècle — exposition « Popova » de décembre à mars 1989 — ou soit contemporain — exposition « Boulakov » (né en 1933) du 15 septembre au 15 octobre prochain.

Mais l'événement sera, à Paris comme à Leningrad, la rétrospective « Filonov », à partir du 1^{er} mars 1989. La première à l'étranger depuis Berlin en 1922. Le Musée Saint-Pierre à Lyon présentera également des toiles venues d'URSS : « La couleur seule, expérience du monochrome », en octobre et novembre prochain. Sans oublier, bien sûr, la FIAC.

Echange de bons procédés, le public soviétique, qui peut voir aujourd'hui au Musée Pouchkine les collections américaines des impressionnistes français, pourra découvrir : « Réalité de la peinture : l'art français contemporain » à Moscou, puis à Leningrad, du 1^{er} avril au 1^{er} septembre prochain.

WYPRZEM HAWKMAN - PONTA HAUTERVILLE - FORUM LES HALLES HORIZON - 34 JUILLET BASTILLE
34 JUILLET BEAUGRENELLE
VF - PONTA FRANÇAIS - PONTA MONTMARTRE - LES MARCHÉS

Photographie: CYRANO VERSAILLES

BLAKE EDWARDS
BUCKLE WILKS
JAMES GARNER

MEURTRE A HOLLYWOOD (CURSET)

LES FUS PISTOL... MARCO TITRO... GUY...
HUSON PARK... SAGE EDWARDS... SAGE WELLS... JAMES GARNER
MEURTRE A HOLLYWOOD... SAGE WELLS... HAWKMAN... JAMES GARNER
HAWKMAN... JAMES GARNER... SAGE WELLS... HAWKMAN... JAMES GARNER

Enquête

au stade industriel

banditisme

Des châteaux aux résidences secondaires, le marché clandestin de l'art se nourrit de richesses intarissables. Vedettes interpellées du trafic y côtoient roitelets du fric-frac ordinaire. Parfois on collabore. Les plus petits ont dû, eux aussi, s'organiser pour écouler au plus vite et de manière sûre les objets volés. Rien n'est fait au hasard. Le cambrioleur connaît les besoins de ses receleurs. Pas de stock, donc pas de preuve. Et de l'argent, vite disponible. Voilà une affaire qui tourne. Les victimes sont de plus en plus nombreuses, et il est difficile de se protéger. L'horloge franc-comtoise héritée du grand-père, les bijoux de famille, le tableau acheté avec amour dans une foire à la brocante, rien n'échappe à la gloutonnerie des cambrioleurs. Ces derniers ont un épais carnet d'adresses où «fourguent» leurs divers produits.

Un gang gitan qui écumaient depuis cinq ans l'est de la France vient d'être démantelé par la gendarmerie. «Mickey», le chef présumé, «Petit Cafouille», un receleur, «Gras-double» et d'autres hommes et femmes du clan Hurter travaillaient en famille avec beau-

coup d'astuce. Soixante cambriolages en Haute-Saône, en Haute-Marne et dans les Vosges. Dans le butin saisi, les bijoux anciens la «cuira», les pendules anciennes la Hi-Fi. Razzia sur les trois départements et recels à Lyon, à Saint-Ouen ou ailleurs : 35 millions de francs à ce jour. Avec des ramifications en Belgique.

Dès ses débuts, le clan Hurter sait tirer parti de l'éparpillement des brigades de gendarmerie et des parquets. Ceux qui vivent en caravane à l'orée d'une commune de Haute-Marne descendent à la Haute-Saône. D'autres, installés à Vesoul, se rendent dans les Vosges, etc. Le matériel est toujours le même : cagoules et pieds-de-biche, R25, BMW et camionnettes volées. Les ceintures de sécurité découpées servent à attacher la cargaison sur le toit des véhicules. Une 4L de gendarmes circule-t-elle dans les parages ? On appuie sur l'accélérateur. On pis, on coupe la ceinture et le chargement dégringole sous le nez de la 4L. L'opération terminée, on s'en va cacher le butin dans l'épaisseur d'un bois. Le receleur, qui connaît

l'emplacement, vient prendre livraison.

Malgré la bonne aventure prend fin le 29 avril 1988. Plus de cent vingt gendarmes arrêtent, au petit matin, trente-quatre personnes. Seize sont inculpées à Vesoul. Parmi elles, un riche marchand de Lyon et son fils, tous deux receleurs. L'union fait l'efficacité. Le lieutenant-colonel Legrand, du groupement de gendarmerie de Haute-Saône, avait suggéré de grouper les brigades des trois départements pillés pour contourner l'organisation des Hurter. Le parquet de Vesoul a coordonné l'ensemble, les deux autres juridictions lui renvoyant l'affaire. Le chef d'inculpation d'association de malfaiteurs a pu être utilisé, de manière à «criminaliser» le délit et de faire encourir aux membres du clan Hurter des peines d'emprisonnement plus lourdes.

La bonne affaire

Qui ne rêve, au jour de sa vie, de faire «une bonne affaire»? La sculpture africaine exposée pendant des mois dans la vitrine et que l'antiquaire cédera enfin, avec un apparent regret, pour un prix au rabais. Ou cette tapisserie — une «trouvaille» — achetée dans une foire de Provence, au quart, pensent-ils, de sa valeur... Viendrait-il à l'idée d'un collectionneur enthousiaste d'exiger, lors de son achat, un certificat prouvant l'origine de la poupée de porcelaine ancienne enfin découverte?

Voilà, en bout de course, la passion qui alimente tous les trafics. Œuvres et objets d'art font le bonheur de l'amateur. Certaines pièces pourtant «ne votent plus le jour», selon le jargon du métier. Très chères, trop reconnaissables, ces pièces volées sont soigneusement cachées. Mais le plaisir d'acquiescer à un Utrillo dans son coffre-fort reste limité. Le plus souvent, ces pièces «sans jour» sont transformées. Là encore, on n'arrête pas le progrès. La belle commode Louis XV changera quelque peu : un marbre se substitue à celui d'origine, trop facile à identifier. Et le tour est joué...

Enquête réalisée par DANIELE ROUARD



Portrait de M. Baudot, de Corot, volé à Sauroux (Côte-d'Or) en octobre 1984 et non rendu par les Japonais.

Repérer, identifier, récupérer, réprimer...

RE des Saussales, à Paris : les fonctionnaires de l'Office central de répression des vols d'œuvres et d'objets d'art sont débordés. Une foule de visiteurs se presse à l'exposition de photos présentée depuis le début de juillet. Le standard téléphonique est saturé, il faut installer des lignes supplémentaires. Mais que vient-on donc voir ? Les 1 500 clichés de 1 500 pièces volées en un an et découvertes par les enquêteurs chez un receleur de Saint-Ouen, M. Gonzalez, arrêté et écroué fin juin. A Saint-Ouen, à Paris, dans l'Ain : trois garages loués sous des prête-noms et deux domiciles inventoriés.

Pendules, bronzes, tableaux, meubles de style, porcelaines et faïences... Les visiteurs de l'expo — victimes, eux-mêmes de vols — espèrent reconnaître là un, ou plusieurs, de leurs biens. C'est difficile. Pour la plupart, ils n'avaient jamais pensé à photographier leur patrimoine. Et M. Gonzalez persiste à se taire sur l'origine de son butin.

Depuis sa création en 1976, cet office coordonne, sous l'autorité de la direction centrale de la police judiciaire, la lutte contre ce type de trafic. Vingt-cinq personnes ayant suivi une formation spécialisée travaillent, sous la responsabilité du commissaire Mireille Balestrazzi et de son adjoint, le commissaire Alain Defer. En 1987, l'Office a traité 1 933 vols : 49 en musée, 37 en galerie, 43 en magasin de vente, 93 en lieu de culte, 82 en château, 955 en maison individuelle et 874 en appartement. Une activité importante, en regard des moyens mis en œuvre.

A titre de comparaison, la direction des biens et du patrimoine, au ministère italien de la culture, dispose d'une cellule de coordination, à Rome, de 90 carabinieri. Cette cellule romaine vient de réussir à récupérer un Apollon de bronze

datant du cinquième siècle av. J.-C., disparu il y a cinq mois du musée de Naples. L'intervention a eu lieu avant que le butin ne franchisse la frontière. L'Apollon venait d'être acquis par un collectionneur helvétique pour 1 milliard de francs. La Dringhetta, organisation calabraise du crime, et la «Pizza Connection», branche de la Mafia, sont impliquées dans ces vols. Deux cents personnes, au total, ont été arrêtées.

La disparition de cet Apollon n'avait même pas été signalée. C'est d'ailleurs ce qui rend difficile, en Italie, comme en France ou ailleurs, le travail des enquêteurs. Les particuliers connaissent mal leur patrimoine. Les sous-sols des musées de provinces sont encore trop rarement inventoriés. De plus, les richesses artistiques restent peu assurées, les primes étant très élevées.

OVBI et OVBD

Comment repérer et identifier les œuvres dérobées ? La gendarmerie française met actuellement au point deux fichiers informatisés. L'un concerne les OVBI (objets volés bien identifiés), l'autre les OVBD (objets volés bien décrits).

Pour leur part, les professionnels, par l'intermédiaire de leurs syndicats, s'inquiètent de l'accroissement du trafic et du discrédit qui en découle. La Cote des amateurs d'art, publiée dans sa luxueuse revue mensuelle deux pages de photographies, sous le titre «Au voleur !»

Reste l'arsenal répressif. En France, la loi du 30 juin 1987, «relative à la prévention et à la répression du recel, et organisant la vente ou l'échange d'objets mobiliers», traduit la volonté de lutter contre cette forme de délinquance : peines de trois mois à trois ans d'emprisonnement, amendes de 10 000 à 2 500 000 francs qui peuvent atteindre la moitié de la valeur des œuvres recelées : confiscation éventuelle des objets et peines complémentaires, telle l'interdiction d'exercer soi-même ou par personne interposée.

Enfin, la tenue du «livre de police» est désormais obligatoire pour les organisateurs de ventes ou d'expositions publiques.

Mais, à l'approche de l'ouverture du marché unique européen, prévu pour 1993, il faudrait harmoniser entre pays de la CEE les réglementations du droit de propriété et des autorisations de transfert d'œuvres d'art. Déjà, en 1984, sur l'initiative de M. Alain Séaut, alors ministre des Relations extérieures, M. Roland Dumas avait fait adopter, à l'UNESCO, une charte des droits de chaque nation sur la sauvegarde de son patrimoine.

L'Europe de 1993 doit disposer de conventions, fussent-elles bilatérales dans un premier temps. Le juge turinois M. Gesso, son collègue de Limoges, M. Alain Reynal, et tant d'autres, magistrats ou policiers, le souhaitent vivement.

De nombreuses œuvres ont été très officiellement restituées d'un pays à l'autre. Récemment, encore, entre l'Italie et la France. Un exemple de délicate transaction en cours : des tapisseries volées à Paris, le ministre des Relations extérieures, M. Roland Dumas, avait fait adopter, à l'UNESCO, une charte des droits de chaque nation sur la sauvegarde de son patrimoine.

Mais en bout de course, et à défaut de loi, n'est-ce pas à l'amateur lucide d'exiger un certificat d'origine quand il achète une œuvre de valeur ? Encore faut-il que ce certificat ne soit pas de complaisance. Ce qui arrive parfois.

Communication

2,3 milliards de francs d'investissements pour 8 000 abonnés

A Paris, le câble ne fait pas recette

Paris voulait être la capitale du câble, la vitrine technologique de l'industrie française de la fibre optique. Lorsque, en 1983, M. Jacques Chirac signait avec le ministre des P et T d'alors, M. Louis Mermé, un protocole d'accord pour le câblage de la capitale, il ne s'agissait rien moins que de bâtir le premier réseau européen en reliant quelque 1,2 million de foyers. Cinq ans plus tard, et après un bonheusement audiovisuel, la situation est bien différente. France Télécom aura englouti, fin 1988, 2,3 milliards de francs dans le sous-sol parisien. En surface, près de 200 000 logements (325 000 environ fin 1988) sont déjà dans des zones «cercées», c'est-à-dire où passe le câble. Mais dans les immeubles, seuls 8 000 abonnés individuels (et trois mille chambres d'hôtel) acquiescent mensuellement, fin juillet, 148 francs pour recevoir 17 chaînes de télévision.

L'économie du câble est certes fondée sur le long terme, avec un décalage de deux ans au moins entre les investissements et la commercialisation des prises, et des déficits d'exploitation les premières années. Mais le chiffre de 8 000 abonnés à Paris semble comme un brutal rappel aux réalités : la vitrine n'attire guère le chaland.

Le poids des contraintes politiques et techniques

Car ce chiffre, quelle que soit la façon dont on le prend, est en deçà de toutes les prévisions. Les revirements de la politique générale du câble n'expliquent pas seuls les retards accumulés. La lenteur des accords avec les syndicats d'immeubles, les difficultés techniques à creuser dans Paris, la dispersion des chantiers, font que le nombre de prises réellement raccordées est inférieur à celui des logements «cercés» et s'établit à 135 000 en juillet 1988. Mais même rapporté à ce chiffre, le taux d'abonnement n'est (en assimilant les chambres d'hôtel à 1 000 abonnés) que de 6,7%. Certes, le taux d'abonnement des prises installées depuis plus d'un an atteint 13%, mais c'est toujours moins que les 15% prévus au bout d'un an par contrat entre France Télécom et la société d'exploitation Paris-Câble. Autant dire que cette dernière, qui regroupe la Lyonnaise des eaux (59%), la Ville de Paris

(30%) et la Caisse des dépôts, dépensera cette année 50 millions de francs (dont 13 millions rien que pour le canal local Paris-Première) alors que ses recettes atteindront à peine 20 millions ; et que son équilibre financier s'éloigne dans le temps.

Est-ce la faute du consommateur, éternel conservateur qui répugne à ouvrir son portefeuille pour s'assurer le dernier cri de la modernité ? Pas si simple. D'abord parce que le réseau n'a pas été conçu pour aller chercher le consommateur solvable là où il se trouve. Les contraintes techniques et politiques sont passées avant les critères commerciaux. La Ville de Paris a fait pression pour que chacun des vingt arrondissements ait son morceau de câble avant les municipales de 1989. En câblant d'abord de grandes tours en location plutôt que de petits immeubles en copropriété, la contrainte technique a renforcé l'émiettement. Résultat : les premiers lots câblés baignent souvent dans des mers d'indifférence, que leur population soit à forte proportion étrangère (dans les tours du treizième arrondissement) ou plus préoccupée du loyer que des derniers feuilletons de chaînes non francophones. A l'heure actuelle, le câble est là où on ne l'attend pas ; il n'est pas là où on l'attend, parfois impatientement ; et les aléas des chantiers parisiens, sous-traités à des entreprises de génie civil, font qu'un délai de trois à six mois peut s'écouler entre les premiers travaux dans une rue et un raccordement effectif, dont l'opérateur ne peut anticiper la date avec précision. Autant de frustrations qui s'accumulent.

France Télécom et Paris-Câble ont donc révisé leur stratégie. Ils concentrent leurs moyens sur des zones plus attractives commercialement, comme le seizième arrondissement, le sud du dix-septième, la rive gauche ou les quartiers que le butte Montmartre prive d'une bonne réception hertzienne. Mais comme il s'écoule vingt-quatre mois en moyenne entre la décision et le câblage effectif, du fait des contraintes planétaires, les premiers effets de ce redéploiement ne se feront sentir qu'en 1990.

En attendant, le câble doit vivre avec la seule distribution de programmes de télévision. Sans promettre plus qu'il ne peut donner. Inutile par exemple de vanter la réception parfaite des radios FM : l'embouteillage des fréquences sur la bande parisienne se retrouve à l'identique sur le réseau câblé, à tel point que l'argument a été retiré des pla-

quettes commerciales. Mémorables, s'abstenir.

Une baisse des tarifs déclencherait-elle une avalanche d'abonnés ? Paris-Câble en doute, qui dit n'avoir recueilli qu'une faible pénétration supplémentaire avec des offres groupées d'abonnement à moins de 100 francs. La société d'exploitation pense plutôt pour une extension de l'offre, en quantité et en qualité.

Comme tous les câble-opérateurs de France (le Monde du 31 mars), Paris-Câble voudrait plus de chaînes (une vingtaine au lieu des 17 actuelles). Très bien, répond France Télécom, mais pas question d'augmenter nos investissements, qui doivent se poursuivre à raison de 650 millions de francs en 1989, et de 500 à 600 millions chaque année suivante. La multiplication des canaux exige donc un effort financier de la Ville de Paris et de la Lyonnaise des eaux sous forme d'avance remboursable. Paris-Câble ayant décliné cette proposition, la négociation s'oriente vers la réduction des travaux (on ne câblerait pas tous les immeubles, mais seulement les plus «prometteurs» commercialement) ou leur décalage dans le temps, à enveloppe financière constante. On ne dépassera pas les 3,5 milliards de francs prévus pour le réseau. Il n'y aura pas plus de capitaux pour la capitale, dont pourtant le réseau, grâce à la densité de l'habitat, est un des moins chers à construire, avec 30 centimètres de génie civil par prise, contre souvent plus de 1 mètre ailleurs.

Pas découragée par les 11% de «câblés» qui ne renouvellent pas leur abonnement (un tiers de démanagements, un tiers de mauvais payeurs, un tiers de mécontents environ), Paris-Câble maintient une équipe commerciale importante pour vendre son service, à coup de lettres, de relations téléphoniques ou de réunions à domicile.

Pas d'interactivité avant 1990

Peut-être au moins attendre un second souffle des services interactifs, comme les chaînes à option ou le paiement à l'image, en attendant télé-surveillance et autres merveilles présentées comme l'avenir du câble ? Pas avant 1990 en tout cas. En effet, la fibre optique, qui permettrait la mise en place de ces nouveaux services, s'est révélée trop coûteuse. Elle a bien vite été reléguée à une zone de 40 000 foyers des douzième et vingtième arrondissements, dont les premières prises ne seront commercialisées qu'en septembre, après une longue phase de test pour résoudre des problèmes de connexion des appareils. Sur le reste du réseau en coaxial, les nouveaux services interactifs nécessitent des terminaux chez chaque abonné. Or leur production en série a été retardée par la laborieuse définition des caractéristiques de ces appareils : faut-il construire des «boîtes noires» sophistiquées mais chères, ou bon marché mais simples, avec alors le risque de ne pouvoir s'adapter aux usages futurs ?

Géographie dispersée au gré d'impératifs contradictoires, offre francophone restreinte, partage des responsabilités qui rend antagoniques les acteurs de ce nouveau marché, absence de nouveaux services, les faiblesses du câble parisien n'ont rien de particulier. Les mêmes clauses produisent les mêmes effets ailleurs en France. Pour y remédier, la mission câble d'ailleurs remis au gouvernement un rapport contenant des propositions. Pour relancer la machine aux images, chacun sent bien qu'il faut trouver de nouveaux rapports entre partenaires qui tiennent mieux compte de l'usager. Mais pour que ce dernier entre comme client dans la boutique du câble, il faudra plus qu'un ravalement de façade.

MICHEL COLONNA D'ISTRIA

TV 5 au Canada

TV 5, la chaîne francophone diffusée par satellite en Europe et en Afrique du Nord à destination des abonnés du câble, sera également disponible dès le 1^{er} septembre sur le câble canadien. La chaîne prendra donc le relais de TVFO 99 (qui diffusait diverses émissions produites par les chaînes publiques françaises) au Québec et dans certaines régions du Nouveau-Brunswick et de l'Ontario. Diffusée soixante-cinq heures par semaine, TV 5 consacrera les deux tiers de ce temps à des informations produites à 80% en Europe et à 20% au Canada. Journaux télévisés, magazines d'informations (ainsi que l'émission littéraire «Apostrophes») seront transmis par satellite, les autres produits étant acheminés par cassettes.

La bonne santé du «Canard enchaîné»

C'est un bilan de santé satisfaisant que peut afficher le *Canard enchaîné*, qui, dans son édition du 10 août, publie l'ensemble des comptes de sa société éditrice (les éditions Maréchal) pour l'exercice 1987. Ainsi le chiffre d'affaires du «journal satirique paraissant le mercredi» — sans publicité — a connu une progression de 9,82% sur l'exercice antérieur, et son bénéfice a augmenté de 22,08%, passant de 7,5 millions de francs fin 1986 à 9,2 millions de francs fin 1987, bénéfice affecté, comme les années précédentes, aux réserves. Les résultats des *Dossiers du Canard* sont, eux aussi, satisfaisants, qui font apparaître un chiffre d'affaires de 10 094 985 F et un bénéfice d'exploitation de 906 167 F.

Dans le domaine des ventes, la diffusion globale du *Canard* (395 622 exemplaires en 1987) n'a que très légèrement augmenté par rapport à 1986 (+ 0,27%), ce qui est notamment dû au recul de la diffusion à l'étranger (20 590 exemplaires) en raison de difficultés politiques rencontrées dans certains pays. La direction du *Canard* indique toutefois que la diffusion s'est nettement améliorée au premier trimestre 1988, du fait de l'actualité politique dense. Les ventes ont ainsi progressé de 5,5% au premier trimestre, de 22% en avril, culminant à 545 923 exemplaires au mois de mai (+ 49,5%).

CORRESPONDANCE

Une lettre de la Nouvelle Acropole

A la suite de notre article «La Nouvelle Acropole et l'intrus» (le Monde du 23 juillet), dans lequel nous relations les mésaventures d'un correspondant du journal *Politix* dit avoir été victime au cours d'un reportage sur cette organisation, la Nouvelle Acropole nous a adressé le droit de réponse suivant :

M. Fouchereau, journaliste indépendant, se présentant comme touriste désireux visiter les lieux dans lesquels se préparait une fête champêtre, organisée pour nos adhérents le 15 juillet, a été reçu, a pu observer, prendre des photos et ramener comme il était entré.

Sans doute déçu, il décide alors de porter plainte à la gendarmerie contre le membre de l'association qui l'avait accueilli. Devant la démarche et l'attitude étrange de cette personne à l'identité variable, l'association avait, dès son départ de la propriété, averti la gendarmerie de sa présence.

L'enquête de routine de la gendarmerie, lors de sa visite dans les bâtiments, n'a pas permis de déceler la présence de pseudo «initiés au crime rasé», comme il est indiqué dans votre article qui reproduit les dires de M. Fouchereau.

Il est à noter qu'une déclaration sur main courante a été faite par l'association à l'encontre du soi-disant touriste.

L'occasion nous est donnée de faire savoir au Monde que Nouvelle Acropole est une association sans but lucratif, qui a toujours combattu le terrorisme, la violence, le racisme, le sectarisme et les extrémismes de tout bord et que, au cours de ces dernières années, elle a accepté toutes les enquêtes des pouvoirs officiels, et ce notamment à la suite du rapport Vivien, afin de déterminer clairement qu'elle n'encourage, ni n'organise, ni ne possède aucune structure d'ordre subversif.

Le Monde

SÉLECTION IMMOBILIÈRE

appartements ventes

2^e arrdt

AP-BONNE-NOUVELLE
Cul., s.d.b., studio, w.c.,
chauf. cent., 278 000 F.
M.G.N. 43-87-71-55
38, bd Batignolles 75017

4^e arrdt

PL. ST CATHERINE
(Prie), 2 pièces, tr. ct. pou-
tres, cheminée, carrelage.
Tél.: 46-34-13-18.

7^e arrdt

BAC. Immeuble de grande
classe. Étage nobles, 4-10 m
sous plafond, serv., environ
100 m², parking.
Tél.: 45-1-58-57.

8^e arrdt

ST-AUGUSTIN
Studio sol., pierre de taille,
tout confort, refait.
350 000 F. 45-53-38-18.

R. DE ROME

Immeuble p. de t., standing,
4 p., 80 m², 1 675 000 F.
TRANS OPERA 43-45-23-18.

9^e arrdt

58, RUE RODIER.
Ent., cul., s.d., terrasses,
1 chbre., s.d.b., w.c.,
merr., jeu., 17 h 30-18 h 30.

12^e arrdt

DAUMESNIL
3 p. 70 m² + 1 p., école par
l'app., imm., s.d., belle
renovation, 1 385 000 F.
TRANS OPERA 43-45-23-18.

17^e arrdt

BO PEREIRE 3 P. 61 m²,
r.d.ch., imm., de s.d.,
belle s.d., 1 385 000 F.
TRANS OPERA 43-45-23-18.

TERNES

2 F. av. s.d., imm. en p. de t.,
2^e ét. rénové, 850 000 F.
TRANS OPERA 43-45-23-18.

TOCQUEVILLE PEREIRE.

4 p., part. de s.d.,
Pte 1 450 000 F.
Tél.: 47-08-81-81.

18^e arrdt

M. LAMARCK
(48 m² ent., cul., 2 p., s.
d'eau, w.c., 595 000 F.
Duplex 85 m², vue Impérat.
verd., sol., 1 895 000 F.

M.G.N. 43-87-71-55

38, bd Batignolles 75017

78-Yvelines

SAINT-GERMAIN-EN-LAYE
(ville du château) D. belle
pote Directeur 300 m², jol
jard., charme, 45-51-55-57.

propriétés

92

HAUTE-DE-SEINE
A VENDRE CHATELAIN
App. 70 m² au 2^e et 3^e ét.,
rue calme, verdure, pros-
tats commodités, tr. ct. ent.,
plan., out. équip., s.d., s.d.,
av. bal., 2 ch., s.d.b., w.c.,
ch. collée, cave, Dom.,
9 h 30-11 h 30, 21 h 30-
23 h 45-52-47-58.
Pte: 695 000 F.

95-Val-d'Oise

LAC D'ENGHIEN
(400 m), vue sup., 10^e et
11^e ét., 4 p., 85 m² +
belle, bon, 550 000 F.
Pte: 42-60-23-61.

maisons

individuelles

CHAVILLE, r.d. résidences.
5 m par St-Lazare, parti-
culier vend villa d'architecte
3 niveaux de 120 m², conv.
p/bur. imp. stas, récep.
magnifique s/jardin.
530 m². Escal. placement.
Pte: 4 500 000 F.
Tél. main: 38-50-55-54
ou 38-50-55-74,
soir 20 h 47-50-13-27.

BOIS COLOMBES

Gde maison bourgeoise, h.
est gén., belle récep., +
bureau + 7 ch., gde cuisine,
bains, plus w.c., chauff.
centr., garage, petit jard.
2 800 000 F. 43-08-81-87.

échanges

Collab. journal échangeant
appartement parisien contre
appartement lyonnais pour
un an. (1) 40-55-45-85 ou
(16) 78-35-30-80.

bureaux

LOCATIONS
Domiciliation 8^e
bureaux, télé., télécopie
AGECO 42-84-95-28.

DOMICIL.

depuis 80 F/MS
PARIS 1^e, 2^e, 12^e ou 13^e
INTER DOM 43-48-31-45.

VOTRE SIEGE SOCIAL

DOMICILIATIONS
SARL - RC - RM
Constitutions de sociétés
démarches et tous services
Fournisseurs téléphoniques
43-55-17-50

Votre adresse commerciale ou

SIEGE SOCIAL
bureaux, secrétariat, télé-
copie, fax, etc.
CONSTITUTION STES
ASPAC 42-83-50-50 +

INVALIDES BUREAU

60 m², construction récente,
très bon standing, loc.
Tél.: 45-51-55-57.

villegiature

SAINT-MANDÉ
FORTE PARIS MÉTRO
séjours longs, personnes
actives, jeunes, familles,
nombre de places
limité, jardin, s. Les Mercen-
naires 43-45-23-50.

LOCATIONS : LA SÉLECTION DES INSTITUTIONNELS



AGF La Défense

APPARTEMENTS ET MAISONS A LOUER

Ici, chaque mercredi, *Le Monde* publie une sélection d'appartements ou de maisons individuelles, appartenant à des propriétaires institutionnels (compagnies d'assurances, sociétés immobilières d'investissement, caisses de retraites, etc.). Ces annonces contiennent des informations précises dans une présentation uniforme destinée à faciliter la recherche des candidats locataires. Elles comportent chaque fois l'indication du commercialisateur, le tableau ci-après donnant son adresse et numéro de son téléphone.

DEPARTEMENT	COMMUNE	ARRONDISSEMENT	ADRESSE DU TITULAIRE + IMMEUBLE	TYP	ÉTAGE	SURFACE (m ²)	LOUER MOIS	CHARGES (hors pape)	CHUQUAGE INDIVIDUEL Bail: 3, 6, 9, 12	PARKING	COMMERCIALISATEUR	OBSERVATIONS
75	Paris	2 ^e	5, rue Volney	2 p.	6 ^e	61	5 785	914			GCI	
75	Paris	7 ^e	184, rue de l'Université	3 p.	2 ^e	98	8 180	1 446			SGI	
75	Paris	8 ^e	4, rue Jean-Goujon	3 p.	RC	98	7 800	1 362			SGI	
75	Paris	8 ^e	65/67, av. C. Etienne	2 p.	5 ^e	55	6 630	770			AGF	Vs/Rv.
75	Paris	13 ^e	7, rue de Rungis	4 p.	RC	81	4 650	1 235			SGI	
75	Paris	14 ^e	182, avenue du Maine	3 p.	1 ^e	71	5 822	860			SGI	
75	Paris	14 ^e	182, avenue du Maine	studio	3 ^e	39	3 700	428			SGI	
75	Paris	14 ^e	21, rue Jean-Zay	5 p.	5 ^e	96	8 800	1 151			SV/M	Duplex
75	Paris	16 ^e	2-4, rue Pierre-Louis	3 p.	4 ^e	82	7 000	1 303			SV/M	Maison de la Radio
75	Paris	16 ^e	58-52, rue du Ranelagh	2/3 p.	4 ^e	74	7 300	1 650			SV/M	
75	Paris	16 ^e	59 bis, bd Murat	3/4 p.	5 ^e	121	12 000	1 553			SV/M	
75	Paris	16 ^e	27-29, rue de Montevideo	3 p.	2 ^e	90	9 500	2 438			SGI	
75	Paris	16 ^e	46, rue Claude-Terrasse	4 p.	5 ^e	88	10 620	805			LIPE	S/P - 11 h - 19 h sauf mardi et dimanche 40-50-14-17
75	Paris	16 ^e	46, rue Claude-Terrasse	3 p.	4 ^e	73	8 665	665			LIPE	S/P - 11 h - 19 h sauf mardi et dimanche 40-50-14-17
75	Paris	16 ^e	46, rue Claude-Terrasse	2 p.	4 ^e	57	6 720	525			LIPE	S/P - 11 h - 19 h sauf mardi et dimanche 40-50-14-17
75	Paris	16 ^e	46, rue Claude-Terrasse	5 p.	4 ^e	110	11 790	990			LIPE	S/P - 11 h - 19 h sauf mardi et dimanche 40-50-14-17
75	Paris	17 ^e	18 bis, av. de la Grde-Armée	6 p.	5 ^e	198	18 800	2 600			AGF	Vs/RV
78	Saint-Germain- en-Laye		2 bis, rue de la Rochejaquelein	3 p.	2 ^e	74	5 850	740			AGF	Cave, parc 2 ha.
92	Boulogne		14, rue Gambetta	2/3 p.	4 ^e	64	3 800	1 181			SV/M	Proche bois
92	Boulogne		33, av. Anna-Jacquelin	4 p.	1 ^e	123	10 400	2 400			AGF	Cave, parc 2 ha.
92	Corbeville		Place Charrier, 2, av. du Parc	2 p.	11 ^e	51	4 400	280			AGF	Vs/RV
92	Corbeville		Place Charrier, 2, av. du Parc	4 p.	10 ^e	97	6 000	500			AGF	Vs/RV
92	Neuilly		8, rue des Dames Augustines	5 p.	4 ^e	135	9 720	2 110			AGF	Vs/RV
92	Neuilly		22 bis, bd du Général-Lecterc	3 p.	6 ^e	69	9 800	1 132			GCI	Terrasse 117 m ²
92	Neuilly		16, av. G. Pompidou	3 p.	6 ^e	74	4 600	600			AGF	S/P, cave
92	Neuilly		16, av. G. Pompidou	4 p.	5 ^e	100	5 850	800			AGF	Cave S/P
92	Neuilly		16, av. G. Pompidou	5 p.	1 ^e	125	6 800	1 000			AGF	Cave S/P
92	Neuilly		32, rue du Calvaire	1 ^e	6 ^e	49	2 940	782			SGI	
92	Neuilly		18, rue Salomon-de-Rothschild	4 p.	1 ^e	97	5 400	1 450			AGF	Cave
92	Neuilly		78, rue de Lagay	Studio	2 ^e	24	1 500	289			GCI	
93	Clichy		8, rue Guichard	3 p.	2 ^e	71	4 112	614			SV/M	Récent standing
94	Clichy		4, av. Constantin-Mercier	2 p.	3 ^e	56	3 472	490			SV/M	Récent standing
94	Nogent		38, rue du Port	2 p.	5 ^e	57	3 394	472			SV/M	Standing
94	Saint-Maur		186, bd de Créteil	3/4 p.	1 ^e	87	4 300	1 218			GCI	Espaces verts
95	MAISON Montmorency		3, rue de l'Opéra	5 p.		107	5 620	502			SGI	Pavil. av. cheminée

COMMERCIALISATEURS

LOGES UTILISÉS	NOM	ADRESSE	TÉLÉPHONE
AGF	AGF Location	27, rue La Fayette, 75009 Paris	42-44-00-44
GCI	General Concorde Immo	24, rue Mogador, 75009 Paris	42-60-62-93
LIPE	L'Immobilière Paris Europe	9, rue Le Peletier, 75009 Paris	42-47-78-00
SGI	SGI/CNP	34, rue Godot-de-Mauroy - 75009 Paris	47-42-17-61
SV/M	Sagel Vendôme (agence centrale)	39, boulevard Malesherbes, 75008 Paris	47-42-44-44
SV/C	Sagel Vendôme Courbevoie	square Viviani, 92400 Courbevoie	47-78-15-85
SV/F	Sagel Vendôme Flandre	90, rue de Flandre, 75019 Paris	40-34-38-50
SV/B	Sagel Vendôme Boulogne	204, rond-point du Pont-de-Sèvres, 92516 Boulogne	46-08-80-36

Légende des abréviations :
S/P : Sur place - V/S/RV : Visite sur rendez-vous - R.él. Soc. : Résidences services - Prox. : Proximité - M^o : Métro - Terr. : Terrasses - Gard. : Gardien - Lux. : Luxeusement.

Le Collège Français de Luxembourg,

inscrit sur la liste
des établissements français à l'étranger,
reconnu par l'Etat Français.

recherche Chef d'Etablissement
pour la rentrée septembre 1988.

Adresser C. V. à
l'Association de Gestion du Collège Français
de Luxembourg Asbl
50, rue Basse
« Don Haff »

Le Monde

CADRES

L'YVONNE RÉPUBLICAINE

QUOTIDIEN RÉGIONAL

JOURNALISTE

SECRÉT. DE RÉDACT.

PREMIER EXP. DEMANDE.

Barre à l'Yvonne

Barre à l'Yvonne

Barre à l'Yvonne

Barre à l'Yvonne

Barre à l'Yvonne

Barre à l'Yvonne

Barre à l'Yvonne

Barre à l'Yvonne

Barre à l'Yvonne

Barre à l'Yvonne

Barre à l'Yvonne

Barre à l'Yvonne

Barre à l'Yvonne

Barre à l'Yvonne

Barre à l'Yvonne

Barre à l'Yvonne

Barre à l'Yvonne

Barre à l'Yvonne

Barre à l'Yvonne

Barre à l'Yvonne

Barre à l'Yvonne

Les rendez-vous

IMMOBILIERS

du Monde

RENSEIGNEMENTS - PUBLICITÉ : 45-55-91-82, postes 41.38 et 43.24.

MERCREDI : La sélection immobilière

VENDREDI : Immobilier d'entreprise (LE MONDE AFFAIRES)

SAMEDI : Le Monde immobilier (LE MONDE RTV)

Chaque jour : Les annonces immobilières

Economie

SOMMAIRE

■ Le relèvement des taux d'intérêt américains a provoqué une forte remontée du dollar et perturbé les marchés financiers. Il constituera, pour les pays endettés, un poids supplémentaire (lire ci-dessous). ■ L'année

électorale américaine est propice aux OPA. La dernière opération en date concerne Interco, numéro un du meuble et de l'habillement (lire page 19). ■ Les syndicats FO et CFTD

remettent en cause la règle de l'élection des représentants des assurés sociaux. Ils souhaitent qu'on en revienne au mode de désignation par les organisations représentatives (lire page 19).

Décidé pour lutter contre l'inflation

Le relèvement du taux d'escompte américain a provoqué une hausse du dollar et une chute des cours à Wall Street

Craignant une résurgence de l'inflation aux Etats-Unis, la Réserve fédérale américaine a porté, le mardi 9 août, son taux d'escompte de 6 % à 6,5 %, une décision qui a immédiatement provoqué une nouvelle hausse du dollar et une baisse des actions à Wall Street, puis, mercredi, à Tokyo et sur les places européennes.

Après la Banque d'Angleterre lundi, la Réserve fédérale (la Fed) américaine a décidé, le mardi 9 août, le relèvement d'un demi-point de son taux d'escompte. Principal instrument de la politique monétaire, ce taux, qui est celui supporté par les prêts accordés par la

Fed aux institutions financières, atteint 6,5 %, son niveau le plus élevé depuis juillet 1986. La dernière augmentation avait été décidée le 4 septembre 1987, une hausse considérée à l'époque comme l'une des causes du krach d'octobre.

Tout en indiquant son intention de favoriser en même temps la hausse des autres taux d'intérêt à court terme, notamment des taux sur les *federal funds* qui devraient passer au-dessus de 8 %, la Fed a justifié sa décision par sa volonté de lutter contre l'inflation aux Etats-Unis et de réduire l'écart entre le taux d'escompte et les autres taux d'intérêt sur le marché monétaire.

Depuis plusieurs semaines, les dirigeants de la Fed, notamment son

président, M. Alan Greenspan, avaient manifesté leurs inquiétudes à l'égard de la situation économique américaine, le dynamisme actuel faisant craindre une résurgence de l'inflation. La croissance y reste effectivement soutenue (un rythme annuel de 3,1 % au deuxième trimestre après 3,4 % au premier). Les chiffres de l'emploi publiés vendredi (un taux de chômage de 5,4 % en juillet) et ceux sur l'évolution des gains horaires (qui progressent à un rythme annuel de 6 %) ont sans doute conforté les gouverneurs de la Fed dans leur analyse.

La Fed espère maintenant que la hausse du taux de l'escompte va avoir des effets sur l'ensemble des taux d'intérêt aux Etats-Unis, provoquant un renchérissement général du coût du crédit. Les banques pourraient ainsi être amenées à relever leur *prime rate*, actuellement de 9,5 %, c'est-à-dire le taux auquel elles prêtent à leurs meilleurs clients. Les établissements financiers pourraient également accroître les taux qu'ils pratiquent sur les prêts hypothécaires et les crédits à la consommation. D'ores et déjà, le Trésor américain, qui procède actuellement à une opération de refinancement trimestrielle, doit payer plus cher l'argent qu'il emprunte. Mardi, l'adjonction de deux à trois ans s'est faite à un taux de 8,77 %, le plus haut niveau depuis trois ans.

Déception du gouvernement

Le gouvernement américain a naturellement fait part de sa « déception » à la suite de cette décision de la Fed. « Nous sommes toujours déçus lorsque les taux d'intérêt augmentent », a déclaré M. Martin Fitzwater, porte-parole de la Maison Blanche, reconnaissant cependant que la politique de la Fed consiste à « équilibrer les pressions inflationnistes avec la croissance économique ».

S'il faut en passer par là

LAN GREENSPAN, le président de la Réserve fédérale (la banque centrale américaine), se veut le digne successeur de Paul Volcker, l'homme dont on dit qu'il a terrassé l'inflation aux Etats-Unis. La décision de M. Greenspan de relever d'un demi-point le taux de l'escompte est une preuve de son indépendance à l'égard du pouvoir politique. Toutefois, cette décision est sans doute justifiée sur le plan économique. Mais elle n'est pas sans danger... pour les républicains comme pour l'économie mondiale.

Faut-il rappeler que c'est ce même taux de l'escompte que M. Paul Volcker avait relevé en septembre 1980, et que le président sortant, Jimmy Carter, devait être battu, deux mois plus tard, par M. Ronald Reagan. Y a-t-il une relation de cause à effet ? En fait, le renchérissement du coût du crédit n'a sans doute pas de conséquences immédiates sur l'économie réelle. Mais de nombreux analystes sont convaincus que, pour les Américains, l'affichage dans les vitrines des banques de taux en hausse sera du plus mauvais effet.

M. Greenspan a pris la précaution d'annoncer sa décision une semaine avant la convention républicaine. M. Bush, qui devrait y être désigné comme candidat pour l'élection présidentielle de novembre, n'a pratiquement pas réagi. M. James Baker, secrétaire au Trésor et directeur de campagne de M. Bush, n'était visiblement pas au courant. N'ayant pas accepté de recourir à la politique budgétaire pour calmer l'économie américaine, les républicains se voient imposer une politique monétaire restrictive. La réduction du déficit budgétaire est énième prétexte, comme vient de le réaffirmer M. Volcker. Le coup de frein donné par la Fed était nécessaire, mais il intervient sans doute trop tard.

La hausse du taux de l'escompte américain est aussi dangereuse pour l'économie mondiale. Décidée sans réelle concertation au niveau international, elle renforce la « guerre des taux ». Les sept grands pays du monde industrialisés s'étaient, croyait-on, mis d'accord sur des parités entre les différentes monnaies, autorisées à fluctuer au sein de marges déterminées. Y a-t-il encore consensus à ce sujet ? Les seuls fixes ont, semble-t-il, été français. Va-t-on en outre de ce fait dans

une période de surenchère sur les taux d'intérêt ? La décision américaine fait suite au relèvement des taux allemands et britanniques. Les banques centrales de RFA et du Japon réfléchissent déjà à la réponse qu'elles vont donner à la décision américaine.

Depuis l'an dernier, tout le monde sait où peut mener une guerre des taux. Le 4 septembre 1987, c'est déjà M. Alan Greenspan qui avait décidé une hausse d'un demi-point du taux de l'escompte américain. La guerre était ouverte. La Bundesbank devait réagir quelques semaines plus tard en relevant à son tour ses taux. Le tout devait s'achever sur... le krach du 19 octobre.

La décision américaine met ensuite les autorités monétaires occidentales dans une situation inconfortable. D'ores et déjà, on craint sur les marchés financiers que la Bundesbank ne réagisse en procédant à nouveau à un relèvement des taux d'intérêt en Allemagne. Le Japon lui-même envisagerait d'y recourir. Pour la France et M. Pierre Bérégovoy, le ministre de l'économie, la poursuite d'une politique de baisse des taux d'intérêt deviendrait alors particulièrement difficile.

L'annonce du relèvement du taux de l'escompte américain a immédiatement provoqué une baisse sur les marchés des actions. Le renchérissement du coût du crédit devrait, dans l'esprit des investisseurs, se traduire par une moindre progression des chiffres d'affaires et profits des entreprises cotées. A New-York, le Dow Jones, le baromètre de la Bourse de Wall Street, était en baisse de 1,3 %, mardi, en clôture. Mercredi, Tokyo a chuté de 2,2 %.

E. L.

une période de surenchère sur les taux d'intérêt ? La décision américaine fait suite au relèvement des taux allemands et britanniques. Les banques centrales de RFA et du Japon réfléchissent déjà à la réponse qu'elles vont donner à la décision américaine.

ENERGIE

A Ivry

Elf commence l'exploration pétrolière du permis Paris-Ile-de-France

Ivry-sur-Seine va-t-elle devenir un petit Texas ? On le saura, peut-être, dans quelques semaines. Le mardi 9 août, le premier forage d'exploration pétrolière du permis Paris-Ile-de-France a commencé à Ivry-sur-Seine. Dans trois ou quatre semaines, le trépan devrait arriver à la profondeur de 1 980 mètres, dans la structure que les études géophysiques préalables ont jugé suffisamment intéressante pour y faire un forage (le Monde du 29 juin).

Une fois le forage proprement dit terminé, si des indices prometteurs sont détectés, viendront des tests et des essais qui devraient durer deux semaines. Si ceux-ci sont favorables, encore faudra-t-il forer plusieurs autres puits d'exploration pour délimiter le champ et en apprécier les réserves exploitables. Mais ne vendons pas la peau de l'ours : dans le bassin de Paris, seulement un forage sur six ou sept révèle des indices prometteurs.

La responsabilité du forage d'Ivry-sur-Seine incombe à Elf-Aquitaine. Un autre forage d'explo-

Australie

L'OCDE approuve la politique de rigueur

Dans une étude consacrée à l'Australie et rendue publique le mardi 9 août, les experts de l'OCDE (Organisation de coopération et de développement économiques) approuvent la politique menée dans ce pays depuis deux ans. Celle-ci est caractérisée par « une orientation restrictive de la politique budgétaire et de celle des revenus ». L'activité, restée vigoureuse au premier semestre de cette année, va décroître d'ici à 1989. Le PIB n'augmentera que de 2,5 % en 1989, contre 3,5 % prévu pour 1988. La balance courante ne sera déficitaire que de 9,75 milliards de dollars en 1988 contre 12,4 milliards en 1987. Le taux de chômage (8,1 % en 1987) devrait baisser à 7,25 % en 1988, mais connaître une légère hausse en 1989 en atteignant 7,5 %.

L'OCDE manifeste cependant deux inquiétudes. Une augmentation de la demande intérieure pourrait entraver la politique d'ajustement externe en provoquant une hausse des importations. Enfin, les révisions à la hausse des salaires doivent rester modérées afin de réduire encore l'inflation, qui devrait atteindre 5 % en 1988.

Commerce extérieur

Augmentation de l'excédent japonais en juillet

Le ministre des finances japonais a indiqué, le mercredi 10 août, que l'excédent commercial du Japon a augmenté en juillet, s'élevant à 7,16 milliards de dollars en données brutes, contre 6,94 milliards de dollars en juin. En données brutes, les exportations ont atteint 23,13 milliards de dollars en juillet et les importations 15,96 milliards de dollars. L'excédent commercial avec les Etats-Unis s'est élevé à 4,48 milliards de dollars. Les exportations vers la CEE augmentent de 26,6 % et les importations de 30,7 % en juillet. Enfin, avec les pays du Sud-Est asiatique, partenaires de plus en plus nécessaires à l'économie japonaise, l'excédent

REPÈRES

commercial atteint 1,73 milliard de dollars contre 1,49 en juillet 1987.

Coopérative de Moscou

Mise en route difficile

Le congrès constitutif de l'Union des coopératives de Moscou (deux mille adhérents environ) s'est tenu, le 9 août, dans la capitale soviétique. Les entreprises individuelles sont confrontées à de nombreux problèmes, ont souligné les orateurs, évoquant leurs rapports difficiles avec les autorités locales. Ces entreprises collectives ont des difficultés à s'approvisionner régulièrement en matières premières auprès du secteur étatique. Certains quartiers de la ville ne suscitent pas suffisamment la création des coopératives. Elles peinent difficilement à s'imposer dans la population, cette dernière se montrant réticente à cette forme de commerce, nettement plus cher que le système étatique.

Semi-conducteurs

Vers un assouplissement du protectionnisme américain

L'administration Reagan va modifier une partie de ses règles anti-dumping afin d'encourager les livraisons japonaises de certains semi-conducteurs, disponibles actuellement en quantités insuffisantes sur le marché américain. Cette mesure, révélée par le *Wall Street Journal*, pourrait donner un coup de pouce aux importations de microprocesseurs (DRAM) de 256 kilobits et une réduction entrant dans certains ordonnances. Malgré cela, les milieux industriels américains estiment que les tensions subsisteront en raison de l'insuffisance des capacités de production face à un accroissement de la demande de mémoire permanente. La pénurie qui sévit actuellement dans certains types de « puces » est un des effets pervers du code de bonne conduite imposé en 1986 par les Américains pour tenter de contrôler le dumping japonais dans les semi-conducteurs.

TRANSPORTS

Après les accidents des gares de Lyon et de l'Est

Le collectif des cheminots met en cause le règlement

« Ras-le-bol », l'expression revient comme un leitmotiv dans la salle où sont réunis, mardi 9 août, les représentants du collectif cheminots intercatégoriques. Ce mouvement, né de la grande grève de l'hiver 1986-1987, ne pouvait plus rester muet après l'accident de la gare de l'Est. Depuis le début de l'été, les événements se sont cumulés pour faire monter la tension : la condamnation des cheminots dans les accidents de Fianjanc et d'Argentan-sur-Creuse de 1985, les deux catastrophes ferroviaires des gares de Lyon et de l'Est, et, dimanche dernier encore, la mort d'un chef de manœuvre à Austerlitz.

« La SNCF est responsable », proclame le collectif. Pour preuve, il précise que, dans chaque cas, un règlement a suivi l'accident au lieu de le prévenir. Concernant la gare de Lyon, le collectif s'insurge contre le reproche adressé au conducteur de train. « Il a respecté le guide de dépassement qui impose seulement une vérification en cabine. Or, trois

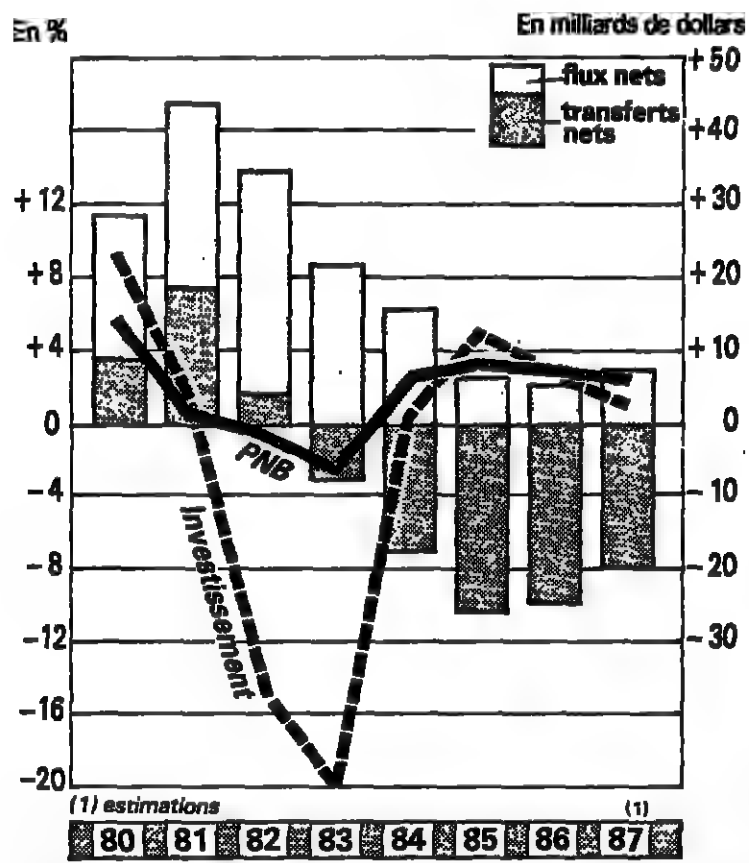
jours plus tard, la SNCF a envoyé un télégramme pour demander que le freinage de l'ensemble des voitures soit vérifié ». Un exemple, pour les cheminots, de l'attitude de la SNCF, qui refuse de prendre le temps d'une réflexion approfondie.

Le collectif dénonce, d'autre part, les compressions d'effectifs, considérées comme facteur d'insécurité. Un point de vue partagé par la Fédération nationale des associations d'usagers des transports (FNAUT), qui, dans un communiqué, souligne « la responsabilité indirecte des pouvoirs publics ». La Fédération renouvelle sa demande de réunion d'urgence d'une table ronde sur la sécurité dans le chemin de fer regroupant toutes les parties concernées.

● Mise en vente à Amiens de parcelles anti-TGV. — M. Robert Mallet, ancien recteur de l'académie d'Amiens, ancien recteur de l'académie de Paris, a été le premier acquéreur d'un mètre carré de terrain faisant partie d'une parcelle achetée par l'association TGV-Amiens-Picardie-Normandie pour l'aménagement du tracé officiel du TGV Nord (le Monde du 10 août). Cette opération a eu lieu au cours d'une cérémonie-manifestation qui s'est déroulée le mardi 9 août dans la cour de la gare d'Amiens. Le geste du recteur Mallet a été aussitôt suivi par plusieurs dizaines d'Amiénois. En achetant des terrains sur le tracé officiel qui évite Amiens, et en les revendiquant 10 F le mètre carré à des particuliers, l'association, qui prend à sa charge les frais de notaire, entend ainsi multiplier les propriétaires. Elle en espère des milliers, et veut ainsi augmenter les difficultés de l'administration lorsque surviendront les expropriations avant les travaux. — (Corresp.)

● Dix-neuvième grève des équipages d'Air Inter. — Les syndicats des pilotes (SNPL et SPAC) et des mécaniciens navigants (SNO-MAC) d'Air Inter ont déposé un préavis de grève météorologique, de 0 heure à 8 heures, du 16 au 21 août inclus. Ils entendent ainsi, pour la dix-neuvième semaine depuis le début de l'année, obliger la direction à décider, à titre d'essai, de faire conduire par deux pilotes et un mécanicien l'Aéronef A-320 conçu pour un équipage de deux pilotes seulement. La deuxième A-320 de la compagnie lui a été livrée le 5 août. Il est piloté depuis le 8 août, à deux.

Un poids supplémentaire pour les pays endettés



La hausse des taux d'intérêt aux Etats-Unis va peser sur la dette des pays en voie de développement. L'endettement global de cent cinquante-neuf pays allant de l'Algérie à la Zambie, en passant par les pays les plus endettés d'Amérique latine, a augmenté de 6,5 % en six mois (fin juin à fin décembre 1987) pour atteindre 976 362 millions de dollars (6 249 milliards de francs) indique un rapport conjoint de la Banque des règlements internationaux (BRI) et de l'OCDE.

Le Brésil reste le pays le plus endetté avec 88 milliards de dollars (563 milliards de francs) à la fin

de décembre 1987, devant le Mexique, 80 milliards de dollars (512 milliards de francs). Le cas des pays les plus endettés (1) est suivi avec attention par la Banque mondiale. Ces pays, au nombre de dix-sept, ne parviennent pas à redresser la courbe de leurs investissements et continuent de rembourser plus qu'ils ne reçoivent.

Source : Banque mondiale.

(1) Argentine, Bolivie, Brésil, Chili, Colombie, Costa-Rica, Côte d'Ivoire, Equateur, Jamaïque, Mexique, Maroc, Nigeria, Pérou, Philippines, Uruguay, Venezuela, Yougoslavie.

(Publicité)

ROYAUME DU MAROC

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE LA RÉFORME AGRAIRE

OFFICE RÉGIONAL DE MISE EN VALEUR AGRICOLE DU LOUKKOS

AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAUX

N° 16/88 & 17/88. - SÉANCE PUBLIQUE

Le directeur de l'Office régional de mise en valeur agricole du Loukkos reçoit, jusqu'au 19 octobre 1988 à 15 heures, les offres de prix relatives aux appels d'offres suivants :

AOI N° 16/88 :

Fourniture et mise en œuvre des drains enterrés. Les travaux de cet appel d'offres sont répartis en deux lots :

Lot n° 1 : Plaine rive droite : 2 569 000 m² de tuyaux souples en PVC annelés de 65 mm de diamètre et 174 000 m² de 100 mm de diamètre.

Lot n° 2 : Secteur G4 : 16 000 m² de tuyaux souples annelés en PVC de 65 mm de diamètre et 35 000 m² de 100 mm de diamètre.

AOI N° 17/88 :

Régimes et travaux de drainage. Cet appel d'offres est réparti en deux lots :

Lot n° 1 : Concernant les secteurs D1 et D3 de la Plaine rive droite pour une superficie de 1 973 ha.

Lot n° 2 : Concernant le secteur G4 de la Plaine rive gauche pour une superficie de 860 ha.

Les travaux de ces appels d'offres bénéficient d'un financement conjoint de la Banque africaine de développement (BAD) et du Fonds arabe de développement économique et social (FADES) pour la Plaine rive droite et d'un financement de la BAD pour le secteur G4 de la Plaine rive gauche. Ces appels d'offres sont limités aux pays membres de la BAD ou participants au FAD.

Les dossiers sont à retirer de l'ORMVA du Loukkos, contre versement de 1 000 DH par dossier certifié pour chaque appel d'offres. Les sociétés qui désirent recevoir le dossier par voie postale doivent à leur demande d'envoi un supplément de 100 DH.

L'ouverture des plis, en séance publique, aura lieu le 19-10-1988 à 15 heures, au siège de l'ORMVA du Loukkos.

Le directeur de l'ORMVA du Loukkos, KSAR EL KEBIR BP 46 - Tél. 33806

Économie

AFFAIRES

Offre publique d'achat sur Interco

L'année électorale américaine est propice aux OPA

Solides avant inventaire ? Connaissant le peu de sympathie de Michael Dukakis pour le petit monde des raiders et les offres publiques d'achat (OPA) sauvages, certains hommes d'affaires américains profitent des derniers mois de l'administration Reagan pour lancer quelques raids qu'ils espèrent profitables.

Si l'année 1986 fut la grande année des OPA (près de 250 milliards de dollars d'offres lancées),

1988 se présente comme un excellent millésime : au cours des six premiers mois, on a déjà enregistré 233 milliards de dollars d'OPA annoncées. Dernière en date, tandis que les rumeurs sur Pillsbury continuent de circuler : Interco, le numéro un américain de l'habillement et du meuble, est dans la ligne de mire de deux habiles businessmen de Washington.

OPA un retour sur la scène de Wall Street fort remarquée.

Les frères Rales ne cachent pas leurs intentions : s'agit Interco dans le giron du groupe d'investisseurs qu'ils ont formé, City Capital Associates, ils revendront la filiale habillée de la partie des chaînes de magasins et du secteur chaussures. Un dépeçage dans les règles de l'art.

De leur côté, les dirigeants d'Interco font la moue : 70 dollars l'action est encore trop bas. Pour couper l'herbe sous les pieds aux frères Rales, Interco vendra elle-même sa division habillement et pourrait annoncer dans les jours à venir quelque contre-attaque classique dans ses cas-là pour fidéliser son actionnariat, le versement d'un dividende extraordinaire par exemple.

On l'aura compris, c'est exactement le genre d'opération qui ne plaît pas à Michael Dukakis et à ses conseillers : ils considèrent que trop d'OPA ne sont que simples jeux de hasard utilisant des actifs comme mises, sans véritable rationalité économique. On ne peut s'empêcher de remarquer d'autre part que la position des dirigeants d'Interco est assez ambiguë : tout en clamant leur désir d'indépendance, ils discutent en fait le prix de l'OPA. Certains analystes prétendent même qu'ils pourraient profiter de cette opération pour lancer un rachat de l'entreprise par ses cadres.

DIDIER POURQUERY.

Dépeçage au programme

C'est précisément cette date qu'ont choisie les frères Rales pour contre-attaquer. Lundi dernier, profitant de la réunion, ils ont fait savoir qu'ils montaient leurs enchères à 2,6 milliards de dollars, soit 70 dollars l'action. Une stratégie logique, puisque celle-ci à Wall Street avait déjà passé la barre des 64 dollars de leur première offre. En même temps, ils annonçaient qu'ils avaient dans l'affaire un partenaire de poids, les inévitables Drexel-Barnham-Lambert, les rois des « junk bonds », qui font avec cette

AGRICULTURE

Un budget en progression de 3,5 %

Budget de semi-régime pour le ministre de l'Agriculture, qui, avec 36,2 milliards de francs pour 1989, enregistre une augmentation de 3,5 %. Sur ce total, 295 millions de francs devraient permettre, dès 1989, le « gel » de 300 000 à 400 000 hectares. L'enseignement agricole est le principal bénéficiaire du budget, avec la création de cent trente-cinq postes. Dans le cadre du plan d'aide aux agriculteurs en difficulté, 275 millions de francs devraient se répartir entre quarante mille exploitants.

Dans le budget annexé des prestations sociales (BAPSA), la subvention de l'Etat augmente plus fortement (+ 12,4 %) que les cotisations sociales (+ 5,8 %). Le budget du ministre bénéficie des économies réalisées dans la bonification des prêts (400 millions de francs) et de la baisse de soutien des cours décidée par Bruxelles. Seul point noir, l'aide aux industries agroalimentaires, jugée insuffisante par le ministre de M. Nallet.

Un témoignage sur le gel des terres

Ne jouons pas avec le feu

C'était le sixième-vingt-neuvième jour, John n'avait jamais vu ça, même le père de Sam qui avait connu le dust bow (1) ne souriait plus. Au début, John était comme les autres, rempli d'espoir, les blés peinaient sous cette chaleur, mais rien d'inquiétant. Et puis au fil des jours et des degrés, son optimisme se mit à s'évanouir. Cette plaine de l'Iowa qu'il aimait tant commençait à prendre une drôle de couleur. Pas un souffle de vent, des millions d'épis immobiles, silencieux, blanchis par ce soleil insupportable, attendaient la mort. La mort de dizaines de milliers d'hectares stérilisés, castrés par cette chaleur implacable et incontournable.

Grâce à l'évolution spectaculaire de nos sociétés occidentales, qui a apporté incontestablement confort et sécurité à l'homme, celui-ci s'est peu à peu déconnecté de ses racines, la terre. La terre, cet extraordinaire support que l'homme a su utiliser pour nourrir ses enfants et sa famille depuis toujours.

La complexité des marchés, la multitude des interactions économiques tel un gigantesque labyrinthe ne nous font plus percevoir la relation, pourtant évidente entre l'agriculture et ce que nous mettons dans notre assiette. C'est en vivant des métiers de la terre que l'on appréhende plus facilement cette relation fondamentale. En effet, lorsque l'on circule dans les rayons alimentaires d'un super-marché, on s'imagine plus, marketing oblige, que derrière ces pots de yaourt se cache quelque part dans un élevage une vache laitière qu'il faut traire deux fois par jour, que derrière ces saucisses et ces pâtés sous plastique se dissimulent des porcs qui viennent du même élevage qui ne trouvaient plus d'acquéreurs au marché au quadrant, de même pour le pain, les biscuits et les pâtes, ils sont tous et toutes issus de ces mêmes grains qui brûlent sur le gigantesque barbecue américain que sont devenus l'Ohio, le Minnesota, le Dakota et les autres du fait de l'effroyable sécheresse de cet été.

Ironie du sort, cette calamité outre-atlantique frappe au moment où la presse européenne fait grand bruit autour du gel des terres agricoles. Qu'il est loin le temps des famines et des ventres creux, l'être des excédents est arrivé, trop, trop de tout. Les marchés croulent sous les produits, certaines denrées ne valent plus rien car excédentaires. Haro sur l'excédent agricole, le cauchemar qui hante les sessions de travail de nos responsables européens. J'aimerais tout d'abord dire que je préfère ce type d'angoisse à celle de la mère éthiopienne qui entend pleurer de faim son enfant mourant.

Ne jouons pas avec le feu. L'excédent agricole reste tout de même notre sécurité alimentaire, et, comme toute assurance, cela se paie.

Tout ce que nous consommons est issu de matières premières vivantes, donc soumises aux règles du vivant, à des paramètres que nous ne pouvons pas toujours contrôler, climat, maladies, parasites.

J'ai personnellement enregistré l'année dernière une nouvelle variété de blé certifiée, contrôlée, tamponnée et étiquetée. Cette nouvelle semence s'est révélée stérile à la moisson, les épis ne portaient pas de grains ou très peu. Petit incident, car grâce à Dieu je n'avais enregistré que 3 hectares de cette variété, je vous laisse imaginer la catastrophe sur une plus grande surface. Je ne veux pas dire qu'il faut maintenir, nos excédents au niveau actuel, mais je crois que notre niveau d'évolution économique devrait nous permettre de « nous payer le luxe » de maintenir un coussin de sécurité indispensable, même si cela doit nous coûter. L'équilibre économique à tout prix ne tient plus lorsqu'il s'agit de l'essentiel pour nous et nos enfants.

Catastrophisme me direz-vous ? Non, bon sens tout simplement. Il faut savoir que grâce aux technologies nouvelles nous aurons à notre disposition des semences de plus en

plus spécialisées, de plus en plus performantes, de plus en plus productives. Nous nous orientons vers la semence unique, super-championne toutes catégories. Mais comme tout atout de haut niveau, ces variétés seront de plus en plus fragiles et vulnérables face à des agents extérieurs imprévisibles ou inconnus.

Il faut vivre de la terre pour comprendre avec quelle violence la nature peut parfois frapper. Le paysan sait qu'il n'aura jamais le dernier mot et que l'on n'a pas trouvé la formule miracle. Il sait qu'il travaille avec du vivant et que la réaction de ce monde végétal (ou animal) si sophistiqué soit-il sont imprévisibles et peuvent être incontrôlables. C'est une partie du charme de ce métier, nous ne sommes jamais totalement maîtres à notre disposition.

J'aimerais que les hommes politiques qui décident du gel des terres, et qui veulent faire table rase des excédents, de ces réalités agricoles et qu'ils gardent toujours en mémoire cette terrible sécheresse américaine ou encore les ravages des crues pénétrant en Afrique du Nord. Dans ces deux exemples la nature a frappé et l'homme est resté impuissant.

MARC WINOCOUR (Agriculteur)

(1) Zone semi-désertique.

● PÊCHE : incidents franco-espagnols. — Plusieurs incidents se sont produits récemment dans le golfe de Gascogne entre pêcheurs français et pêcheurs espagnols. Le *Parthénos*, un thonier de Saint-Jean-de-Luz, a été attaqué par des bateaux espagnols qui pêchaient aux alentours. Les équipages se sont lancés des boules, des bouts de ferraille et des bouteilles d'essence. Cet incident, survenu après plusieurs autres du même genre, est dû à la concurrence de deux modes de pêche dans les mêmes parages : au filet ou à la longue ligne.

SOCIAL

A la Sécurité sociale

FO et la CFDT demandent le retour à la désignation des représentants des assurés

Les syndicats vont-ils être confrontés à une nouvelle élection électorale en 1989 ? Théoriquement oui : le mandat de six ans des 4 067 administrateurs des 133 caisses primaires d'assurance-maladie et celui des 2 092 administrateurs des 119 caisses d'allocation familiale, élus au scrutin proportionnel, le 19 octobre 1983, par plus de 28 millions d'assurés sociaux de plus de seize ans, arrive à expiration.

Dès le début de son premier septennat, M. François Mitterrand avait donné satisfaction à une ancienne revendication de la CGT et de la CFDT visant à revenir à la règle de l'élection des représentants des assurés sociaux telle qu'elle existait jusqu'aux ordonnances du 21 août 1957 qui l'avaient remplacée par la désignation des administrateurs par les organisations représentatives des salariés et des employeurs. La loi du 17 décembre 1982 ne s'était pas contentée de revenir à l'élection des représentants des assurés dans les caisses locales, elle avait également mis fin à la parité (les représentants des employeurs et des assurés se partageant moitié-moitié les sièges).

Désirée par la CGT et la CFDT, la réforme avait été critiquée par FO, opposée à l'élection, et combattue par le CNPF, très hostile à l'abandon de la parité, la nouvelle répartition ne lui laissant qu'un peu moins d'un tiers des sièges. Mais la nouvelle architecture, compliquée, des conseils avait été loin de donner tout à fait satisfaction aux partisans de la réforme. Elle combinait en fait élection et désignation.

Les représentants des travailleurs indépendants (commerçants, artisans, professions libérales) étaient élus dans les caisses locales d'allocation familiale, mais pour les employeurs, devenus minoritaires, la désignation par les organisations représentatives restait la règle. Le ministre chargé de la Sécurité sociale avait le privilège de désigner des personnes qualifiées dans les conseils, tandis qu'une « troisième composante » était introduite, faisant apparaître des représentants, non élus, ici de la Mutualité, là des associations familiales, ailleurs des associations de retraités.

La loi du 17 décembre 1982 — qui n'a jamais été complétée, comme prévu, par une autre loi donnant une réelle autonomie de gestion aux conseils, — va-t-elle être remise en

question en octobre 1989. Mais les confédérations syndicales représentatives, qui ont le monopole de candidatures, sont partagées sur l'opportunité d'un tel « test ». FO et la CFDT demandent le retour à la désignation des administrateurs. La décision dépend du gouvernement et devrait être prise prochainement puisque le délai nécessaire à la préparation d'une telle consultation est d'environ un an.

cause ? Si le gouvernement décidait d'abandonner la règle de l'élection, il devrait présenter un projet de loi à la session d'automne. Pour l'heure, les craintes, avouées ou sous-entendues, viennent plutôt des organisations syndicales. Elles sont de quatre ordres.

La première tient à la participation au scrutin. En 1983, aux élections à la Caisse primaire d'assurance-maladie, le taux d'abstention avait été de 47,40 %. Mais lors des dernières élections provinciales du 9 décembre 1987, portant sur un collège électoral plus restreint, l'abstention avait atteint 54,10 %. Le risque serait grand de retrouver une abstention au moins aussi élevée au terme d'une année électorale (cantonales, référendum sur la Nouvelle-Calédonie, municipales, européennes).

Des élections différées ?

La seconde crainte tient à la politisation du scrutin. La CFDT redoute, en particulier, une campagne du Front national sur le thème « Ce sont les immigrés qui creusent le trou de la Sécurité sociale ». Autre inquiétude des syndicats, qui ont de plus en plus de mal à faire entrer les cotisations, le coût. Difficile, pour eux, de dilapider des millions dans une campagne électorale. « Cela coûte les yeux de la tête ! », assure M. André Bergeron. Sous-jacente, la quatrième crainte n'est pas la moins sérieuse. D'ici à octobre 1989, trois organisations — FO, la CFDT et vraisemblablement la CGT — auront changé de secrétaire général. Alors que la campagne est très médiatisée, les successeurs, quels qu'ils soient, auront du mal à faire bénéficier leurs organisations d'une image qu'ils n'auront pas encore eu le temps de faire passer dans l'opinion.

Tous ces éléments jouent et conduisent, dans l'immédiat, les syndicats à offrir un front déuni, ce qui ne facilite pas la prise de décision des pouvoirs publics. La CGT, qui a la conviction qu'elle regagne des points sur le terrain électoral, est fermement décidée à ce que les élections aient lieu à la date prévue. La CFDT est également favorable au maintien du scrutin. Tout en jugeant la multiplication des élections « dangereuse », M. Jean Bonnaud ajoute : « On tient beaucoup à ce qu'il y ait une consultation générale, car c'est un test national de représentativité des organisations. » Mais la CFDT semble ouverte sur la question de la date du scrutin.

FO demande le retour au système de la désignation des représentants par les organisations syndicales représentatives avec la même vigueur que la CGT la refuse. « Ce

n'est pas une question d'opportunité, c'est une question de principe », affirme M. Bergeron. Pour autant, FO ne demande pas le retour pur et simple aux ordonnances de 1967 et à la parité, la question de la répartition des sièges pouvant donner lieu à discussions.

Le changement le plus notable vient de la CFDT. Appuyant favorable à l'élection, elle vient de se prononcer, par la voix de son bureau national, pour la désignation mais... en écartant tout retour à la parité d'après 1982 (1). « On s'était prononcé en faveur des élections, dit-on à la CFDT, en demandant qu'une plus grande autonomie de gestion soit accordée aux conseils d'administration. On a eu les élections, mais la tutelle de l'Etat n'a pas été allégée... »

Avant de prendre sa décision, qui, comme on le reconnaît dans les milieux gouvernementaux, est un « problème d'appréciation politique », M. Claude Evin, ministre de la solidarité, de la santé et de la protection sociale, devrait recevoir les syndicats début septembre. Peut-être se montrera-t-il attentif à la suggestion que lui a faite M. Paul Marchelli dans une lettre adressée fin juillet. « Tout en demeurant absolument fermes sur le principe de l'élection des administrateurs de la Sécurité sociale, écrivait le président de la CFE-CGC, nous ne serions pas hostiles à les différer pour permettre de les préparer dans le calme et la sérénité. » S'il écoutait, M. Evin pourrait alors prolonger d'un an ou de dix-huit mois le mandat des administrateurs. Mais ce ne serait qu'une solution d'attente.

MICHEL NOBLECOURT.

(1) Cette décision a été prise par le bureau national de la CFDT en juillet, mais n'avait pas été rendue publique.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



COMPAGNIE OPTORG

Le Conseil d'administration s'est réuni le 8 août 1988.

A la suite de la démission de SUEZ INTERNATIONAL, M. Gilbert SALOMON, devenu actionnaire principal de la Compagnie, a été coopté comme Administrateur et désigné comme Président de la Compagnie en remplacement de M. Jean-Pierre PROUTEAU.

Le Conseil d'administration, sur proposition de M. Gilbert SALOMON, a confirmé MM. Fernand GABET et Jean-Pierre GUGENHEIM dans leurs fonctions de Directeurs-Général.



eparfonds

Société pour la gestion de Fonds Communs de Placement 5, avenue de l'Opéra - 75001 PARIS Tél. (1) 49 27 04 51

Changement de gérant et modification des commissions de souscription des Fonds communs de placement OBLIPREMIERE 1 à 11, OBLIPREMIERE A, B, C, D, E, F, et OBLICOURT 1 et 2.

Nous informons les porteurs de parts des Fonds communs de placement OBLIPREMIERE 1 à 11, OBLIPREMIERE A, B, C, D, E, et F, ainsi que OBLICOURT 1 et 2, que conformément à l'article 15 de la loi n° 79-594 du 13 juillet 1979 et l'article 5 du décret n° 83357 du 2 mai 1983, le président du tribunal de commerce de Paris a par une ordonnance du 18 mai 1988 désigné la SA EPARFONDS (filiale de la Caisse des dépôts et consignations) en remplacement de la SA de la Caisse des dépôts et consignations pour la gestion des Fonds communs de placement en tant que gérant.

Ce changement est lié à la mise en place d'une nouvelle organisation au sein du groupe de la Caisse des dépôts et consignations pour les activités de gestion des Fonds communs de placement distribués dans les réseaux. Il ne constitue qu'une opé-

ration interne de caractère purement technique qui n'affectera ni les caractéristiques des Fonds communs ni les conditions dans lesquelles la gestion de l'actif de ces Fonds communs de placement est assurée.

Nous informons également les porteurs de parts des Fonds communs de placement OBLIPREMIERE A, B, C, D, E, et F, ainsi que OBLICOURT 1 et 2 de la réduction de la commission de souscription qui passera de 0,2 % à 0,1 % de la valeur liquidative, et cela à compter du 5 septembre 1988. Pour les Fonds communs de placement OBLIPREMIERE 1 à 11, OBLIPREMIERE A, B, C, D, E, et F, ainsi que OBLICOURT 1 et 2, aucune commission de souscription ne sera prélevée en cas de souscription faisant immédiatement suite à un rachat effectué sur la même valeur liquidative, et cela à compter du 5 septembre 1988.



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Marchés financiers

Discussions à Bruxelles
à propos de l'OPA sur Irish Distillers

Les discussions vont bon train autour de l'intervention de la Commission européenne dans l'OPA lancée par le consortium anglo-irlandais GC & C Brands pour prendre le contrôle d'Irish Distillers. Rappelons que la Commission européenne a mis en garde les trois partenaires de ce consortium, à savoir Grand Metropolitan, Allied Lyons et Guinness, contre certaines modalités de l'OPA qu'ils mènent depuis fin mai contre le producteur irlandais de whisky. La CEE vise la possibilité de fixer un prix maximum pour l'achat des actions et la répartition des marques entre les trois partenaires en cas de succès de l'OPA.

Selon la presse britannique, les représentants des deux parties ont rencontré des responsables de la Commission européenne sur la suite de l'intervention de celle-ci et notamment pour savoir si elle permettrait une nouvelle OPA de l'un des partenaires du consortium. On semblait penser à Bruxelles que Grand Metropolitan serait susceptible de reprendre à son compte cette opération, mais on a refusé mardi 9 août, au siège de Grand Metropolitan, de commenter cette éventualité.

lit. Du côté d'Irish Distillers, le président, M. Joe McCabe, estime que, après plus de dix semaines que GC & C a annoncé son intention de prendre le contrôle de sa société, le résultat obtenu est tout à fait insuffisant (avec 20,34 % seulement des actions). Et il a ajouté : « Nous avons toujours pensé que le consortium qui est derrière GC & C avait été constitué pour limiter le prix que les actionnaires se verraient offrir pour leurs actions. Nous remarquons que la Commission européenne est d'accord avec cette opinion ».

Par ailleurs, des rencontres ont eu lieu entre des représentants de la commission britannique des fusions et absorptions (Takeover Panel), qui vient de publier son rapport annuel, et des représentants de la Commission européenne sur l'articulation entre les règles européennes et le code volontaire mis en œuvre par l'organisme britannique. Il ne semble pas qu'il y ait d'incompatibilité fondamentale entre l'attitude de la Commission européenne et les principes généraux du code britannique, mais des questions épineuses de calendrier.

Sa prise de participation de 21,7 %
ne serait que financière

Le Koweït s'engage à ne pas interférer
dans la gestion de BP

Le gouvernement du Koweït a annoncé, mardi 9 août, qu'il s'engageait formellement à ne pas augmenter sa participation (21,7 %) dans le capital du groupe pétrolier britannique BP, et à ne pas chercher à influencer la gestion de la compagnie. Cet engagement, inhabituel tant dans la forme que dans le contenu, a été contracté en faveur du ministre du commerce et de l'industrie — que sur le fond, vise, selon les avocats londoniens de l'émirat, à influencer favorablement la commission anti-monopoles britannique, saisie du dossier, qui doit rendre ses conclusions le 2 septembre.

Toutefois, le ministre britannique du commerce et de l'industrie, Lord Young, a indiqué qu'il considérait cet engagement comme dénué de validité et qu'il attendrait les conclusions officielles de la commission pour se prononcer sur la participation du Koweït dans la première compagnie pétrolière britannique (et troisième mondiale).

Répondant par avance aux objections éventuelles de la commission et aux craintes déjà exprimées par certains membres du gouvernement, le Koweït s'engage de façon extrêmement précise à ne pas exercer ses droits de vote au-delà de 14,9 %, à ne pas exiger de représentant au conseil d'administration ni à s'opposer à la nomination de dirigeants, et, dans le cas où il revendrait une partie de ses titres, à ne jamais posséder dans l'avenir plus de 20 % du capital de BP, bref, à ne jamais se mêler de la gestion du groupe.

Le KIO, bureau d'investissement londonien de l'émirat, a acquis cette participation progressivement à l'occasion de la privatisation du groupe britannique, intervenue en plein krach boursier, fin octobre 1987. En raison de la crise, les titres émis n'avaient pas trouvé preneur au prix initial et les investisseurs institutionnels qui s'étaient portés garants de l'opération avaient subi de lourdes pertes. Le KIO a

profité de l'occasion pour acquérir sur le marché boursier, par petits paquets, les actions BP à un prix extrêmement bas.

L'ampleur de la participation prise par un état producteur, membre de l'OPEP, dans la compagnie, lorsqu'elle a été connue, a provoqué un grand émoi en Grande-Bretagne. Le gouvernement et la direction de la compagnie craignaient que le Koweït n'interfère directement dans la stratégie du groupe, principal instrument de la politique énergétique britannique.

En dépit des engagements verbaux pris par le KIO et par le ministre du pétrole koweïtien lui-même, qui assuraient que cette prise de participation n'était qu'un bon placement financier à long terme, les autorités ont ordonné, en début d'année, l'ouverture d'une enquête par la commission anti-monopoles pour s'assurer que l'opération n'était pas contraire à l'intérêt public, BP étant désormais une compagnie privée. C'est en effet le seul moyen légal pour le gouvernement de pouvoir éventuellement ordonner au KIO de vendre ses parts dans la compagnie.

● Total rachète la participation de la Normed (39 %) dans Gaz Transport. — La firme Total vient d'acquiescer les 39 % que possédait la Normed dans la société Gaz Transport. Le principal actionnaire de Gaz Transport, société d'ingénierie marine, spécialisée dans la conception de méthaniers, est Gaz de France, avec 51 %, le reste, soit 10 %, étant détenu par le groupe Womms. Plus du tiers des méthaniers — navires spécialisés dans le transport de gaz liquéfié à très basse température — en service aujourd'hui ont été conçus selon la technique de Gaz Transport, précise Total dans un communiqué, ajoutant : « Par cet accord, Total, qui possède des positions importantes dans le gaz naturel liquéfié, entend renforcer son rôle dans la chaîne gazière ».

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



Le chiffre d'affaires global du groupe, pour le deuxième trimestre 1988, est de 5 219 millions de francs hors taxes (et de 5 570 millions de francs TTC).

Sa répartition est la suivante :

— BTP : 1 946 millions hors taxes
— Immobilier : 350 millions hors taxes
— Distribution : 2 428 millions hors taxes
— Nucléaire, électricité et divers : 495 millions hors taxes

Les facturations du 1^{er} semestre représentent globalement 9 534 millions hors taxes.

Les travaux commandés et restant à exécuter en BTP au 1^{er} juillet 1988 correspondent à 9,5 milliards de francs. Ce montant ne tient pas compte du marché de construction du pavillon royal de l'aéroport de Dusseldorf, en Arabie saoudite, obtenu début juillet pour près de 600 millions de francs.

Le Carnet des Entreprises

FRANTOUR

M. Claude Po, directeur général du groupe FRANTOUR, prend, à compter du 1^{er} août 1988, la présidence-direction générale de FRANTOUR TOURISME, principale filiale de FRANTOUR S.A.

Avec un réseau de quarante-quatre agences de voyages, FRANTOUR TOURISME occupe une position importante dans le secteur de la distribution et développe par ailleurs un produit exclusif « TRAIN + HOTEL », vendu dans ses propres agences et les gares SNCF.

NEW-YORK, 9 août ↓

L'écueil des taux

Une hausse — inattendue — du taux de l'escompte américain a été très mal accueillie mardi à Wall Street, où l'indice Dow Jones a très rapidement cassé la barre des 2 100 points, pour se retrouver à 2 079,13, en repli de 23,26 points par rapport à la veille. La baisse avait même atteint 35 points dans le courant de la séance.

Le marché a été secoué avec quelque 201 millions de titres échangés. En fin de séance, on dénombrait quatre fois plus de baisses que de hausses. Bien que l'économie américaine présente depuis quelques mois des signes de surchauffe, accompagnés d'une reprise de l'inflation, les milieux financiers ne s'attendaient pas à une hausse du taux de l'escompte aussi importante. En effet, la Réserve fédérale (Fed) a relevé d'un demi-point, à 6,5 %, ce taux, soit le niveau le plus élevé depuis le début des années 1980.

Cette décision de la Fed a immédiatement fait resurgir les démons du krach de l'automne dernier. Une mesure similaire avait notamment été prise, selon les opérations, à l'origine de cette « catastrophe ».

Les courtiers n'ont toutefois pas noté de signes de panique mardi mais plutôt des ventes de rajustement de portefeuille.

De fait, le Dax a coté 1 578 à 837/8, IBM a perdu 1 3/4 à 121 5/8 et Dow 15,1 points à 96 3/8.

VALEURS	Cours de 8 août	Cours de 9 août
Alcoa	53 1/4	51 7/8
A.T.T.	28 3/8	28 1/4
Bausch	60 1/2	61
Boeing	48 1/4	47 3/4
De Port de New York	86 1/2	85 7/8
Eastman Kodak	44 3/8	43 5/8
Exxon	44 3/4	44 1/4
Ford	33	32 1/2
General Electric	41 5/8	40 7/8
General Motors	77 3/4	77 1/4
IBM	123 3/8	121 5/8
ITT	48 3/8	48 1/4
McDonald	44 1/4	44 1/2
Pfizer	51 1/8	50 3/8
Schlumberger	34 1/2	34 3/8
Union Carbide	24 1/8	23 3/4
Wendell	62 7/8	62 1/4
Xerox Corp.	56 7/8	56 3/4

LONDRES, 9 août ↓

Nette baisse

Après un début de journée calme, la Bourse de Londres a brusquement viré à la baisse mardi après la décision des autorités américaines de relever d'un demi-point le taux de l'escompte, pour la première fois depuis le krach de l'automne dernier. L'indice Footsie a finalement terminé la séance en baisse de 13,4 points à 8 262,6. La journée avait donc débuté sur une note ternie après le relèvement du taux de l'escompte, mais elle s'est terminée sur une note plus optimiste. Les investisseurs se sont montrés plus réservés quant à la hausse du taux de l'escompte aux États-Unis. La plupart des professionnels ne s'attendaient pas à une telle décision de la Réserve fédérale. L'ambassade a été toutefois calmée sur le marché avec 425 millions de titres échangés. Les grandes valeurs internationales ont dans leur majorité affiché des pertes : ICI a cédé 11 points à 1 037, Glaxo 8 à 971. Les titres pétroliers, des assurances, des banques et des mines ont également reculé. Quelques valeurs se sont néanmoins distinguées : aux alimentaires, Cadbury a bondi de 11 points à 396 sur des rumeurs selon lesquelles Grand Metropolitan lancerait une OPA sur le groupe. British Petroleum a progressé de 5 points à 262. La hausse des taux d'intérêt américains a provoqué un affaiblissement des fonds d'État. Les mines d'or ont perdu plus d'un dollar, déprimées par la forte baisse des cours du métal jaune.

FAITS ET RÉSULTATS

● Les participations de la Générale des Eaux. — La Compagnie générale des Eaux, groupe de services, vient de préciser le montant de ses participations dans diverses sociétés : Saint-Gobain, SGE et Transport et d'Entreprises — à la suite d'opérations financières. La Générale des Eaux détient désormais 55,66 % de la SGE à la suite des apports d'écrits que la Générale des Eaux a réalisés dans le cadre de la fusion entre la SGE et la société de BTP Camponex Bernard. La Générale des Eaux détient également 8,56 % du capital de Saint-Gobain, directement 3,06 % et indirectement par la SOGEA, sa filiale, 5,50 %.

Enfin, la Générale des Eaux a franchi, le 21 juillet, le seuil de 10 % dans le capital de la Compagnie générale française de transport et d'entreprises.

● WR Grace s'implante en Belgique. — WR Grace and Co envisage la construction en Belgique pour Danco la division de production de Grace Specialty Chemicals Co, d'une usine de spécialités chimiques représentant un investissement d'environ 60 millions de dollars. L'usine fabriquerait de la silice pyrogénée, qui est utilisée comme additif pour une large variété des produits, notamment pour renforcer le caoutchouc en silicose. La mise en service de cette unité de production est prévue pour 1990.

Et se renforce en Allemagne. — La société caennaise Rollin (groupe américain WR Grace), implantée à Steinbach (Haut-Rhin), où elle fabrique des produits à base d'aluminates et de polymères renforcés, a reçu le feu vert pour créer une deuxième unité de production dans le département. Cette deuxième unité, dont la création à Cerisy néoécrite un investissement de 140 millions de francs, devrait

PARIS, 9 août ↑

Mieux orienté

Après trois séances passées sous le signe de l'effrètement, la Bourse de Paris s'est, mardi, très légèrement améliorée. Tandis que l'indice s'est poursuivi ensuite à petits pas. Tant et si bien que, dans l'après-midi, l'indicateur instantané enregistré une avance de 0,26 %.

Sur le parquet, les nervs professionnels que les vacanciers n'avaient pas éloigné du Palais se mélangent de la bonne tenue du marché. Tous faisaient, en effet, valoir la maigreur des affaires, peu propices au saut, si léger soit-il. La veille, les transactions sur les valeurs françaises avaient porté sur 554,9 millions de francs : en réalité, sur 320 millions environ, une fois déduites les dix plus grosses lignes.

A l'approche du 15 août, la Bourse est littéralement menacée de paralysie. A en croire les spéculateurs, l'expédition des affaires courantes est devenue la principale activité des boursiers.

Et pourtant la tendance au raffermissement n'a pas. Le hasard est-il seul en cause ? Certains paraissent croire qu'il existe encore une légère marge pour une baisse des taux en France. Et puis, avec la hausse du dollar, beaucoup s'attendent à une forte augmentation des résultats des entreprises travaillant dans la zone dollar. Sans compter qu'en se valorisant, le billet vert rend moins onéreux les achats de valeurs françaises.

Après Saint-Gobain, CGE et CCF, Suez a son tour été très recherchée. D'après gros échantillon en fin de journée et encore, paraît-il, ce mardi. Toujours le renforcement des « noyaux durs ».

Farmi les nouvelles de la journée, deux ont retenu l'attention : le changement indirect de contrôle de Primat, qui devient filiale de la First Anglo Dutch Securities, désormais propriétaire de sa maison-réseau Deminor ; la montée au-dessus de 5 % de la participation de la Générale des Eaux dans Saint-Gobain.

TOKYO, 10 août ↓

Forte chute

La hausse du taux de l'escompte américain a porté un mauvais coup à la Bourse de Tokyo qui a enregistré mercredi sa deuxième plus forte baisse de l'année.

L'indice Nikkei a perdu 615,49 points soit 2,18 % à 27 524, en clôture. La précédente baisse spectaculaire remonte au 19 juillet dernier. Les investisseurs japonais craignent que cette hausse des taux américains ne fasse tache d'huile. « Cette mesure va inciter les autorités japonaises à faire de même », déclarent un opérateur de Yamachi Securities. « Si le dollar dépasse les 140 yens, il faut s'attendre à une inflation importée », ajoutent-ils.

Le marché a de toute façon été surpris par la décision de la Réserve fédérale de relever le taux de l'escompte. Les Japonais ne s'attendaient pas avant les élections américaines.

VALEURS	Cours de 9 août	Cours de 10 août
Alco	520	505
Amoco	1 260	1 240
Canon	1 520	1 530
Fuji Bank	3 200	3 130
Honda Motor	2 270	2 210
Mercedes Benz	2 940	2 780
Mitsubishi Heavy	950	915
Sony Corp.	8 300	8 120
Toyota Motor	2 850	2 790

PARIS:

Second marché (sélections)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
A.S.P. S.A.	280 20	303	RE	180	197 20
Amis à Associés	535	535	St. Mand Service	248	335
Aspé	235	235	La Commande Electra	236	305 80
B.A.C.	440	440	Le gl'ère du mois	278	373 20
B. Danachy & Assoc.	370	370	Lois Investissement	252 20	258
B.I.C.M.	530	535	Locatelle	180	180
B.L.P.	555	555	Marin Immobilier	95	95
Bolton	355	355	Meublerie Mérieux	135	132 80
Bolton Technology	855	852	Métropole Interne	457	457
Bolton	1050	1050	Métropole	119	120
Châles de Lyon	1411	1435	M.I.M.M.	541	535
Colson	750	750	Mollet	230	225 10
Colson	570	570	Novelle-Chénier	175	175
Chiff	832	830	Obispo-Logis	313	314
C.A.L. de R.C.I.	274	274	On. Gen. Fin.	97	98 50
C.A.T.C.	130	129 50	Parabour (C. la. B. Fin.)	474	475
C.A.M.E.	853	850	Parabour Assurance	475	475
C. E. de R. Est.	290	292	Publicis, Filippacci	445	445
C.E.B.I.D.	877	891	Rand	859	859
C.E.B.I.D.	138	138	St-Gobain Ecologie	1275	1275
C.E.P. Comptabilité	1450	1450	St-Henri Médical	180	187
C.G.I. Intermedia	789	767	S.C.E.F.M.	358	358
Caumont d'Origny	500	500	Sigla	375	375
C.A.M.	325	325	Sima-More	551	575
Chenop	275	275	S.E.P.	1480	1487
Chenop	825	830	S.E.P.R.	1438	1438
Coula	417	420	S.M.T. Signal	300	300
Dela	234	225	Sodisling	857	855
Dagblat	4802	4845	Supe	311	311
Danville	1050	1050	T.P.	247	248
Danville	520	510	Uling	180	180
Danville-Lafit	1170	1165	Union Financ. de P.	389 80	389
Danville-Lafit	115	115	Valeurs de France	350	350
Danville-Lafit	24 20	25			
Danville-Lafit	256	256			
Danville-Lafit	485	475			
Danville-Lafit	825	825			
Danville-Lafit	215	215			
Danville-Lafit	320	320			
Danville-Lafit	137	140			

LA BOURSE SUR MINTEL
36-15 TAPEZ
LEMONDE

Marché des options négociables
le 9 août 1988

VALEURS	PRIX exercice	Options d'achat	Options de vente
Accor	490	53	3,88
CGE	328	16	14
DF-Asphalte	320	28,50	15
Lafarge-Coppie	1 300	95	25
Michelin	220	7,91	28
Mil	1 645	10	31
Paribas	440	8,40	22
Peugeot	1 300	45	95
Saint-Gobain	520	22	36
Société générale	400	12,50	26
Thomson-CSF	200	8	17,50

MATIF

Notionnel 10 % — Cotation en pourcentage du 9 août 1988			
Nombre de contrats : 43 299			
COURS	ÉCHÉANCES		
	Sept. 88	Déc. 88	Mars 89
Dernier	104,50	103,25	102,05
Précédent	104,20	102,90	101,75
Options sur notionnel	Options d'achat		
	Sept. 88	Déc. 88	Sept. 88
102	—	2,04	0,82

INDICES

CHANGES	BOURSES
Dollar : 6,49 F ↑	PARIS (MSE, base 100: 31-12-87)
La décision de la Réserve fédérale américaine de relever le taux d'escompte d'un demi-point a provoqué, mercredi 10 août, une flambée du dollar sur toutes les places internationales. Le billet vert a notamment coté 6,4875 F (contre 6,3970 F). Les cambistes attendaient une intervention musclée de la Bundesbank.	Valeurs françaises : 124,2 Valeurs étrangères : 122,2
FRANCFORT 9 août 10 août	(S&P, base 100: 31-12-87)
Dollar (en DM) : 1,895 1,938	Indice général CAC : 358,3
TOKYO 9 août 10 août	(S&P, base 100: 31-12-87)
Dollar (en yen) : 133,58 135	Indice CAC 40 : 1 322,1
MARCHE MONÉTAIRE	NEW-YORK (Indices Dow Jones)
(effets privés)	8 août 9 août
Paris (10 août) : 71/65-73/64	Industrielles : 2 187,40 2 079,13
New-York (9 août) : 71/64-73/64	LONDRES (Indices Financial Times)
	8 août 9 août
	Industrielles : 1 514,7 1 501,1
	Mines d'or : 194,9 195
	Fonds d'État : 88,23 88,31
	TOKYO
	9 août 10 août
	Nikkei Dow Jones : 28 170,36 27 544,97
	Indice général : 2 228,29 2 172,88

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	SIX MOIS
+ ou -	Rep. + ou dép.	Rep. + ou dép.	Rep. + ou dép.
S.E.U. : 6,4900 6,4930	- 79 - 55	- 145 - 125	- 490 - 398
S.E.U. : 5,3328 5,3396	- 132 - 102	- 250 - 215	- 789 - 639
Yen (100) : 4,9036 4,9096	+ 191 + 124	+ 185 + 219	+ 639 + 721
DM : 3,3720 3,3747	+ 44 + 61	+ 99 + 121	+ 317 + 353
Flora : 2,9873 2,9901	+ 37 + 48	+ 77 + 94	+ 264 + 315
FR (100) : 16,1042 16,1197	+ 26 + 100	+ 29 + 151	+ 4 + 363
RS : 4,0261 4,0304	+ 114 + 132	+ 221 + 249	+ 658 + 737
L (1 000) : 4,5728 4,5774	- 136 - 108	- 281 - 239	- 843 - 742
E. temp. : 6,1316 6,1376	- 377 - 355	- 736 - 662	- 1 931 - 1 731

TAUX DES EUROMONNAIES

SE.U.	7 1/16	7 1/16	8 1/8	8 1/4	8 3/8	8 1/2	8 3/4	8 7/8
DM	4 3/4	5	5 1/4	5 3/8	5 1/2	5 1/4	5 1/2	5 5/8
Flora	5 1/2	5 1/2	5 1/4	5 3/8	5 1/2	5 1/4	5 1/2	5 5/8
FR (100)	5 1/2	5 1/2	5 1/4	5 3/8	5 1/2	5 1/4	5 1/2	5 5/8
L (1 000)	5 1/2	5 1/2	5 1/4	5 3/8	5 1/2	5 1/4	5 1/2	5 5/8
E. temp.	10 1/2	10 1/2	10 1/4	10 3/8	10 1/2	10 1/4	10 1/2	10 5/8
E. temp.	6 1/2	6 1/2	6 1/4	6 3/8	6 1/2	6 1/4	6 1/2	6 5/8

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués de fin de notation par une grande banque de la place.

c : coupon détaché — o : offert — * : droit détaché — d : demandé — ♦ : prix précédent — ★ : marché continu

QUANTE-CINQ

3790147004567